

Directeur : Jacques Fayet

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 M.
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
20 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA;
Domenari, 5 kr.; Espagne, 60 pes.; G.-B., 35 p.;
Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 55 p.;
Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 L.;
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
40 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.;
Suisse, 3 francs; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements page 16
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-33 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

LES GRANDES PUISSANCES FACE AUX CRISES ASIATIQUES

-POINT

ivre : « Les prochains tourments » J

PROCHE-ORIENT

La guerre entre l'Irak et l'Iran

Si le conflit se prolonge il aura des conséquences incalculables pour les deux pays

nous déclare M. Chatli
secrétaire général de la Conférence islamique

De notre envoyé spécial

Bagdad. — « L'entrepreneuse cette deuxième mission de bonne volonté à la demande du conseil des ministres de la Conférence islamique, pour engager l'Irak et l'Iran à arrêter les hostilités », nous a déclaré jeudi 15 octobre M. Habib Chatli, secrétaire général de cette organisation, arrivé dans la nuit à Bagdad, venant d'Amman. « En effet, a-t-il ajouté, si le conflit se prolonge, il aura des conséquences incalculables pour les deux pays, pour le Golfe et pour les États arabes, ainsi que pour le mouvement islamique mondial. Il comporte également des risques énormes d'interférence des puissances étrangères. La flotte américaine est déjà sur place. Le président Carter a tous les pouvoirs pour agir, s'il estime nécessaire, mais cela ne serait pas dans l'intérêt des riverains du Golfe ni dans celui de la paix ».

Les non-alignés se sont réunis à New York, mais n'ont pris aucune décision concernant ce conflit, estimant sans doute que la Conférence islamique avait plus de chances de se faire entendre au moment où, par ailleurs, le Conseil de sécurité s'apprête à se réunir.

M. Chatli estime que le terrain est plus favorable à sa seconde mission en raison des pressions internationales sur les deux belligérants et des réactions de l'opinion mondiale, qui souhaite le retour de la paix dans cette région névralgique. Il considère aussi « encourageant » le fait que les deux parties aient accepté cette mission. De plus, dit-il, « si les deux parties veulent à considérer que la situation n'est pas mûre pour une négociation, je leur ferai remarquer que la pro-

longation de la guerre ou du statu quo la rendra encore moins mûre, car l'adhésion des grâces s'allongera et la somme des différends accumulés sera plus difficile à résoudre ». M. Chatli espère donc que sa mission préparera la voie à une médiation. La mission, dit-il, « pourrait être élargie à d'autres pays de l'organisation de la Conférence islamique qui définit alors ce qu'il y a à dire dans une deuxième phase ».

Notre interlocuteur ne minimise pas, cependant, les difficultés qui l'attendent. La principale est l'analyse que fait chacun des deux pays. L'Irak, dont l'économie est en bonne santé et n'a pas été désorganisée comme en Iran, peut espérer être gagnant en se maintenant sur les positions qu'il occupe actuellement : une telle situation pourrait favoriser soit l'autonomie de plusieurs régions, voire l'éclatement de l'Irak, ou l'accession au pouvoir des militaires, avec lesquels Bagdad pourrait s'entendre. En revanche, l'Iran peut se réjouir que le mouvement islamique mondial, qui prêche la solidarité arabe, lui a comme principal souci d'arrêter la guerre, comme les autres pays arabes du Golfe.

PAUL BALTA.

Dans l'océan Indien

Une partie de la flotte française s'est rapprochée du détroit d'Ormuz

Compte tenu des développements du conflit irano-irakien et des menaces qui pèsent sur les approvisionnements pétroliers, la France a modifié le déploiement de sa flotte de guerre en 1980. En Iran, en renfort de sa présence permanente dans l'hémisphère nord.

Actuellement, quatre bâtiments de guerre français croisent en mer d'Omman, au sud du tropique du Cancer, entre les parallèles 22 et 23, devant les côtes de Mascate et Oman. Il s'agit de l'escorte d'escadre lance-missiles Boutet, de deux avions-escorteurs et du pétrolier ravitailleur la Charante, servant également de bâtiment de commandement et de transmissions.

En temps normal, les navires de la flotte française de l'océan

Indien se tiennent plus au sud, soit en escale à Djibouti, à hauteur des parallèles 11 et 12 de l'hémisphère nord, soit dans les parages de l'île de la Réunion, à la hauteur du parallèle 21 de l'hémisphère sud. Par rapport à leur position habituelle, les navires de la flotte française de l'océan Indien ont été déplacés de 3 500 kilomètres de leur lieu de patrouille et se rapprochent sensiblement du détroit d'Ormuz.

Les navires sont en permanence dans la zone pour collecter des renseignements sur la situation navale depuis la mer d'Omman et, le cas échéant, participer à la surveillance du trafic des pétroliers.

La frégate lance-missiles Surfen a quitté Toulon (Le Monde du 14 octobre), pour prendre la relève de l'escorteur l'escadre la Gaietonnère, qui, toutefois, ne quittera pas l'océan Indien avant le début de décembre. Au même moment, l'avisio-escorteur Amiral-Charrier aura rejoint cette zone pour y remplacer, lui aussi, l'un des quatre avisos présents.

La plupart des bâtiments français croisent en temps normal, quand ils ne sont pas à quai à Djibouti, dans le golfe d'Aden, la mer Rouge et le sud de l'océan Indien.

Liban

OPÉRATION ISRAÏLIENNE DANS LE SUD DU PAYS

Des unités israéliennes de la brigade d'élite « Golani » et des parachutistes ont attaqué, dans la nuit du 16 au 17 octobre, des bases palestiniennes du Sud-Liban autour de la localité de Jannak, au nord-ouest du fleuve Litani. Les forces palestiniennes assaignées étaient, selon les Israéliens, essentiellement composées de membres du Front de libération arabe (pro-irakien). Cette attaque a été précédée par des bombardements sur la région de Nabatieh effectués par l'artillerie israélienne et les forces chrétiennes conservatrices du commandant « Badad ».

Cette opération est profondément qualifiée par le commandement israélien d'« action préventive dirigée contre celles des forces palestiniennes qui pourraient tenter de « fuir » en territoire libanais », est la première du genre depuis celle qui avait été lancée le 19 août dernier contre le château de Beaufort. Le général Raphael Eytan, chef d'état-major israélien, a annoncé le succès de cette opération, et a affirmé que les Israéliens n'avaient pas subi de pertes. Selon le quotidien israélien « Haaretz », les Palestiniens, d'abord pris par surprise, se sont par la suite vigoureusement défendus. Selon le correspondant militaire de la radio israélienne, le raid aurait fait au moins dix-neuf morts parmi les fedayin. De son côté, l'O.L.P. annonce que les fedayin et les combattants progressistes libanais ont parvenus à repousser les assaillants après de longues heures de combats, en leur infligeant des pertes. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Washington fait de nettes avances au gouvernement de Téhéran

(Suite de la première page.)

Une libération des cinquante-deux Américains détenus entraînerait « automatiquement » une levée des sanctions contre l'Iran. Est-ce à dire que des armes pourraient être livrées aussi ? Dans une réponse extrêmement diplomatique, M. Muskie n'a pas semblé l'exclure.

Des rumeurs insistantes

Ce n'est pas le seul message chiffré que lancent les dirigeants de Washington. Ils affirment avec insistance depuis plusieurs jours, en public et en privé, leur attachement à l'intégrité de l'Iran. On ne doit pas les sous-estimer volontiers « isolément », comme pour l'engager à en sortir. De ce point de vue, la visite de M. Radjal à l'ONU est bien vue à Washington, même si on n'en saisit pas très bien le sens. Le chef du gouvernement iranien ne constatera-t-il pas combien la détention d'otages est réprouvée dans les instances internationales ? Il se sentira forcément isolé, alors qu'à Washington une main se tend — avec d'autant plus d'insistance qu'on approche de l'élection présidentielle.

Depuis quelques jours, des rumeurs insistantes font état d'une possible libération des otages. Le Washington Post s'en est fait l'écho, dans son numéro du 15 octobre, mais cela ressemble à une pure hypothèse. Une chaîne de télévision de Chicago, WLS-TV, a relayé l'affaire le lendemain de manière plus sensationnelle. « Un croisière otages auraient été regroupés à l'ambassade américaine de Téhéran et l'avion personnel du président Carter s'apprêterait à partir », a-t-il écrit. « L'opération s'appellerait « Point » et d'aller chercher quarante-huit d'entre eux. Quant aux quatre autres, ils resteraient dans la capitale iranienne à pour y être jugés ». WLS-TV croit, qui maîtrise les termes du marché : un échange des otages contre des fournitures militaires dont l'Iran a le plus grand besoin.

Le département d'État a qualifié ces informations de « totalement fausses ». De leur côté, les porte-parole du Pentagone nient de manière catégorique

que l'on soit en train de rassembler des fournitures militaires à l'intention de l'Iran : « Il n'y a eu ni ordre donné, ni projet établi, ni action alertée ».

On insiste, en revanche, à Washington, sur les préparatifs militaires des forces américaines pour démontrer que les États-Unis entendent défendre leurs intérêts dans la région du Golfe. Plusieurs mesures viennent d'être prises, précise-t-on, pour rendre opérationnelle la fameuse Rapid Deployment Force, accélérer sa mobilisation éventuelle et lui offrir des bases au Proche-Orient.

Selon le Pentagone, rien ne permet de penser que les Iraniens seraient en train de mettre à exécution leur menace de bloquer le détroit d'Ormuz. On ne les estime d'ailleurs pas capables de le faire. A elle seule, la marine américaine serait en mesure d'assurer le libre passage : elle compte trente-deux navires dans l'océan Indien, dont deux porte-avions. Sept de ces bâtiments, basés à la base de Diego Garcia, disposent d'un équipement complet pour une brigade de « marines ».

Les spécialistes du Pentagone ont relevé une présence plus importante des forces alliées dans la région du Golfe. L'Australie pourrait envoyer des bâtiments de son côté. « Aucune décision n'a été prise » pour constituer une flotte commune. Il n'y a même pas de coordination active entre les différentes marines alliées. Mais, comme le dit un officiel américain : « Nous savons qu'ils sont là et ils savent que nous sommes là ».

Comment « gérer » une longue crise, celle de l'Iran, qui ne nous couvre par l'alliance atlantique, mais qui affecte directement les pays occidentaux ? Washington ne plaide pas pour une extension géographique de l'OTAN, sachant d'ailleurs que des pays concernés par la guerre du Golfe, comme le Japon et la Corée du Sud, n'en font pas partie. Mais ? Aucune réponse n'est donnée ni promise dans l'immédiat. Mais on estime urgemment fausses. — (A.F.P., U.P.I.)

ROBERT SOLE.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE GOUVERNEMENT ARGENTIN A DÉCISÉ D'ACQUIESCER À LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE. — M. PEREZ ESQUIVEL, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Perez Esquivel, bédicataire d'une pension à vie de 5 000 dollars par mois, a-t-on appris jeudi 15 octobre à Buenos-Aires. Le gouvernement militaire a en effet décidé d'attribuer une telle pension à tous les Argentins qui obtiennent cette distinction. Le sculpteur Perez Esquivel, âgé de quarante-huit ans, qui a reçu le prix Nobel de la paix pour son action en faveur des droits de l'homme en Argentine et en Amérique latine, avait été détenu par les autorités militaires pendant plus d'un an, d'avril 1977 à juin 1978 (Le Monde du 15 octobre).

Belgique

ACCORD DE GOUVERNEMENT CONCLU. — M. Martens chargé de former le nouveau gouvernement belge, a annoncé, jeudi 16 octobre, qu'un accord avait été conclu

à cet effet entre les quatre partis de la nouvelle majorité (sociaux-chrétiens et socialistes flamands et francophones). Pour la première fois depuis plusieurs années, le cabinet économique et social a plus d'importance que le secteur linguistique et intercommunautaire dans le nouveau programme. Le gouvernement annonce son intention de pratiquer l'austérité dans tous les domaines. Il n'y aura, en principe, plus d'augmentation de salaire pendant deux ans. L'assurance-maladie va être assainie et la fraude fiscale combattue sévèrement. — (Corresp.)

Chili

LE PRÉSIDENT DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE CONDAMNÉ À L'EXIL. — Le gouvernement a interdit le retour de M. Andres Bello, président du parti démocrate chrétien (illégal), a-t-on appris de source officielle, jeudi 16 octobre à Santiago. Ancien ministre de l'Intérieur et des finances dans le gouvernement du président Eduardo Frei (1964-1970), M. Bello a été accusé d'avoir entraîné la loi sur la sécurité intérieure de l'Etat, par des déclarations faites récemment à l'étranger, indiquant les mêmes sources. Le président du parti démocrate chrétien avait déclaré à un quotidien mexicain que « si le régime du président Augusto Pinochet maintenait sa ligne autoritaire, j'importerai quoi pour arriver à l'avenir, y compris une guerre civile ». M. Frei, le leader de la démocratie chrétienne, vit au Chili.

Luxembourg

M. GASTON THORN a annoncé jeudi 16 octobre qu'il démissionnera dans la seconde quinzaine de novembre de ses deux fonctions de ministre luxembourgeois des affaires étrangères et de président en exercice du conseil des ministres de la Communauté. M. Thorn comptait initialement remplir son mandat jusqu'à la fin de décembre, date à laquelle il doit prendre ses nouvelles fonctions de président de la commission de la C.E.E., mais les « pressions de parlementaires européens » l'ont amené à reconsidérer sa position. Il sera remplacé en décembre par Mme Colette Flesch. — (Corresp.)

Egypte

Le gouvernement a renoncé à l'augmentation du prix de la viande

De notre correspondant

Le Caire. — La plupart des trente-cinq millions de musulmans égyptiens pourront, le samedi 18 octobre, célébrer l'anniversaire du sacrifice d'Ibrahim (Abraham) autour d'un plat de mouton, comme le veut la tradition islamique. Après le mois de septembre, dénommé « maigre » par le rita, officiellement pour pénaliser les « bouches mercantiles », la viande est vendue dans tout le pays en abondance à partir de l'équivalent de 3,50 francs le kilo, tarif à peu près en rapport avec le revenu mensuel des ménages modestes salinis grossièrement à un nouveau d'achat de 500 F.

La conscience populaire a tendance à attribuer ce résultat à la sœur mécontentement qui, à la fin de septembre, commençait à monter de la population. A travers des communiqués du gouvernement, les petits consommateurs subodorèrent alors qu'ils allaient faire les frais du « mois de lutte contre les profiteurs ». La viande ne serait plus vendue que deux jours par semaine (contre trois depuis 1967). D'autre part, le prix du kilo de la viande la moins chère passerait de l'équivalent de 3,50 F à 5 F, tandis que celui de la plus chère serait ramené de 24 F à 15 F.

L'Egypte consomme à peine plus de 10 kilos de viande rouge par an, mais cette denrée, qu'il s'agisse de bœuf, de mouton ou de chameau, revêt d'autant plus d'importance à ses yeux qu'elle symbolise le repas de fête. Aussi ce fut une explosion d'amertume parmi ceux, fin septembre, qui complètent les plans du cabinet. Colère aiguë encore par le doublement, au même moment, du prix de l'huile et du sucre « en vente libre » (ces deux produits restèrent vendus à un prix fixe très bas pour une petite quantité mensuelle individuelle insuffisante pour un adulte).

L'affervescence populaire qui se manifesta aussitôt autour de certaines épicerie coopératives du Caire et d'Alexandrie amena le gouvernement à démentir dans l'heure la nouvelle de la hausse du sucre

et de l'huile, à autoriser de nouveaux boucheries à ouvrir trois jours par semaine et à dire que l'on continuait à trouver de la viande à 3,50 F le kilo. « Le pouvoir a obéi au peuple », commentèrent maints Égyptiens.

Des signes encourageants

Jamais depuis vingt ans peut-être la trésorerie égyptienne n'a été aussi à l'aise grâce à la hausse spectaculaire de ses ressources en devises (coton, tourisme, canal de Suez, fonds des 1 600 000 Égyptiens expatriés et surtout revenus pétroliers : 35 millions de tonnes de naphte attendus en 1980). Pour la première fois depuis fort longtemps, la balance égyptienne des paiements a des chances d'être excédentaire cette année, qui verra en tout cas l'Egypte financer la moitié de ses importations avec le montant de ses exportations, contre le quart l'an passé. Enfin, depuis un lustre, l'augmentation réelle du pouvoir d'achat des ménages les plus humbles se maintient à 2 % par an, après des années de stagnation, tandis que la hausse du revenu national global a atteint 8 à 9 % par an durant la même période.

En dépit de ces signes encourageants, l'Egypte, à cause de l'inertie ou de la maladresse de ceux qui ont en charge son économie, a peine de leur incapacité à gérer et à bien utiliser la manne qui tombe actuellement sur leur pays, à cause de l'absence d'une voix ayant le courage d'expliquer au peuple que le tréfil du pain, qui n'a pas changé depuis trente ans, ne peut rester éternellement le même, l'Egypte donc risque peut-être de compromettre sa stabilité et de laisser échapper la prospérité à laquelle elle aspire pourtant de toutes ses forces. Mais, pour le moment, nul n'y songe, pas plus les dirigeants, assouplis d'avoir vu s'éloigner le spectre de la révolte, que la population, satisfaite de pouvoir encore acheter de la viande au prix le plus bas du monde.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Malaisie

LA POLICE A ARRÊTÉ HUIT MEMBRES D'UNE SECTE MUSULMANE EXTREMISTE qui avaient fait irruption, armés de couteaux, dans un comité municipal de la défense de M. Sylvester Barret, précédemment ministre de l'environnement. — (A.F.P.)

Portugal

LE VOTE DES PORTUGAIS À L'ÉTRANGER. — L'Alliance démocratique, la coalition de centre droit du premier ministre, M. Francisco Sá Carneiro, a obtenu trois des quatre sièges attribués aux Portugais vivant à l'étranger, a-t-on annoncé jeudi 16 octobre à Lisbonne. Le parti socialiste de M. Mario Soares a remporté le quatrième siège. Ce résultat était attendu, et ne modifie donc pas la composition de la Chambre des députés, issue des élections du 5 octobre dernier, telle que nous l'avions présentée officiellement, et où l'Alliance démocratique a une majorité de 134 sièges sur un total de 250 (Le Monde du 5 octobre).

R.D.A.

VIOLENTE CAMPAGNE CONTRE LA R.F.A. — Jeudi 16 octobre, plusieurs dirigeants est-allemands se sont de nouveau pris à la République fédérale, devenue depuis dix jours la cible de vives attaques. M. Willy Stoph, président du conseil des ministres, a qualifié la R.F.A. d'« État capitaliste créé pour servir de bélier contre les pays socialistes », et il a renouvelé les exigences mises par Berlin-Est à la poursuite d'une normalisation avec Bonn. La subite aggravation de la tension s'était notamment traduite, ces derniers jours, par le renforcement du contrôle des changes imposé maintenant aux diplomates eux-mêmes (Le Monde du 16 octobre). La France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la R.F.A. ont l'intention de saisir de cette affaire la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se tiendra en novembre à Madrid. — (A.F.P., Reuters.)

République d'Irlande

REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Pour tenter de surmonter les divisions du parti

Roumanie

UNE RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL EN ROUMANIE. — Le comité central du parti communiste roumain s'est réuni les 14 et 15 octobre. Le plénum a approuvé le projet de plan pour l'année 1981. Il a également prouvé au rang des membres du comité central MM. Iosif Kovacs et Petre Protesescu, qui étaient membres suppléants. D'autre part, le comité politique a tenu la plus haute instance du parti — s'est réuni mardi 14 octobre, et a approuvé le projet de loi sur la Constitution, la répartition et l'emploi des ressources en viande, en lait et légumes par département. — (A.F.P.)

Tchad

NOUVELLE CONFÉRENCE DE FAIX. — Une nouvelle réunion pour rechercher un règlement au Tchad pourrait s'ouvrir à Lomé. Organisée par le sous-comité ad hoc de l'O.U.A., elle se propose d'aboutir à un cessez-le-feu immédiat supervisé par des officiers des quatre pays membres du sous-comité (Guinée, Togo, Congo et Bénin). M. Gomouss Ouédal, président du gouvernement (GUNT) et chef des armées populaires (FAP) est arrivé mercredi 15 octobre à Lomé, où son adversaire, M. Hissène Habré, chef des Forces armées du Nord (FAN) était attendu vendredi. A Paris, M. Robert Galley, entendant jeudi par la commission des affaires étrangères à l'ONU les efforts des autorités que, pour le moment, les paralogues, tout en observant que les combats ne sont guère sensibles à cet appel à la paix ». Le ministre de la coopération a également déclaré « qu'il ne connaissait aucune unité libyenne n'étant engagée dans les combats à N'Djaména ».

Signé par Fred,
votre signe est d'or

Pendentifs scorpion.

FRED joaillier.

6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. : 260.30.65. Le Clarté, 74, Champs-Élysées.
Hôtel Le Méridien, Paris. Hôtel Las Vegas, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Aéroport d'Orly - Beverly Hills, Houston.

EUROPE

Un nouveau « plan Rogers » permettant la réintégration de la Grèce dans le commandement militaire de l'OTAN pourrait être soumis à Athènes

Différents indices permettant de penser que la publication d'un nouveau « plan Rogers » — du nom du commandant en chef des forces atlantiques en Europe — tendant à permettre la réintégration de la Grèce dans le commandement militaire de l'OTAN devrait rapidement avoir lieu. Si un tel plan était finalement accepté par Athènes, il mettrait fin à un retrait de six années, qu'avait provoqué, en 1974, le débarquement à Chypre des troupes de la Turquie, également membre de l'organisation.

Le plus sérieux de ces indices est

le départ pour Naples, jeudi 16 octobre, du général Gratsios, chef d'état-major grec, qui doit y rencontrer le général Rogers.

La Turquie a fait quelques gestes, depuis 1974, en direction de la Grèce. En février dernier, elle a levé sans demander de contrepartie son « notam » (« Notice to airmen ») édicté en août 1974 et limitant la circulation aérienne au-dessus de la mer Egée. Mais le dossier le plus important du contentieux gréco-turc — le conflit chypriote — n'a guère avancé depuis six ans, malgré les accords successifs entre les représentants des deux communautés de l'île.

Cependant, depuis la prise du pouvoir à Ankara par le général Kenan Evren, certains signes de dégel se manifestent entre les deux capitales. La nouvelle phase de négociations entamée en septembre dernier à Nicosie paraît se dérouler dans un climat moins tendu que les précédents. En outre, on semble prêt, du côté turc, à favoriser le retour de la Grèce dans le commandement intégré de l'OTAN avant même d'avoir réglé la question, particulièrement délicate, de la répartition des compétences entre les deux états-majors en mer Egée. Le paradoxe de cette relative détente n'est qu'apparent : le régime militaire d'Ankara, peu suspect de manquements au patriotisme, peut en effet se permettre certaines initiatives qui étaient interdites à un pouvoir civil aux abois, et en proie aux surenchères nationalistes de l'extrême droite.

Le conflit sur la limite des eaux territoriales turques et grecques, en revanche, est dans l'impasse, et Athènes ne se montre guère disposée à revenir sur sa demande d'extension de cette limite de six à douze milles nautiques — extension dont Ankara estime qu'elle lui ferait perdre, du fait de l'éparpillement des îles grecques au large des côtes turques, la plupart de ses facilités de passage maritime dans cette région.

D'une manière générale, le plan que le général Rogers avait soumis à la Grèce, en février dernier, avait paru très insuffisant à Athènes, qui estimait qu'une part excessive de responsabilités serait confiée au commandement turc en cas d'engagement, et ce plan avait été repoussé assez sèchement. Le gouvernement d'Athènes, en outre, ne pouvait demeurer insensible à l'hostilité à l'OTAN d'une partie importante de son opinion publique. Mais l'Organisation atlantique — et donc

Washington — paraissent aujourd'hui décidés à de nouvelles concessions pour obtenir un retour que la situation internationale rend plus nécessaire encore à ses yeux. Le nouveau « plan Rogers » pourrait, estime-t-on généralement à Athènes, comporter, cette fois-ci, suffisamment d'éléments positifs pour que la Grèce l'examine avec davantage de bienveillance, même si la question de Chypre n'est toujours pas réglée. D'autant plus que la Grèce dispose d'un sérieux moyen de pression sur Washington : les Etats-Unis négocient actuellement avec Athènes le renouvellement de l'accord sur les quatre bases américaines en Grèce.

BERNARD BRIGOULEUX.



Cinq adresses pour votre liste de mariage...

Pavillon **Christofle**

12, rue Royale 8^e
31, bd des Italiens 2^e
95, rue de Passy 16^e
93, rue de Seine 6^e
et Centre Commercial Parly II

...et vos amis n'auront pas à courir tout Paris

Giscard fait des erreurs en Afrique. On le murmure, mais on ne sait pas qu'elles sont graves. Elles risquent de bouleverser les relations entre la France et l'Afrique et aussi la campagne présidentielle.

Tenue secrète jusqu'ici la gifle donnée à Houphouët...

jeune afrique
N°1033 17 au 24 octobre 1980

ANNÉE DU PATRIMOINE

Recherchons Lautrec pour l'encadrer avec plaisir



Les encadrateurs du centre de l'encadrement

Peintures, dessins, gravures, estampes, miniatures, affiches, canevas, fleurs séchées, batiks indiens.

Atelier du centre de l'encadrement
34, rue René Boulanger
75010 Paris
Tél. 206.11.53
(métro République)

Grande-Bretagne

La bataille pour la succession de M. Callaghan à la tête du parti travailliste s'engage dans la confusion

De notre correspondant

Londres. — La bataille pour la succession de M. Callaghan à la tête du parti travailliste a commencé dans une grande confusion. Comme prévu, M. Peter Shore, actuel ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme, a fait officiellement acte de candidature. M. Michael Foot, premier adjoint de M. Callaghan, semble être revenu sur son intention première de ne pas être candidat. En fait, M. Foot est soumis à de fortes pressions, notamment des syndicats hostiles à la candidature de M. Healey.

Mais la contre-attaque de la gauche contre la candidature de l'ancien chancelier de l'Echiquier (« Le Monde » du 17 octobre) est affectée par son manque d'unité. Pour M. Benn, les parlementaires travaillistes devraient abandonner l'élection et demander à leur état-major (c'est-à-dire en fait à M. Foot) de rester à son poste jusqu'à la mise en place du nouveau système de désignation. Son point de vue est, d'après un sondage récent, partagé par une majorité de sections locales. M. Shore est plus nuancé. Le principe du changement accepté à Blackpool doit être observé, a-t-il indiqué, mais il a ajouté que toute formule nouvelle de désignation devrait tenir compte du fait que le leader doit avoir la confiance des parlementaires.

Les syndicats sont également divisés. Le plus important par le nombre, celui des ouvriers du transport, est favorable à l'élection « sans opposition » de M. Foot. M. Duffy, leader des ouvriers de la mécanique, second en importance, est favorable au maintien du système actuel, et à M. Healey, qui a également le soutien des cheminots et des métallurgistes. De leur côté, les députés de la droite et du centre sont hostiles au principe d'un leader intérimaire. La composition et la mise en place du collège électoral prendront entre six mois et un an, disent-ils, et le parti travailliste ne peut pas se permettre d'être sans leader pendant cette période. M. Healey, ajoutant-ils, est le seul homme assez connu du public et ayant la stature requise pour mener la lutte contre les conservateurs, qui le considèrent comme leur adversaire le plus dangereux. — H. P.

Moïse n'a pas atteint la Terre promise

Londres. — « Le Labour gagnera les prochaines élections », a déclaré M. Callaghan en prenant sa retraite. Mais ses prévisions ont été accueillies avec circonspection, étant données les nombreuses erreurs de jugement qu'il a commises au cours des deux dernières années de sa carrière. Le leader démissionnaire a indiqué qu'il avait décidé de se retirer depuis sa défaite électorale de mai 1979. C'est Mme Thatcher, en effet, qui avait porté l'estocade à un homme singulièrement éprouvé par les revers politiques. La chance avait déserté celui qu'on appelait jadis « Lucky Jim » (« Jim le veinard ») ou encore « Sunny Jim » (« Jim le radieux »).

D'origine modeste, ce syndicaliste sorti du rang devait gravir rapidement les échelons de la hiérarchie du parti travailliste. Sa carrière aura fait date dans l'histoire parlementaire britannique : il fut le seul premier ministre qui ait occupé antérieurement les postes de chancelier de l'Echiquier, de ministre de l'Intérieur, puis des affaires étrangères.

M. Callaghan doit beaucoup à son application et à son habileté à naviguer entre les divers courants du parti. Syndicaliste modéré, il sut, grâce à M. Gaitskell, leader de la droite, sa première promotion comme chancelier de l'Echiquier du « cabinet fantôme ». Sa connaissance de l'économie était si limitée qu'il suivit les cours du soir d'Oxford avant d'être appelé par M. Wilson à occuper ce poste dans le gouvernement travailliste de 1964. Son passage au ministère de l'Intérieur (1967-1970), puis au Foreign Office (1974-1976), ne laissa pas de soulever exceptionnel. D'abord adversaire de l'Europe, il se convertit sans enthousiasme à la cause européenne et renégocia l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté.

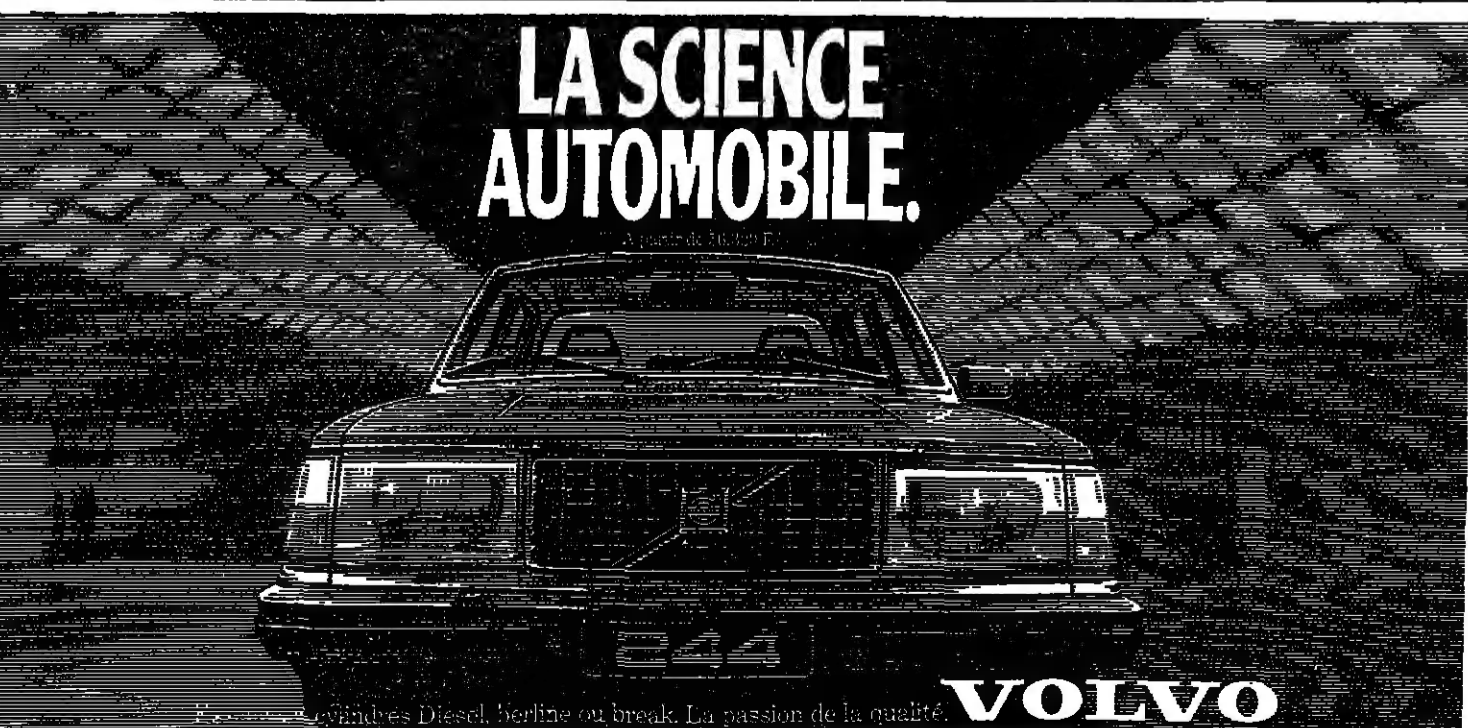
Homme d'appareil par excellence, il était soutenu par les syndicats, dont il fut le défenseur : il s'opposait victorieusement à la législation restrictive du pouvoir syndical que préparait Mme Barbara Castle. Celle-ci ne lui pardonna jamais. Plus tard, M. Callaghan, devenu premier ministre, la renvoya du cabinet. Pourtant, la rondeur joviale de « Jim », son sens du contact, ses manières bon enfant, le désignaient pour jouer un rôle de conciliation, pour négocier en coulisse les compromis qui étaient indispensables au maintien de l'unité du parti. Son goût pour les manœuvres de couloir et les accommodements lui valut la surnom aimable d'« oncle Jim » et celui, beaucoup moins bien-

Erreurs de jugement

Malheureusement, à partir de 1978, il devait commettre une série d'erreurs de jugement. D'abord, en organisant des référendums sur la dévolution des pouvoirs en Ecosse et au Pays de Galles, dont les résultats négatifs précipitèrent la rupture de l'alliance avec les libéraux, qui assuraient sa survie parlementaire. Ensuite, en voulant imposer la limite peu réaliste de 5 % aux augmentations de salaires réclamées par des syndicats pressés de dénoncer leur « contrat social » avec le gouvernement. Il avait certainement sous-estimé le mécontentement populaire. Enfin, en octobre 1978, il déclara, contre toute attente, de retarder la tenue des élections générales. Après l'explosion sociale de l'hiver, il perdit, le 28 mars 1979, la confiance des Communes, et fut contraint de livrer, dans de mauvaises conditions, une bataille électorale que Mme Thatcher, portée par la vague des mécontents, gagna de haute lutte.

M. Callaghan espérait sûrement sortir de la scène politique en beauté. Il pensait pouvoir envoyer la poussée de la gauche, tenir en échec son adversaire, M. Tony Benn. Là encore, son calcul a échoué. Il avait surestimé le revirement des grands syndicats, sur lesquels il comptait pour gagner la partie. Son autorité sur le parti s'effrita. A Blackpool, ses appels à l'unité ne furent pas entendus, et beaucoup de ses amis politiques lui reprochèrent ses atermoiements et sa mollesse face à l'offensive de la gauche. M. Callaghan n'avait plus d'autre choix que de se retirer, laissant contrairement à ses espérances, un parti plus divisé que jamais. Une consolation pourtant : d'après les sondages d'opinion, sa popularité personnelle dans le pays est encore très forte, nettement supérieure à celle de Mme Thatcher.

HENRI PIERRE.



LA SCIENCE AUTOMOBILE.

Pour connaître le concessionnaire le plus proche de chez vous, appelez Volvo France. Tél. (1) 723.72.82.

Gde de la Salpêtrière, Paris 13 ^e 70.21.18.	Gde des Grands Champs, Paris 20 ^e 373.78.02.	Hondeler Automobiles, Nanterre 724.64.91.	Gde de l'Alma-St-Maur-le-Varenne-St-Hilaire, 855.89.89.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.
Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 554.11.23.	Gde de la Chapelle, Paris 18 ^e 55	

EUROPE

LA SITUATION EN POLOGNE

A Cracovie, les syndicats Solidarité s'apprêtent à montrer leur force

Cracovie. — C'est dans l'église de ce palais royal qui domine l'ancienne capitale que l'on se réunira dimanche matin, 19 octobre, à une messe solennelle des syndicats insoumis. Puis l'après-midi, dans cette ville qui fleurit l'histoire et que le cardinal Wojtyla avait quittée pour devenir pape, il présidera le premier grand meeting public des syndicats Solidarnosc, dans un stade de près de trente mille places. Les syndicats libres ont repoussé leur

projet de grève générale, mais la démonstration de force qu'ils s'apprêtent à faire est déjà un petit chef-d'œuvre d'insolence politique. Mais d'insolence feutrée sans grands mots, tout en clin d'œil complices ou menaçants suivant leurs destinataires. Cracovie pourrait être tendue, les dirigeants et les syndicalistes locaux nerveux. Rien de tel. Cracovie est aussi une ville qui digère bien les accords de Gdansk, calme dans la tourmente : rien n'a été laissé au hasard.

De notre envoyé spécial

Nova-Ruta, à un quart d'heure du centre, des chemins de fer, 43 000 salariés, 200 kilomètres de routes et 200 kilomètres de chemins de fer. Nova-Ruta est une aciérie, mais une ville attachée au sol sous le stalinisme dans les larmes et l'apogée, un symbole du régime. Ici, 97 % des ouvriers ont rejoint les nouveaux syndicats. Devant le grand portail, dans l'immeuble réservé au parti et aux organisations sociales, on dépasse au pas de course l'étage désert des anciens syndicats pour arriver à celui de Solidarité, grouillant, joyeux, et dépitamment abandonné par la direction des investissements, qui était, paraît-il, trop au large.

Le directeur financier cède au rituel ancestral des visites d'usine au pays socialiste : « Je voudrais vous soumettre la bienvenue dans notre entreprise que je voudrais vous présenter en quelques mots... ». Les plus d'acier à nous sont ceux de toute la Pologne d'avant-guerre. Buis sociaux. Dispensaires. Bains de tous... etc. ». Il n'est pas à la page. Il ignore totalement, assure-t-il, le nombre des adhérents à Solidarité. Cette tempête ne l'enthousiasme visiblement pas. Mais il joue le jeu, faute de pouvoir faire autrement et poussé comme ses collègues par le nouveau directeur général, membre suppléant du comité central.

Comment avez-vous accepté cette intrusion de Solidarité ? — Toute la Pologne l'a acceptée. Voyez les textes du plénum. Et lui, personnellement, sur le terrain ? Avant, répond-il avec candeur, il avait la possibilité de trouver rapidement un accord en faisant tromper son point de vue. Maintenant il y a deux organisations et « moi, je dois présenter les choses en prenant à priori leur point de vue en considération ». Il insiste sur les facilités matérielles accordées aux nouveaux syndicats, parle des communications communes, du groupe de travail permanent qui examine les revendications, des négociations pour Solidarité qu'il commence à retentir sur les salaires, comme cela se pratique pour les syndicats en pays socialistes.

450 000 adhérents dans la région

Mais tout cela, ça fait au moins des soucis ? Un sourire — de revanche — l'écarter. Il y a des années qu'il se bat avec tous les ministres concernés afin d'obtenir les services qu'il doit fournir pour les couches des ouvriers. Rien à faire et il devait distribuer, à la fureur générale, des bouts de tissu minuscules et pas tout éponge. Vendredi dernier Solidarité a convié une brochette de ministres à venir visiter les magasins vides, à relever les prix sur le marché libre et à répondre aux questions qu'on avait à leur poser. Le ministre du commerce intérieur s'est engagé à régler le problème. « C'est un succès pour les ouvriers, mais il y aura encore un peu moins de serviettes dans les magasins », commente le directeur avec l'air de dire : « Adviens que pourra ». Ces syndicats, mais ne voilà-t-ils pas débarrassés de cette affaire ?

En plein cœur de la ville, le grand appartement attribué à Solidarité (le St. a été donné à la mairie) est le premier secrétaire du parti) sent le mois, mais on l'a pourvu de téléphones et de machines à écrire. Le mouvement compte quatre cent cinquante mille membres dans la région. Dans le couloir, on lit attentivement, toutes classes sociales confondues, les panneaux d'affichage. Il y a l'hebdomadaire de Nova-Ruta ouvert à la page attribuée aux nouveaux syndicats. Un petit bulletin, avec cinq cas de corruption célèbres, deux lignes blanches et un titre « Qui peut-tu rajouter à cette liste ? ». Des informations sur le reste du pays et aussi sur Solidarité paysanne, le syndicat libre des agriculteurs. Dans la pièce du fond, le président siège pour un compte rendu de la réunion de la direction nationale, qui a lieu à Gdansk, lundi, comme chaque semaine. « Il y a des problèmes, des rivalités de personnes, disent en sor-

tant le président et le vice-président. C'est embêtant. » Le premier, Stanislas Zawada, est catholique. Organisateur de la grève à Nova-Ruta en 1976 et guide du montage. Le second, Mieczyslaw Gil, est entré très jeune au parti (« Sans trop réfléchir, et c'est ce que je ne puis me dédouaner. »). Il est maintenant journaliste, après avoir été longtemps ouvrier à l'aciérie.

« Nous voulons être »

cogestionnaires du pays »

« Si nous remportons des succès, c'est grâce à la pureté de nos intentions, disent-ils. Nous voulons organiser un mouvement syndical en collaboration avec les autorités locales et l'Eglise, nous voulons être cogestionnaires du pays. — Qu'est-ce que les syndicats peuvent apporter aux ouvriers dans cette période de crise ? Nous ne promettons rien : nous disons qu'il y aura pas d'améliorations avant longtemps. Ce que nous voulons, c'est créer une situation dans laquelle les gens pourraient travailler de façon efficace. Il y a bien sûr des petits groupes pour lesquels les revendications matérielles sont les plus importantes. Mais ils sont minoritaires. Aujourd'hui on veut avant tout participer à la vie du pays. — La parti vous accordera cela ? — Nous y croyons, et nous voulons y croire. Nous ne faisons pas le parti, nous sommes des membres du parti et les uns-parti, entre gens honnêtes et malhonnêtes. — N'est-ce pas un peu naïf ? — Non, nous ne sommes pas naïfs, et nous ne sommes pas naïfs. — Il y a tout de même un problème politique. — Oui, il faut digérer et admettre, car nous sommes un mouvement ouvrier véritablement authentique. Nous ne sommes pas une organisation politique, mais nous avons créé jusqu'à maintenant un syndicat de ce genre dans le socialisme mais je pense qu'il y en aura. Les syndicats devraient contrôler directement aux anciens. Nous n'avons aucune maison de retraite à offrir mais le mot solidarité compte pour les ouvriers. Il faut que nos statuts soient enregistrés. Nous pouvons remplir notre rôle. Il y a des grèves sauvages qui se font tout le temps dans des petites usines, soit parce que les gens veulent des augmentations, soit parce que le directeur refuse d'admettre la création d'un syndicat, tant il a peur de se retrouver devant la justice quand les comptes seront vérifiés. Nous révoquons ces grèves. Mais il faut que nous ayons les moyens. — Et les relations avec les autorités ? — Nous avons eu le local et le téléphone en deux jours. Très tôt, la presse locale a publié des articles objectifs sur nous. Ça va. — Même le stade pour dimanche n'a pas posé de problèmes ? — Encore ! Depuis la grève d'avisement, notre force est en fait accompli. Il n'y a pas à discuter. Ils admettent tout simplement. Ici, les autorités n'ont pas peur : elles voient que nous ne nous amusons pas à faire de la politique. »

Négociations

avec la censure

Mardi soir, au club des journalistes, confortable et sobrement élégant, petite cantine, bonne et bon marché. Grande réunion dans une salle pour l'élection des candidats qui participeront le 29 octobre à Varsovie à la fondation du syndicat indépendant des journalistes. Mieczyslaw Gil arrive en retard : il revient de la censure à laquelle il était allé soumettre le dernier numéro du bulletin syndical (« Nous voulons le transformer en journal »). Les négociations, devront se poursuivre. Il en faudrait plus pour qu'il perde le beau sourire qu'il arbore en permanence.

Mardi après-midi, dans les locaux de Tygodnik Powszechny, le grand hebdomadaire catholique indépendant autorisé à paraître en 1980, Krzysztof Kozlowski, le rédacteur en chef, attend que les textes reviennent de la censure. Les rotatives doivent commencer à tourner dans deux heures et toujours rien. Il montre les articles de la semaine précédente avec de longs paragraphes biffés de rouge : « Ça va un peu mieux en ce moment mais vous voyez ce qu'il reste à faire ? »

Mardi soir, chez un membre de la direction nationale de l'Union des écrivains : « Il y a

(Suite de la première page.)

Le système peut tolérer des exceptions dans les faits — en Pologne, il y a longtemps que le parti doit tenir compte, dans une large mesure, de l'Eglise, — nulle part jusqu'à présent il ne s'est résigné à institutionnaliser le pluralisme. Or il est évident que la légalisation d'une contestation syndicale libre en face des syndicats officiels désertés par leurs adhérents donnerait au pouvoir un partenaire qui ne procéderait pas de lui. La dénonciation par la presse soviétique de cette hérésie, comme les avertissements de MM. Honecker, Husak et Brejnev, sont évidemment d'abord destinés à encourager M. Kania et ses camarades à limiter au strict minimum la portée pratique des concessions que les accords de Gdansk contenaient sur cette question fondamentale.

L'impasse n'est pas moins complète sur le plan économique. Ce que le peuple veut, dans ce domaine, n'est pas moins clair ni moins difficile à obtenir : manger mieux, moins faire la queue devant les boutiques d'alimentation, les moyens de transport, les bureaux de chômage, être moins mal logé, en un mot vivre mieux.

Comment y parvenir, alors que la Pologne est d'ores et déjà un pays assis, dont l'endettement extérieur dépasse les 20 milliards de dollars, et qui importe chaque année pour 3 milliards de dollars de nourriture, bien qu'avant la guerre elle ait été exportatrice nette de denrées agricoles ? Elle paye ainsi l'erreur, commise dans tant de pays, qui consiste à croire que l'industrialisation à marche forcée est la clé du salut : dans un monde en crise, dont une concurrence implacable est la règle, ne sont compétitives que les industries qui savent allier la productivité à la qualité du produit. Ce ne sont pas là des éléments qui puissent se réclamer beaucoup d'États socialistes.

La sagesse, aujourd'hui, ce serait de renverser les priorités, de s'attacher d'abord à moderniser une agriculture moribonde à l'excès et qui, pour avoir de l'été à la fin de la saison, a vu disparaître des dizaines de milliers de tracteurs « camelots », vit encore largement à l'âge du cheval. Tel dirigeant polonais ne disait-il pas, il y a quelques semaines, qu'il ne faudrait pas hésiter à « fabriquer des koulaks », autrement dit à favoriser la reconstitution d'exploitations familiales de plusieurs dizaines d'hectares ? Il va de soi que les effets positifs d'une telle transformation ne se feraient pas sentir dans la minute : l'agitation de l'été a encore aggravé la situation économique. La production de charbon aurait diminué de 90 000 tonnes par jour, et les denrées alimentaires se rarifieraient au point que les pommes de terre elles-mêmes seraient devenues introuvables à Varsovie. Des mesures de rationnement sont apparemment envisagées. Dans ces conditions, les augmentations de salaires réclamées par les syndicats libres paraissent aussi légitimes que compréhensibles l'hésitation à les satisfaire de pouvoirs

publics craignant de nourrir ainsi une inflation qui a déjà atteint le taux de 12 % et un marché noir de plus en plus florissant.

Les nations qui sont dans de telles impasses sont souvent tentées d'appeler à leur secours un sauveur. C'est ce que les Français ont fait à diverses reprises au cours de leur histoire, et la dernière fois en 1956. Les Polonais aussi. En 1956, le sauveur s'appelait Gomulka ; en 1970, Gierk. L'un et l'autre se sont, chacun à sa manière, discrédités en se laissant couper du peuple. Et il n'y a pas, apparemment, de sauveur de rechange, Lech Walesa ne pouvant évidemment prétendre jouer ce rôle quand ce ne serait que parce que Moscou est trop près, et Dieu trop loin.

Le salut, dans ces conditions, ne peut venir que de l'aptitude des forces en présence à mesurer l'enjeu et de l'habileté de ceux qui se trouvent à la charnière de faire se rapprocher les points de vue.

Rumeurs alarmistes

L'anxiété est immense : les Polonais que l'on peut rencontrer ces jours-ci parlent ouvertement de « dernière chance ». Ils veulent dire dernière chance pour leur pays, qui serait voué, en cas d'échec, à redevenir un simple objet de la politique internationale. Mais ils pourraient aussi bien parler de dernière chance de la détente, et de dernière chance du socialisme, au moins au sens que les léninistes donnent à ce mot.

Dernière chance pour la Pologne : ou bien un accord interviendrait entre le peuple et ses dirigeants, qui résulterait d'un minimum de confiance et, en assignant à la nation des objectifs clairs, l'amènerait à consentir l'énorme effort indispensable à la remise sur pied de l'économie. Ou bien la « dictature du prolétariat » céderait la place à une anarchie que le « grand frère » peut d'autant moins tolérer que, jusqu'à ces jours derniers, il a le sentiment d'avoir vraiment laissé la bride sur le cou aux autorités de Varsovie. Déjà des rumeurs alarmistes commencent à courir, encouragées par les propos des dirigeants est-allemands, dont on ne saurait oublier le rôle essentiel, en 1968, dans l'invasion de la Tchécoslovaquie. On entend même dire que, dans ce cas, l'U.R.S.S. pourrait donner à la R.D.A. la ville de Szczecin, anciennement Stettin, qui se trouve sur la rive occidentale de l'Oder, c'est-à-dire au-delà de la frontière Oder-Neisse, et devrait, initialement, à ce titre, demeurer allemande.

Dernière chance pour le socialisme : rien dans leur mentalité rigide, laïque et simplifiée ne prépare particulièrement les masses de l'U.R.S.S. et leurs protégés de Berlin-Est ou de Prague à comprendre, et moins encore à accepter, l'évolution de la Pologne. Un diplomate de l'Est, homme fort cultivé pourtant, parlait l'autre jour d'un « incompréhensible fanatisme religieux », parce que les grévistes

de Gdansk réclamaient la retransmission hebdomadaire de la messe par la radio. Mais, enfin, il faut bien voir que les grévistes en question, n'ont jamais, à aucun moment, ni de quelque manière que ce soit, remis en cause l'appropriation collective des moyens de production — ce qui constitue selon Moscou le critère numéro un du socialisme — non plus que l'appartenance de la Pologne au pacte de Varsovie, dont il n'est pas nécessaire de dire l'importance capitale pour le haut commandement soviétique.

En prenant son parti de l'existence, au sein de la communauté socialiste, d'une Pologne qui suivrait sa propre voie, en laissant Stanislas Kania et ses lieutenants accomplir les gestes qui rétabliraient la confiance et l'ardeur au travail, le Kremlin considérerait cette communauté. En intervenant militairement, après la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, dans un pays allié et réputé ami, il achèverait de prouver qu'il s'intéresse moins à l'émancipation des travailleurs qu'à la consolidation de son hégémonie. Les conséquences sur les partis communistes de la diaspora seraient redoutables. La P.C.F. ne s'est pas trompé, dont la presse n'a cessé, depuis le début de la crise polonaise, de pousser les dirigeants de Varsovie à la conciliation.

Dernière chance pour la détente : les Polonais sont unanimes à penser et à dire qu'un cas où ils seraient envahis une fois de plus par leurs voisins, ceux de l'Est dont d'ailleurs déjà, dans une large mesure, à pied d'œuvre, ils prendraient les armes. Combat inégal, bien sûr, et perdu d'avance : mais ce peuple a montré plus d'une fois au cours de son existence, et en 1944 encore lors de l'insurrection de Varsovie, à quelle résolution pouvaient le pousser le courage et le sens de l'honneur. Attentats, sabotages, grèves, se poursuivraient longtemps après la fin des batailles rangées.

Dieu seul sait ce qui pourrait se passer alors dans les pays limitrophes, mais, en ce qui concerne l'Occident, on voit mal comment il pourrait continuer de fournir à la chancelière économique des États socialistes l'indispensable oxygène de ses crédits. Quant aux négociations sur la prolongation des accords d'Helsinki ou la limitation des armements stratégiques, ce n'est évidemment pas une intervention soviétique en Pologne qui les ferait sortir de l'impasse où elles se trouvent actuellement.

Parallèlement ne ferait l'affaire de personnes : ni des Polonais, ni de l'Ouest, ni de l'Est. En sens inverse, l'annonce d'un accord durable, accepté bon gré mal gré par Moscou, entre les syndicats libres et les autorités de Varsovie, créerait partout dans le monde un immense soulagement. Il rendrait l'espoir à ceux qui, malgré tant d'expériences décevantes, s'obstinent à vouloir la paix, parce qu'ils ont la faiblesse de la croire possible.

ANDRÉ FONTAINE.

LA DERNIÈRE CHANCE ?

salon de la maison individuelle

9 jours pour rencontrer les constructeurs de la région

18-26 OCTOBRE 10-19H

PARIS DES CONGRES

PARTE MALL

nocturnes: mardi 21-vendredi 24-samedi 25

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Savignat.
Imprimerie du Monde, S.F. des Italiens PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 37437.

AGENCEMENT
00-30 ODOUL
PARIS

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN CHINE

Paris et Pékin ont conclu un accord de principe pour la construction de deux réacteurs nucléaires

Paris et Pékin ont conclu « un accord de principe » sur la construction d'une centrale comportant deux réacteurs nucléaires en Chine, a annoncé, vendredi 17 octobre, M. Giscard d'Estaing dans la conférence de presse qu'il a donnée à l'issue de ses conversations avec les dirigeants chinois.

Trois questions, dans le domaine international, ont été principalement examinées au cours des entretiens que M. Giscard d'Estaing a eus pendant les deux premiers jours de sa visite en Chine avec les dirigeants de Pékin.

Il s'agit de l'Afghanistan, du Cambodge et du Proche-Orient. Si l'analyse globale de ces trois crises a fait apparaître une certaine « convergence de vues » entre les deux parties — sur le Proche-Orient, en particulier, les vues de la France et de la Chine sont « extrêmement proches » — des différences dans les appréciations de la France et de la Chine quant aux solutions à apporter sont néanmoins apparues.

A propos du Cambodge notamment, M. Hua Guofeng, président du P.C. chinois, a manifesté

un ferme soutien aux tenants du régime khmer rouge chassé du pouvoir au début de l'année dernière à la suite de l'intervention vietnamienne. Le numéro 1 chinois aurait exprimé le souhait que le prince Sihanouk, qui vit actuellement à Pékin et pourrait rencontrer M. Giscard d'Estaing samedi matin, joue un rôle effectif dans le règlement du problème cambodgien.

Dans l'ensemble, a estimé cependant le porte-parole de l'Elysée, les entretiens de

M. Giscard d'Estaing avec les dirigeants de Pékin ont été « utiles, substantiels et positifs ».

Jeudi, la délégation française s'est refusée à commenter le nouvel essai nucléaire chinois annoncé le même jour à Pékin.

A Montréal, le représentant du dalaï lama en Amérique du Nord, M. Tenzin Tethong, a critiqué la visite que M. Giscard d'Estaing doit faire au Tibet dimanche et lundi. Ce voyage, a-t-il dit, est « douloureusement ressenti » par le gouvernement tibétain en exil.

Des analyses « semblables ou convergentes » des grands problèmes internationaux

De notre envoyé spécial

Pékin. — M. Giscard d'Estaing a annoncé, vendredi 17 octobre, au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue de ses conversations politiques, qu'un « accord de principe important » a été conclu sur la construction d'une centrale nucléaire de la Chine. Ce n'est pas la première fois que les deux pays ont conclu un accord de principe. En 1974, M. Giscard d'Estaing et le président chinois, Deng Xiaoping, ont signé un accord de principe pour la construction d'une centrale nucléaire de la Chine.

Le président de la République a rendu un hommage à ses hôtes chinois, pleins de « délicatesse, de discrétion et de finesse ». La rencontre de ces deux chefs d'Etat constitue « un élément d'optimisme », a dit Giscard d'Estaing, qui voit dans l'« existence d'une Chine active et d'un facteur d'équilibre et de paix ».

Sur la plupart des grands problèmes internationaux, il existe entre Paris et Pékin des analyses « semblables ou convergentes ». M. Giscard d'Estaing, selon M. Giscard d'Estaing, ont reconnu ensemble « deux faits essentiels ». Il s'agit d'une part de la « reconnaissance du caractère multipolaire du monde », formule qui, selon M. Giscard d'Estaing, est citée par le président de la République à l'égard de la loi naturelle ; d'autre part de la « reconnaissance par les Chinois de l'importance d'une Europe indépendante, forte et unie, traitant sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis ».

Après celle des Neuf L'EUROPE DES VINGT ET UN ENVISAGE UN « ESPACE JUDICIAIRE »

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — La résurgence du fascisme et du racisme en Europe, la situation en Turquie, la préparation de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe ont été les principaux sujets traités, jeudi 16 octobre, à Strasbourg, par le comité des ministres du Conseil de l'Europe (vingt et un Etats d'Europe occidentale).

Les ministres se sont prononcés pour l'intensification de la coopération européenne, afin d'empêcher la résurgence des propagandes fascistes et racistes, et de lutter contre le terrorisme.

Pour la France, M. Bernard-Raymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a invité le comité à poursuivre la lutte contre toutes « les idéologies fondées sur le mépris de l'homme », et a demandé que « soit réprimée avec force toute expression de ces idéologies qui portent atteinte aux libertés fondamentales, à la sécurité et à la dignité des individus ». Les gouvernements étudieront les possibilités d'extension de l'« espace judiciaire », en cours de négociation entre les Neuf, à l'Europe des vingt et un. J.-C. H.

La centrale française serait construite dans la région de Shanghai ou celle de Canton

De notre correspondant

Pékin. — L'accord sur l'équipement électronucléaire concerne la construction en Chine d'une centrale complète équipée de deux unités de 900 mégawatts chacune de fabrication française. Les Chinois s'étaient déjà portés acquiesceurs de ces équipements au mois de novembre 1978, mais ils étaient peu réceptifs à leur projet, en raison des sacrifices imposés par le réajustement de leur politique économique. Cette nouvelle décision n'a été acquiescée pendant le séjour du président français à Pékin, et qui lui donne un caractère politique. De bonne source, on indique que les Français — qui n'ont pas consenti à la Chine de crédits gouvernementaux ou à un taux de crédits préférentiel — ont été en mesure de proposer aux Chinois des prix suffisamment « ajustés » pour les convaincre. Le

coût de l'opération pour la Chine se situerait entre 6 et 7 milliards de francs, auxquels s'ajouteraient 2 milliards environ pour le combustible nécessaire à dix ans de fonctionnement.

Les Français auraient reçu l'assurance que cette centrale nucléaire serait la première construite en Chine. Son emplacement (région de Shanghai ou de Canton) n'est pas encore décidé mais ce projet prend apparemment le pas sur celui qui était en discussion avec Hongkong et les Britanniques et qui devait donner lieu à une coopération multilatérale.

Dans les milieux informés on fait seulement remarquer qu'aucun contrat n'a encore été signé, que le projet peut encore être reconsidéré, au moins quant au délai de réalisation. — A. J.

jsf Voyages en CHINE

19 circuits à partir de 10.900 F

18/12/80 - 3/1/81 - Canton / Shanghai - Nankin / Pékin

Jeunes Sans Frontière

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.

36, rue des Bourdonnais 75001 PARIS (Métro Châtelet) Tél. 236.31.62.

14 heures, et qui devrait repartir pour Paris à 21 heures, fera seulement une visite à l'université Fudan.

Avant que le président de la République ne fasse lui-même le bilan de son voyage devant la presse, M. Jacques Biot, son porte-parole, avait qualifié d'« utiles, substantiels et positifs » les entretiens de mercredi et jeudi avec M. Hua Guofeng et M. Guo Fong, Expert en nuances subtiles, M. Biot a précisé que l'entrevue de mercredi avec M. Zhao Ziyang, le chef du gouvernement, et le séjour à Lhassa au Tibet, dimanche et lundi, rejailliront sur le grand tourisme. Le chef de l'Etat sera accompagné seulement de Mme Giscard d'Estaing, de sa fille, Mme Philippe Gubout, d'un médecin général qui disposera de tous les médicaments nécessaires en cas de malaises en haute altitude, de son interprète et de cinq membres de la suite technique et privée chargés des services et de la sécurité. Les ministres composant la délégation officielle ne seront pas présents.

M. François-Poncet indiquera dans la matinée du mardi 19 octobre, le consulat général de France à Shanghai où M. Giscard d'Estaing, arrivé du Tibet à

14 heures, et qui devrait repartir pour Paris à 21 heures, fera seulement une visite à l'université Fudan.

En ce qui concerne ce que M. Giscard d'Estaing a appris de ses hôtes sur la situation intérieure en Chine, le porte-parole a indiqué qu'il n'avait pas été question du procès de la « bande des quatre », mais que des informations particulièrement substantielles « avaient été données sur la recherche d'une économie de marché socialiste » à laquelle on assiste actuellement en Chine. Pour le succès de cette expérience, qualifiée « d'originale » par M. Biot, des entretiens au niveau ministériel porteront sur l'octroi à la Chine de crédits français spéciaux au taux préférentiel consenti aux pays en voie de développement, ont eu lieu. M. Deng Xiaoping, qui a reçu M. Giscard d'Estaing, tout en adoptant une attitude très chaleureuse à son égard, lui a rappelé, en présence de la presse, que son projet de visite en Chine avait tardé à se réaliser puisqu'il avait été formé en 1974. Le chef de l'Etat français a répondu : « Je suis heureux de venir à un moment où la Chine définit ses nouvelles orientations, notamment sous la haute impulsion de M. Deng Xiaoping. Cela me permet de mieux comprendre ce qui va se passer en Chine. »

On déclarait qu'il n'y avait pas de déclaration de communauté communs en préparation. Il semble cependant que les Français aient souhaité un moment la publication d'un texte qui aurait eu sous une forme ou une autre l'aval officiel des Chinois.

La journée de vendredi avait aussi été consacrée à une visite du Palais impérial dans l'ancien centre interdit, sans protocole et avec un dispositif de sécurité très discret. Le public chinois avait accès aux lieux comme d'habitude et, au détour d'un pavillon, des touristes français ont eu la surprise de se trouver nez à nez avec leur président.

Il y eut aussi le soir une représentation du ballet « Sylphes » sur une musique de Léo Delibes. On était loin des traditionnelles opéras révolutionnaires. La valse des femmes-soldats a fait disparaître pour faire place à des scènes suggestives et audacieuses selon les normes chinoises. Outre quelle constituait un regard particulier sur M. Giscard d'Estaing, la présence de M. Hua Guofeng consacrait une sensible évolution des mœurs.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Elf-Aquitaine et la Chine exporteront au Japon le pétrole de la mer Jaune

De notre envoyé spécial

Tanggu. — Lors de la réception, qui a eu lieu vendredi matin 17 octobre, à l'ambassade de France, pour une rencontre entre M. Giscard d'Estaing et la communauté française, la seconde de Chine par les effectifs après la japonaise, une vingtaine de célébrités vivant dans des conditions difficiles, mais que la plupart d'entre eux juge « exaltantes », ont été représentés par le responsable de leur société installée de façon permanente à Pékin. Ce sont les ingénieurs et techniciens d'Elf-Aquitaine qui, depuis le mois de juin, vivent à Tanggu, le port de Tientsin et de Pékin, à trois heures de train de la capitale.

La bande noire férocement déployée, qui indique l'appartenance à la Société nationale française de la plate-forme de forage actuellement en cours d'équipement dans ce port, jusqu'à présent fermé aux étrangers, est le résultat de longues négociations. C'est en avril 1979 qu'Elf-Aquitaine se voyait confier la prospection géophysique de 70.000 kilomètres carrés en mer Jaune par un ministre du pétrole soucieux de l'exploitation rapide de l'« offshore » chinois.

Puis, le 29 mai 1980, M. Chailand, président du groupe, signait un contrat portant sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en mer de Bohai. Il s'agit d'un accord de « partage des risques ». Français et Chinois se partagent les frais d'exploration et Elf-Aquitaine aura le droit de disposer d'une partie de la production. Sans doute plus de la moitié de celle-ci, mais le pourcentage exact n'a pas été divulgué. En raison des distances, ce brut ne sera pas acheminé en France mais cédé au Japon, les yens acquis à cette occasion étant utilisés pour l'achat de pétrole à des producteurs moins lointains.

Les responsables d'Elf-Aquitaine sont convaincus que la mer de Bohai recèle du pétrole dans des proportions intéressantes : il s'agit non pas d'un grand gisement, mais de plusieurs petits, dont la recherche est confiée aux Français et à des Japonais qui voisinent avec les cadres d'Elf-Aquitaine à Tanggu. Le but de la société nationale est double : se ménager un « accès au brut », comme on dit dans le jargon pétrolier ; exporter de la technologie française.

La campagne d'exploration, qui dure sans doute trois ans, commence juste. Deux « bateaux sismiques », construits l'un en Chine, l'autre aux Etats-Unis, mais équipés de matériel scientifique français, vont prendre la large des côtes de certains aménagements, auxquels nous avons assisté à Tanggu, seront achevés. Venue de Singapour, la plate-forme de forage, actuellement à quel, sera tractée en mer d'ici peu.

Une des particularités de l'expédition menée à Tanggu est que chaque Français travaillera constamment en compagnie d'un homologue chinois qu'il sera chargé de former. Le dialogue se fera par l'intermédiaire d'interprètes. L'organe qui constitue l'homologue chinois de la mission d'Elf-Aquitaine à Tanggu comprend actuellement trente-quatre personnes.

Pour le moment, les vingt Français qui travaillent sur les « bateaux

sismiques », la plate-forme de forage ou dans les locaux de la « sous-salle offshore » de Tanggu logent dans un club de marins où une immense affiche, placée dans le hall, rappelle que le marxisme-léninisme est la pensée qui commande les activités économiques de la Chine. Mais d'ici à décembre, des appartements, en cours de construction pour eux, seront achevés. Dès lors, d'autres ingénieurs et techniciens pourront venir, certains avec leur famille. Au total, quarante-et-un salariés d'Elf-Aquitaine résideront à Tanggu.

Dans conditions de salaires avantageuses, des congés fréquents (la règle est qu'on travaille neuf semaines en Chine et qu'on va se reposer quatre semaines en France, cela pendant un séjour prévu généralement pour trois ans) constituent évidemment de sérieux attraits, mais les dirigeants d'Elf-Aquitaine déclarent que seuls des hommes « sérieusement motivés » ont posé leur candidature pour cette « grande première » du groupe en Chine. Parmi les membres de cette nouvelle catégorie de Français qui acceptent de s'expatrier non pour de petites commodités coloniales mais pour la grande aventure de la compétition technologique entre nations développées, la communauté de Tanggu vit dans des conditions particulièrement inhabituelles. L'isolement est ressenti encore plus que le manque de confort malgré la gentillesse des hôtes chinois. Pour ces hommes qui ont parfois un long passé à l'étranger, la méfiance des Chinois à l'égard de quiconque veut voyager en dehors du lieu de résidence qui lui est assigné constitue une surprise. Un espoir cependant : ils ont passé collectivement la période de conscription chinoise et des voitures sont attendues. Il ne reste plus qu'à obtenir des autorités un plan de la région indiquant clairement les zones ouvertes à la circulation et celles qui relèvent du « secret militaire ». — J. G.

● Incidents de frontière sino-vietnamiens. — La Chine a « fortement protesté », jeudi 16 octobre, auprès du Vietnam, à la suite de « provocations et intrusions armées répétées en territoire chinois ». Selon Pékin, la frontière sino-vietnamienne a été depuis la fin du mois de septembre, le théâtre d'attaques répétées de la part du Vietnam, qui auraient fait une vingtaine de morts du côté chinois. — (A.F.P., U.P.I.)

Exceptionnel ! LA CHINE par le TRANSSIBÉRIEN

(Juillet 81)

Nombres autres formules, avr et mai

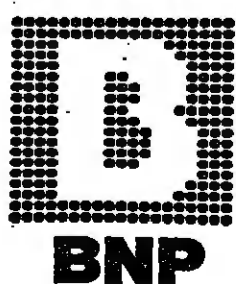
Les plus belles villes de Chine : Kéoulin, Tchéatche, Hangtcheou, etc.

Adhères à VOYAGES & CULTURE

55, rue Vigny, 14000 CAEN

20 ANS D'EXPERIENCE EN CHINE

LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE



Relations avec la République Populaire de Chine

- BNP DIRECTION GENERALE, Division Internationale, PARIS
- BNP HONG-KONG - Bureau d'action et de relations avec la CHINE
- BNP Présence à CANTON

Hong-Kong

- BNP Succursale et 18 Agences rattachées
- BNP-DAIWA HONG-KONG LTD (Banque d'Affaires)

Macao

- BNP Bureau de Représentation

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège social 16 Boulevard des Italiens 75009 PARIS Tél. (1) 244.45.46 Telex 280605

مكتبة التجميل

DIPLOMATIE

Bonnes feuilles « LE DÉFI MONDIAL », de Jean-Jacques Servan-Schreiber

LES PROCHAINS TOURMENTS

Voici le chapitre XIX du livre de Jean-Jacques Servan-Schreiber, « Le défi mondial », publié chez Fayard, chapitre intitulé « Les prochains tourments ».

« Je viens de passer quatre mois aux Etats-Unis. J'ai été frappé par une perte de vitalité extraordinaire, qui me semble un phénomène grave et préoccupant. A l'université Harvard, je ne me retrouvais plus. J'ai eu un choc culturel. »

Celui qui parle ainsi est le sociologue français Michel Crozier, formé à la fois dans les universités françaises et américaines et administrateur de longue date de la fécondité des Etats-Unis qu'il expliqua sans répit à l'Europe du temps du défi américain. Il y a dix ans, pour révéler, stimuler le Vieux Continent.

Pour ceux qui connaissent Michel Crozier et la sobriété de son expression, ces propos sont saisissants. Il confirme ce que l'on sait, que l'on craint — et il va plus loin :

« Le phénomène est dû, ajoute-t-il, aux nombreuses décisions maladroites qui ont été prises lorsque tout allait bien. Il n'y a plus de place pour les jeunes. Plus de jeunes, plus de renouveau : il y a stagnation du marché intellectuel, les gens en place sont devenus des rentiers du système. Comme il n'y a plus d'emploi, les gens ne se préparent plus. Il n'y a plus de bons étudiants en doctorat, donc plus de bonnes recherches. Tout le monde attend, en continuant d'agir comme par le passé. La crise qui secoue actuellement l'Amérique dépasse les affaires d'Université et le monde intellectuel. C'est un problème moral. Les Américains considèrent que le mal est arrivé, et ils sont désespérés. On ne trouve plus aucun enthousiasme pour entreprendre des choses nouvelles. »

Certes, l'Amérique se relèvera. Mais on ne doit pas s'attendre à un relèvement spectaculaire dans les quatre ou cinq ans à venir. »

Ainsi conclut Crozier.

Il faut sans doute affecter ce diagnostic du coefficient sentimental de l'administrateur déçu. Mais, dans un langage plus feutré, les esprits américains les mieux informés partagent ces vues et n'hésitent plus à les proclamer dans l'espoir, légitime, que les défis du monde extérieur provoqueront un réveil américain.

Ainsi, un grand débat a commencé autour de la « réindustrialisation » de l'Amérique, que d'autres, plus avisés, appellent sa « revitalisation ». Il s'agit de s'approfondir. Il repose sur des intuitions fondées, des analyses objectives de l'univers extérieur, mais aussi sur des slogans équivoques et des querelles dogmatiques. On ne peut encore présager de son orientation ni de ses effets.

Les plus lucides sont ceux qui ont maîtrisé les récentes découvertes scientifiques et les ressorts de la société informatisée. Leurs équipes et leurs laboratoires sont encore, d'ailleurs, les premiers au monde dans ces technologies. Et eux-mêmes sont les avocats les plus passionnés d'un changement de cap radical pour l'Amérique entière. Ils se battent pour que le corps politique, le corps social de leur pays, ne s'engage pas dans l'impasse de la « réindustrialisation » dans la plus stricte imitation des modèles européens en réajustant les subides de l'Etat, l'argent public, pour prolonger à tout prix des industries condamnées. Ils y opposent la notion de « revitalisation », qui est le contraire : mettre toutes les ressources disponibles, devenues trop rares pour être gaspillées, au service de l'information, de la recherche, de la formation, de la connaissance, de la formation des hommes.

adopté : « Une très longue période d'austérité et de restriction dans la consommation privée et publique, qui pourrait bien s'étendre sur une dizaine d'années. »

Ainsi, le « père de la réindustrialisation » n'a pas pu contribuer à obscurcir le grand débat. Du côté des experts américains, qui connaissent parfaitement la nécessité et les moyens du passage à la société informatisée et de sa mondialisation, si adaptée à la vocation de l'Amérique, — les obsessions nationalistes du conseiller de la Maison Blanche ont paru extraordinairement dépassées, à côté de la question.

Du côté de l'opinion publique, l'idée que le salut doit être précipité de « dix ans d'austérité » ne suscite guère l'enthousiasme s'adressant à des hommes et des

commencé, au milieu des passions et des controverses, sur ces deux problèmes, nouveaux pour la culture japonaise et difficiles à appréhender : le changement de nature des liens entre l'Etat et la décision privée ; les changements éducatifs et sociaux nécessaires à la réussite, à l'attribution du passage à l'industrialisation réelle. Comme pour le défi américain, comme pour les débats inévitables qui vont tourmenter, transformer toutes les sociétés concernées, les bonnes réponses ne sont pas acquises d'avance. Le monde cherche et trouvera le support philosophique des mutations annoncées. La finitude de tous les jours, qui nous opprime et impose sa loi, éclate. A la portée des hommes se trouve enfin la ressource infinie, la seule : l'information, la connaissance, l'esprit.

[N.D.L.R. — Les interventions sont de la rédaction du Monde.]

Le Japon a choisi

Au même moment, la société japonaise abordait les années 80 par une crise de conscience, qui a débouché sur un autre grand débat, une antithèse que les responsables réunis dans le 50-mén Comité ont résumé et consigné à l'intention du gouvernement, comme de l'opinion, dans le vaste éditorial intitulé « Redresser l'orientation et la nature des efforts du pays ».

Qu'y relèvent-ils ?

1. « Nous sommes entrés, par rapport aux dernières années, dans une période de relative stagnation en ce qui concerne l'innovation. »

2. « Il va nous falloir mieux apprécier le fait que les progrès technologiques sont devenus plus difficiles. D'abord parce que les technologies nouvelles réclament davantage de temps et d'investissements. Ensuite parce que l'industrialisation des problèmes soulevés par les progrès technologiques devra être plus soigneusement étudiée. »

3. « Des caractéristiques négatives du développement économique japonais sont maintenant apparues, et il ne faut pas se les dissimuler : faiblesse du système de stimulation de la création, faiblesse de l'esprit d'initiative dû à la recherche permanente du consensus ; sur-estimation des difficultés économiques par rapport aux bénéfices sociaux ; le développement d'une technologie nouvelle. »

4. « Ces caractéristiques, qu'il serait dangereux de laisser se développer, tiennent au système social japonais qui est trop conformiste et qui entrave, par sa nature, les personnalités vraiment fortes et créatrices. »

5. « Il apparaît que, si nous voulons continuer à nous adapter aux années 80, il va falloir changer un certain nombre de conceptions de base et recréer un environnement mieux adapté à la créativité, à la capacité individuelle, à la décision individuelle. »

6. « Si nous voulons maîtriser la phase de mondialisation, il nous faut apporter des transformations essentielles à accomplir :

1. La première est une révision de nos conceptions et des rôles sociaux et des industries privées. Les sources principales de l'innovation jusqu'à présent, nous les avons trouvées dans les entreprises moyennes, les nouvelles technologies dont les délais de mise au point sont beaucoup plus importants et exigent les capitaux qui dépassent leurs ressources. Il va donc falloir faire intervenir davantage l'Etat, en coopération avec les entreprises et les laboratoires de recherche privés. Mais en ne perdant pas de vue que l'Etat, par ses structures et par sa taille, n'est pas capable, s'il devait être le maître d'œuvre, de diffuser avec efficacité les fruits du développement technologique, ni même de les mettre en application. Il faut trouver de nouvelles formules mixtes de coopération. »

2. La seconde, pour l'ouverture internationale, et en particulier les besoins élémentaires du tiers-monde (alimentation, médecine, éducation, énergie).

3. Des études préliminaires beaucoup plus poussées et mieux adaptées seront nécessaires. Nous n'avons pas examiné suffisamment les caractéristiques propres, les besoins spécifiques, les systèmes sociaux des pays en voie de développement, avant d'y étendre le domaine de nos activités. Ce préalable est maintenant indispensable. Il faut établir les bases d'une réelle complémentarité entre la société d'information, celle qu'elle se développe chez nous, et les besoins essentiels, immédiats, particuliers des pays encore sous-développés. Nous devons y parvenir, mais à condition de multiplier la communication entre eux et nous, par des échanges d'hommes dans les deux sens. Les leurs venant enrichir leur formation dans nos meilleurs instituts, les nôtres apprenant à s'adapter à leurs modèles sociaux, pour modéliser sur place les solutions aux problèmes du développement. »

Le débat au Japon ne se déroule plus sur le point de savoir s'il faut passer ou non de la société industrielle à la société informatisée. Le choix est fait. Il a

SALLE DES VENTES « VOLTAIRE »
VENDREDI - SAMEDI - DIMANCHE - LUNDI - MARDI
MERCREDI - JEUDI (de 10 heures à 19 heures)
EXPOSITION VIEILLE CHINE
COLLECTIONS PARTICULIÈRES D'IVOIRES
et PIERRES DURES de FRANCE et D'ETRANGER
AINSI QU'UN TRÈS GRAND CHOIX DE
TAPIS D'ORIENT et D'EXTRÊME-ORIENT
PARMI LES PLUS RARES
GRANDE VARIÉTÉ DE MEUBLES CHINOIS
Expertise de votre collection
250, boulevard Voltaire, Paris-11^e (M^o Nation). Tél. 270-74-50

alfa
duplex
spécial salon
Jusqu'au 31 octobre 1980
conditions
exceptionnelles
sur les modèles
Alfa 2.0, G.T.V. 2000,
Giulietta 2.0, Alfa 6.
Pendant la durée du salon, Alfa Duplex est ouvert le week-end.
Centre d'essai Porte R, Parc des Expositions.
Dans le sillon des stocks disponibles.
6 rue Duplex, Paris 15^e
567.35.53

La société informatisée

Pour M. Robert Noyce, fondateur de l'une des plus brillantes sociétés américaines d'électronique, Intel Corporation, envier les Japonais : « Nous entendons partout aujourd'hui des complaisances venant des usines vieillies des industries en déclin, des secteurs improductifs. Mais le bon moment pour se préoccuper des industries du passé, qui n'ont pas su se transformer à temps, c'était il y a dix ans. Aujourd'hui, il s'agit d'autre chose : il faut enlever les forces dans les télécommunications, les semi-conducteurs, les robots et la formation. Il n'y a, à l'heure actuelle, qu'un seul secteur dans l'économie américaine qui soit vraiment porteur d'avenir, il ne faut pas s'y tromper, c'est celui de la haute technologie et de ce qui y est lié. »

La première des sociétés américaines dans ce secteur, Texas Instruments, fait régulièrement la démonstration de sa force. Son président, M. Fred Bucy, déclare à ses concitoyens : « Avant dix ans, l'ensemble des industries électroniques et informatiques sera plus vaste que tout le secteur de l'automobile et de l'acier. »

Ces hommes, et plusieurs autres, sont très au fait de ce qu'il conviendrait d'entreprendre sans hésitation et sans délai. Mais ils sont encore peu écoutés et mal compris. D'abord de leurs collègues dans les secteurs industriels traditionnels. Ensuite du milieu politique, plus attaché au maintien de l'emploi industriel tel qu'il est qu'à la mutation fondamentale vers la société nouvelle. La campagne électorale de 1980 n'aura d'ailleurs guère contribué au réveil.

M. Georges Helmeier, directeur à Texas Instruments, précise : « Il faut savoir que la société américaine continue à vivre, pour l'essentiel, sur l'acquis scientifique et technologique de l'âge d'or des années 60. Pour combien de temps ? »

Et un autre responsable de Intel ne dissimule pas la difficulté majeure, celle qui fait reculer la majorité des décideurs publics et privés, qui n'ont pas encore trouvé le courage de l'abandonner parce qu'ils n'ont pas découvert les moyens de la résoudre : « Il faut reconnaître que la révolution technologique, dans sa première phase, commence à poser un grave problème d'emploi. Les nouveaux emplois ne se créent pas spontanément. C'est toute une politique nouvelle à concevoir et à mettre en œuvre. »

Dans le débat qui secoue l'Amérique, l'une des interventions les plus attendues était celle de l'homme qu'on appelle le « père de la réindustrialisation », M. Amintore Fanfani, sociologue et professeur à Columbia et conseiller de la Maison Blanche, en 1980, sur les questions industrielles.

Il a publié son diagnostic et les remèdes qu'il préconise en commençant par cette étonnante formule : « En tant que père, et fier de l'être, de la campagne en faveur de la « réindustrialisation », je dois tout le contraire. Afin que chacun sache, enfin, clairement et complètement de quoi il s'agit. »

De quoi, en effet ?

« Si, dans un monde en pleine évolution, nous cerons précisément ce qui réclame de notre part des actions prioritaires, nous devons placer en tête le problème de l'énergie, à cause de la dépendance à laquelle il nous condamne ; et le problème de la défense nationale, à cause du renouveau de l'expansionnisme soviétique. »

Pas un mot, tout au long de son exposé, sur l'électronique — le mot n'est même pas prononcé — ni sur l'informatique.

Et pour que l'Amérique parvienne à maîtriser ce qu'il considère comme les deux menaces majeures entravant son renouveau (la dépendance énergétique, le danger soviétique), M. Fanfani n'hésite pas à prescrire le remède le moins susceptible d'être

culité majeure, celle qui fait reculer la majorité des décideurs publics et privés, qui n'ont pas encore trouvé le courage de l'abandonner parce qu'ils n'ont pas découvert les moyens de la résoudre : « Il faut reconnaître que la révolution technologique, dans sa première phase, commence à poser un grave problème d'emploi. Les nouveaux emplois ne se créent pas spontanément. C'est toute une politique nouvelle à concevoir et à mettre en œuvre. »

Dans le débat qui secoue l'Amérique, l'une des interventions les plus attendues était celle de l'homme qu'on appelle le « père de la réindustrialisation », M. Amintore Fanfani, sociologue et professeur à Columbia et conseiller de la Maison Blanche, en 1980, sur les questions industrielles.

Il a publié son diagnostic et les remèdes qu'il préconise en commençant par cette étonnante formule : « En tant que père, et fier de l'être, de la campagne en faveur de la « réindustrialisation », je dois tout le contraire. Afin que chacun sache, enfin, clairement et complètement de quoi il s'agit. »

De quoi, en effet ?

« Si, dans un monde en pleine évolution, nous cerons précisément ce qui réclame de notre part des actions prioritaires, nous devons placer en tête le problème de l'énergie, à cause de la dépendance à laquelle il nous condamne ; et le problème de la défense nationale, à cause du renouveau de l'expansionnisme soviétique. »

Pas un mot, tout au long de son exposé, sur l'électronique — le mot n'est même pas prononcé — ni sur l'informatique.

Et pour que l'Amérique parvienne à maîtriser ce qu'il considère comme les deux menaces majeures entravant son renouveau (la dépendance énergétique, le danger soviétique), M. Fanfani n'hésite pas à prescrire le remède le moins susceptible d'être

AVORIAZ[®] EN JANVIER 1000^h
LA SEMAINE[®] POUR 5 PERS.
Tél. 740.70.57

(1) Avoriaz 1000. Une architecture étonnante et belle. Des rues-pistes sans voitures. 600 km de pistes fantastiques, plus de 200 remontées mécaniques avec un seul forfait : les Portes du Soleil. Le célèbre Village des enfants d'Annie Farnose et d'Isabelle Mir où les 8 à 14 ans apprennent à skier en s'amarrant. Une station de ski de fond à part entière avec un immense parc naturel de plusieurs milliers d'hectares réservés aux fondistes.

vous bénéficiez en plus d'une réduction de plus de 30 % sur les remontées mécaniques.

En demi-pension pour deux personnes dans un hôtel 3 étoiles, pour la même période : 784 F par semaine et par personne. Il existe aussi moins cher ou plus luxueux.

(2) En location du 17 au 31 janvier dans un deux pièces conçu pour accueillir 4 ou 5 personnes. Et si vous choisissez la Résidence des "Alpages",

Une calculatrice doit résoudre des problèmes, pas en poser.

Les calculatrices scientifiques sont faites pour faciliter la vie des élèves, des étudiants et de leurs professeurs.

L'A.O.S. (Algebraic Operating System, notation algébrique directe, brevet Texas Instruments) respecte les plus anciennes conventions mathématiques. En permettant d'introduire les nombres et les opérations de gauche à droite comme le professeur les enseigne et les expose au tableau, l'A.O.S. évite les erreurs et fait gagner du temps. Toutes les calculatrices scientifiques peuvent-elles le dire ? Si ce sont des Texas Instruments, oui !

Rentrée des classes ? Rentrée des Facs ? Calculez bien : la gamme des scientifiques A.O.S. "hautes performances" Texas Instruments commence à moins de 120 F.

TI 57 La programmable la plus vendue en France
TI 30 La scientifique la plus vendue au monde
TI 35 La scientifique avec fonction statistique
TI 36 La scientifique conçue pour les examens

TEXAS INSTRUMENTS
l'électronique facile à vivre

Institut Supérieur de Gestion - 8 rue de Lota, 75116 Paris
CONGÉ FORMATION
Agrément au titre du Ministère des Universités
promotion sociale du travail J.O. du 24-8-1980

Admission de **SALARIÉS**
DUT, DEUG, licence, maîtrise et/ou expérience professionnelle

en **2^e cycle alternance de l'I.S.G.**
maintien de la rémunération antérieure plafonnée à 3 fois le SMIC
plein temps pédagogique et enseignement alterné de **GESTION DES ENTREPRISES**
conduisant à l'obtention du diplôme

I.S.G.
visé par le Ministère des Universités

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
16 rue Spontini, 75116 PARIS - Tél. 704.69.04

CEMENT
30 ODOUL
30 ODOUL

DIPLOMATIE

M. Brejnev accuse les États-Unis de relancer la guerre froide

(Suite de la première page.)

« La coopération soviéto-afghane est fondée sur la similitude de leurs intérêts vitaux », a déclaré M. Brejnev. Les relations traditionnelles d'amitié entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S. sont devenues des « relations de fraternité, de solidarité révolutionnaire et de coopération maximale ».

Un « processus révolutionnaire irréversible »

Sur la « prétendue question afghane », comme l'on dit à Moscou, les déclarations publiques n'ont apporté aucun élément nouveau. M. Brejnev et Karmal ont répété que tout règlement passe par les propositions faites le 14 mai par le gouvernement de Kaboul (1). « L'Afghanistan n'est pas plus qu'un pays en révolution », a-t-il déclaré. Le secrétaire général du parti communiste soviétique, pour qui l'aide à l'Afghanistan n'a qu'un seul objectif : « Mettre un terme à l'intervention militaire contre la révolution afghane, à toutes les formes d'ingérence impérialiste dans les affaires afghanes ». Il a constaté que « la situation se redresse et que la vie se normalise progressivement », tout en notant que « les attaques de l'extérieur, le soutien apporté à la contre-révolution intérieure par les forces étrangères se poursuivent ». Mais « leurs projets aventureux ne se réaliseront jamais. Le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible (...). Nous continuerons à défendre fermement la sécurité de nos deux États ».

Pour sa part, M. Karmal s'est efforcé de rassurer ses interlocuteurs à propos de la situation régnant à l'intérieur du parti démocratique et populaire afghan (P.D.P.A.), déchiré depuis son origine par les luttes de factions, entre membres du Parcham (le drapeau) et du Khalq (le peuple). On sait que les Soviétiques attachent une grande importance à la formation, dans les États alliés du tiers-monde, d'un parti d'avant-garde, de type leniniste, garant de la pérennité des liens avec le camp socialiste.

« Nous conjurons une importance primordiale à l'accroissement des rangs et au développement dans la bonne direction du P.D.P.A., avant-garde politique des travailleurs du pays. S'appuyant sur l'expérience des partis frères et de notre propre expérience, nous ne permettrons pas que notre parti s'écarte du droit chemin. Nous œuvrerons incessamment pour qu'il devienne un véritable parti de type nouveau », a assuré M. Karmal, et M. Brejnev a « salué chaleureusement les succès remportés par le P.D.P.A. dans la mise en place des structures du parti et de l'État (...) ».

La spécialiste des vêtements pour hommes

BLOUSONS VESTES MANTEAUX PELISSES

poignées de qualité rayon mesure

Daim service

125, r. St-Lazare (face gare) 75001 PARIS

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immédiates

vous y trouverez peut-être

LA MAISON

que vous recherchez

3440 F, une semaine aux Antilles. Jet Tours fait baisser le prix du soleil.

Votre semaine sous le soleil antillais à un prix inférieur à celui de 1979, pour une qualité identique : 3440 F en Guadeloupe, 3650 F en Martinique, 3950 F en Haïti. C'est la nouvelle performance de Jet Tours pour votre séjour du 1^{er} novembre au 15 décembre 1980.

Vite, consultez votre Agent de voyages pour profiter de cette offre exceptionnelle.

Jet Tours. Le spécialiste des Antilles.

Les prix cités comprennent voyage et séjour à une semaine avec petits déjeuners américains.

Au départ de Paris, Bordeaux, Lyon, Mulhouse suivant la destination.

AMÉRIQUES

États-Unis

UN DIRIGEANT NOIR APPORTE SON SOUTIEN A M. REAGAN

(De notre correspondant.)

Washington. — M. Ronald Reagan est radieux. Pour la première fois, un dirigeant noir apporte son soutien à M. Reagan. Le pasteur Ralph David Abernathy fut l'ami intime et le bras droit de Martin Luther King, auquel il succéda, en 1968, à la présidence de la Southern Christian Leadership Conference, une organisation non violente consacrée à la défense de la minorité noire et de la justice sociale. Ce pasteur baptiste de cinquante-quatre ans avait soutenu M. Edward Kennedy aux primaires du printemps dernier.

L'annonce a eu lieu, jeudi 16 octobre, dans une église de Detroit, en présence du candidat républicain. « J'espère soutenir M. Carter en 1976, mais ses promesses n'ont pas été tenues », a expliqué le pasteur Abernathy. L'inflation, le chômage et les taxes d'intérêt ont augmenté. Les pauvres n'ont pas été aidés. Nous n'avons plus besoin de ce médicament car les malades sont plus nombreux. M. Reagan, en revanche, aurait beaucoup fait pour les Noirs quand il était gouverneur de Californie — davantage, en tout cas, que le gouverneur Carter en Georgie.

La veuve de Martin Luther King a désapprouvé cette prise de position. Inadéquante, dit-elle, la position n'est pas celle de son mari. Depuis le mois d'août, c'est la politique, a-t-il dit le candidat républicain. Je ne pouvais imaginer une telle chose, je suis comblé. Un récent sondage du Washington Post montrait que M. Reagan n'aurait que 52 % de l'électorat noir dans huit grands États, avec un record dans le Michigan : 0 %.

● RECTIFICATIF. — Une faute d'impression dans l'article de Robert Solé (nos éditions du 15 octobre) a fait écrire que les candidats de tiers partis à la présidence ne recueilleraient de subside fédéraux que s'ils avaient obtenu 50 % qu'il fallait lire.

El Salvador

La junte enjoint aux forces de l'ordre de respecter les droits de l'homme

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — La junte de gouvernement, qui fête le mercredi 15 octobre l'anniversaire du coup d'État de 1979, a annoncé qu'une Assemblée constituante serait élue en 1982 et que les destinées du pays seraient remises aux mains des élus du peuple au plus tard au milieu de l'année 1983 (Le Monde du 17 octobre). Les cérémonies commémoratives de ce que l'on dénomme officiellement la « révolution » se sont déroulées dans les locaux du Centre national de technologie agricole, à 40 kilomètres de la capitale. Les autorités avaient voulu placer leur action sous le signe de la réforme agraire. Plusieurs centaines de paysans avaient été pour la circonstance amenés des coopératives voisines.

Outre les élections, trois mesures ont été annoncées. Un décret vient d'être signé par la junte, enjoignant à tous les Salvadoriens, mais surtout aux forces de l'ordre, de respecter les droits de l'homme et de ne se livrer à aucun abus d'autorité. Le ministre de la défense est chargé de veiller à l'application de cette nouvelle loi. Il a pour mission de définir devant les tribunaux civils ou militaires les éventuels contrevenants. Interrogé sur la signification d'un décret consistant à mettre sous contrôle militaire le respect des droits de l'homme par les militaires, le colonel Garcia nous a affirmé qu'il s'agissait de « laisser une preuve écrite et tangible de nos intentions ».

Le colonel Abdul Gutiérrez, membre de la junte, chargé de lire le message officiel, a promis, en second lieu, la réouverture de l'université avant la fin de l'année, tout en invitant les étudiants à « respecter les règles du jeu » et à ne pas confondre « l'autonomie universitaire » et « l'autonomie territoriale ». Il a, enfin, lancé un appel aux « jeunes subversifs » et à se joindre à la « révolution pacifique » menée par la junte. Les centres seront ouverts dans tout le pays où ils pourront venir déposer leurs armes.

Plusieurs témoignages font état de l'utilisation de mortiers de 80 et de 105. Pour sa part, le colonel Bustillo, chef des forces aériennes salvadoriennes, nous a affirmé que ses avions et hélicoptères, tous de fabrication française, (1), ne participaient aux opérations que pour transporter les soldats ou leur apporter nourriture et médicaments.

Cette offensive inquiète les organisations humanitaires dans la mesure où au Salvador, les campegnements guerriers ne sont pas peuplés que de combattants. Femmes, enfants et vieillards y vivent par centaines. Des témoins affirment que les soldats ne laissent plus pénétrer dans la zone de combats ni vêtements, ni médicaments, ni nourriture. Des milliers de réfugiés — la Croix-Rouge en compte 23 000 sur le département de Morazan — à la frontière hondurienne, bloquée par les troupes du pays voisin. Leur situation sanitaire et alimentaire est considérée comme préoccupante.

FRANÇOIS PISANI.

(1) Il s'agit de Fouga-Magister, d'Ouragan, de Rallye et d'Alouette, dont les derniers ont été livrés, montés et essayés par des techniciens français cet été.

● Le Honduras et le Salvador signeront un traité de paix le 30 octobre à Lima, a annoncé, jeudi 16 octobre, M. José-Luis Bustamante, médiateur parvenu du conflit entre les deux pays. Le Honduras et le Salvador n'ont-ils pas de relations diplomatiques depuis la courte guerre de juillet 1969, qui était née de différends frontaliers et avait été déclenchée à la suite d'un match de football entre les équipes nationales des deux pays.

Canada

M. LÉVESQUE REPORTE LES ÉLECTIONS AU QUÉBEC POUR COMBATTRE LE PROJET CONSTITUTIONNEL DE M. TRUDEAU

(De notre correspondant.)

Montréal. — Afin de s'opposer dans les meilleures conditions possibles au « coup de force constitutionnel d'Ottawa », le premier ministre québécois, M. René Lévesque, a annoncé, jeudi 16 octobre, le report des élections provinciales à une date indéterminée. Celles-ci devaient avoir lieu en novembre, conformément à la tradition, selon laquelle un scrutin doit être tenu tous les quatre ans (le parti québécois a pris le pouvoir le 15 novembre 1976), mais qui a déjà souffert quelques exceptions à l'occasion de crises particulièrement profondes.

Les raisons invoquées aujourd'hui par M. Lévesque pour ne pas consulter l'électorat dans le cadre de la loi électorale du Québec, M. Claude Ryan, qui a accusé le parti québécois de « trahison du pouvoir ».

Le système parlementaire au Canada permet au parti au pouvoir de choisir la date des élections en fonction de la situation générale et surtout en fonction des avantages qu'il peut en tirer pour se maintenir au pouvoir. Cependant la durée d'une législature ne peut être supérieure à cinq ans.

Au sein même du gouvernement, il y avait des désaccords sur ce sujet. Certains ministres auraient préféré affronter les électeurs avant de présenter un budget impopulaire. D'autres étaient prêts à prendre le risque d'attendre encore, dans l'espoir que l'avance des libéraux dans les sondages disparaîtrait au cours des prochains mois.

C'est finalement l'évolution du débat constitutionnel, et plus particulièrement le succès relatif du Québec dans sa tentative de sortir de son isolement et de rallier les autres provinces contre M. Trudeau, qui a poussé M. Lévesque à reporter les élections. « Il m'a paru nécessaire contre-indiqué, a-t-il dit, de tenir tout de suite des élections générales qui pourraient donner l'impression que le Québec se divise très durement au moment même où il faut plutôt tâcher de maintenir entre nous un front commun pour contrer les atteintes sans précédent à nos droits les plus fondamentaux ».

Au cours d'une conférence de presse, M. Lévesque a critiqué très sévèrement le projet constitutionnel de M. Trudeau qui est actuellement débattu à la Chambre des Communes et que cinq provinces sur dix ont décidé de contester devant les tribunaux. « Nous avons le devoir de résister à une modification, nous ne pouvons pas nous laisser enlever unilatéralement des garanties et des pouvoirs — en matière surtout d'enseignement et de protection de la langue française », a-t-il déclaré.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Sri-Lanka

ANCIEN PREMIER MINISTRE

Mme Bandaranaike est déçue de ses droits civiques par le Parlement

Mme Sirimavo Bandaranaike, ancien premier ministre du Sri-Lanka (1960-1965 et 1970-1978), a été déçue de ses droits civiques pour sept ans, jeudi 16 octobre, par le Parlement ceylanais, où la formation gouvernementale du président Jayewardene, le Parti de l'unité nationale dispose d'une très large majorité. Colombo ressemblait à une ville en état de siège lorsque des annonces officielles, prononcées sur la demande du gouvernement, et qui a conduit à l'exclusion de Mme Bandaranaike de la Chambre. Dix mille policiers et hommes de troupe avaient été mobilisés pour prévenir d'éventuels rassemblements de ses partisans, membres du Parti de la liberté.

Les dirigeants n'ont-ils pas perdu leur sang-froid ? Déjà ils avaient répondu il y a quelques semaines à des revendications de salaires et à un mouvement de grève en annonçant le licenciement de quarante mille employés du secteur public. Cette fois, l'état d'urgence a été proclamé mardi 14 octobre à titre préventif. Un peu plus tard, cette mesure d'exception était dévouée par le conseil de sécurité, jugeant que la situation ne le justifiait pas. Il n'y avait pas vraiment eu de violence. Mais, selon les autorités, les membres du Parti de

la liberté prônaient des « discours incendiaires » et s'approprièrent à « marcher sur le Parlement et à faire couler le sang ».

Le vote de l'Assemblée — par 139 voix pour et 18 contre — fait suite à un jugement rendu le 24 septembre par une commission composée de trois juges nommés par le président Jayewardene et ayant conclu que l'ancien Premier ministre s'était rendu coupable pendant son mandat d'abus de pouvoir, fraude, corruption, nepotisme. Son neveu, M. Félix Bandaranaike, ancien ministre de la Justice, a été frappé de la même mesure. Mme Bandaranaike avait accueilli ces accusations avec calme et fait appel devant la Cour suprême, qui a reporté l'examen de l'affaire au 10 novembre. Cela n'a pas empêché le gouvernement d'aller de l'avant.

La crainte d'un retour au pouvoir

Non sans quelques raisons, l'ancien premier ministre estime être victime d'une vengeance, d'un « assassinat politique », a-t-elle dit. Elle ne pourra se présenter aux élections de 1983. Et, même si elle continue à diriger son parti, la suppression de ses

droits civiques pour sept ans lui laisse, à soixante-quatre ans, peu d'espoir de revenir pour longtemps au pouvoir.

Les dirigeants — du moins quelques-uns, car tous ne sont pas solidaires des « persécutions » infligées à Mme Bandaranaike — sont hantés par la crainte d'un éventuel retour au pouvoir. À la faveur des élections de 1983, comme le fit Mme Gandhi au début de l'année en Inde, le Parti de la liberté ne s'était-il pas associé au pouvoir à des troïskistes et aux communistes pro-soviétiques, semant l'inquiétude pendant plusieurs années dans la bourgeoisie d'affaires ?

Mais, dans l'immédiat, le gouvernement semble craindre que, dans sa campagne d'agitation sociale et politique, le Parti de la liberté ne soit débordé par des éléments « radicaux » venant rappeler le souvenir de la révolte des étudiants et propriétaires ruraux qui secoua le pays au début du second règne de Mme Bandaranaike, en 1971. De plus, les conservateurs ont donné un coup d'arrêt aux mesures à caractère progressiste prises par leurs prédécesseurs (aide à la consommation, renforcement du secteur public, réforme agraire, etc.). Ils prônent un libéralisme économique à tout crin et une poli-

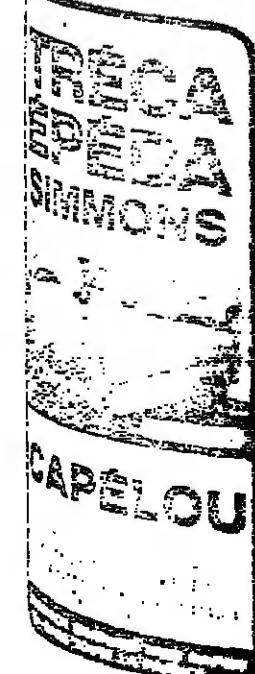
tique de la porte ouverte aux investisseurs étrangers, en particulier aux multinationales. Celle-ci commence à peine à donner des fruits.

Sans doute les responsables du Parti de l'unité nationale ont-ils pris ombrage de la popularité persistante de celle qui fut la première femme au monde chef de gouvernement. Elle avait, certes, appelé autour d'elle à de hautes fonctions son neveu, son fils, sa fille et l'un de ses gendres. Mais les charges retenues contre eux n'ont-elles pas été exagérées ? Toute la vie politique du Sri-Lanka depuis plusieurs décennies est marquée par les rivalités de deux grandes familles, les Bandaranaike et les Senanayake, qui avaient la haute main sur l'U.N.F.

M. Jayewardene viole les principes démocratiques auxquels il se déclare attaché, au point de faire quelque peu oublier que son prédécesseur réprima avec une particulière brutalité et des concours extérieurs la révolte de 1971 et, plus tard, les autonomistes tamouls. Ceux-ci représentent le principal groupe de l'opposition parlementaire et apportent aujourd'hui leur soutien à Mme Bandaranaike.

GÉRARD VIRATTELLI.

مكازم النجمل



L'ouverture de la procédure de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle

Les amis de M. François Mitterrand veulent contraindre M. Michel Rocard à un duel avec le premier secrétaire

La procédure de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle ouvre dimanche 19 octobre. Elle s'achèvera, après un vote des militants, par la réunion d'un congrès extraordinaire les 24 et 25 janvier 1981.

Les candidatures à la présidence de la République sont déposées, et jusqu'au 9 novembre, date de la prochaine réunion du comité directeur.

Il est probable qu'à brève échéance M. Michel Rocard fera part de ses intentions de son côté. M. François Mitterrand doit prendre la parole dimanche à Nancy, où il doit participer à une réunion publique. Quant à M. Jean-Pierre Chevènement, il aura, dès mardi 21 octobre, à la télévision (il est l'invité du « Grand Débat » sur TF 1), l'occasion de confirmer qu'il sera candidat si le premier secrétaire renonce à l'être.

La tâche d'un ministre du budget n'est pas chose facile. Faire comprendre à des députés que ce que l'on donne d'une main à telle catégorie de contribuables provient nécessairement de la poche de telle autre catégorie... d'électeurs relève apparemment d'une mystérieuse alchimie monétaire. Au fond, Alfred Sauvy a raison : quand les Français auront pris l'habitude linguistique de remplacer le mot « Etat » par le pronom « nous », les comportements des consommateurs évolueront très vite. Deux exemples. Jeudi 16 octobre, à l'Assemblée nationale, alléger la charge fiscale des célibataires dont les revenus sont modestes ? Mais, bien sûr ! Tout le monde est d'accord. Encore faut-il trouver des ressources nouvelles pour compenser la dépense envisagée. M. Icart (U.D.F.), auteur de cette proposition, a imaginé un « gage » qui consiste à augmenter le taux de T.V.A. sur les nourritures pour chiens, chats et animaux d'agrément. Quel tollé !

M. Fabius (P.S.) : Les gens modestes devront payer plus cher les aliments pour leurs animaux... M. Le Tac (R.P.R.) : Cette proposition surprend toutes les associations de protection des animaux... M. Girard (R.P.R.) : Elle frapperait une industrie agro-alimentaire très importante... M. Combrinon (P.C.) : Augmenter le taux de l'impôt sur les sociétés fabriquait des aliments... M. Schwartz (R.P.R.) : Ce portait préjudice à la production de fer-blanc et à la région lorraine... 400 000 tonnes de produits mis en boîte, cela représente quelque 100 000 tonnes de métal... cela n'est pas négligeable pour une entreprise sidérurgique... M. Madelin (U.D.F.) : Cette industrie agro-alimentaire est dynamique et prospère, et c'est une bonne chose... M. Maretti (R.P.R.) : Le R.P.R. ne veut pas favoriser le coubinage des amendements... M. Icart au « Canard enchaîné » : On va

Avant l'article 2 (fixation du barème de l'impôt sur le revenu), l'Assemblée adopte, contre l'avis du gouvernement et de la commission des finances, un amendement du groupe communiste qui stipule : « Il est prévu une taxe forfaitaire sur les banques et établissements financiers dont le montant sera fixé par le Parlement... »

Le député de la Nièvre dans un scrutin présidentiel ferait le lit du député des Yvelines. Ces derniers s'accrochent donc de la démarche attentiste du premier secrétaire.

Cet attentisme peut, toutefois, profiter à M. Rocard. C'est bien pourquoi les amis du premier secrétaire s'efforcent d'occuper le terrain. Le député des Yvelines a pu enregistrer tel ou tel glissement en sa faveur à mesure que s'éclaircissait la perspective d'une candidature de M. Mitterrand.

Une façon significative, et récente, dans l'éclat : dans cette fédération « mitterrandiste », M. Sauvadé, président du conseil général, reproche à M. Mitterrand précisément d'avoir trop attendu ; il lui demande de se prononcer au plus tôt et affirme que M. Rocard est le candidat le plus efficace, sans pour autant rallier la minorité. Cette position est révélatrice d'un état d'esprit qui se répand chez les élus.

C'est précisément sur le réalisme de ses élus que compte M. Rocard pour obtenir gain de cause. Car il sait que le rôle de s'interroger sur l'opportunité d'une candidature, dans une conjoncture politique marquée par la remise en cause de la discipline républicaine et par une situation interne au P.S. qui peut être préjudiciable à tout candidat ; mais il est d'autant plus réticent à l'heure d'aborder la phase finale d'un scrutin présidentiel d'avoir gagné la bataille de l'opinion publique et la sympathie de nombre d'élus. Même si l'appui du parti lui est hostile, il peut considérer que la sagesse prévaudra et que les remous précédant la désignation s'apaiseront, pour peu qu'il sache lui-même apaiser les craintes qu'il suscite chez ses adversaires. C'est à ces craintes que M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, s'efforce d'ores et déjà de répondre en affirmant que les amis du député des Yvelines souhaitent certes que leur chef de file soit désigné comme candidat du P.S., mais aussi que le premier secrétaire puisse être le premier secrétaire. Vaut-il mieux pour M. Rocard qu'il attende que M. Mitterrand se prononce définitivement ? Il semble que la situation, sinon humilante, du moins incertaine, qu'il attende pour quel'un qui brigue l'Elysée, doive le conduire à s'adresser directement aux socialistes et à l'opinion publique.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

De la difficulté de compenser les allègements fiscaux...

La tâche d'un ministre du budget n'est pas chose facile. Faire comprendre à des députés que ce que l'on donne d'une main à telle catégorie de contribuables provient nécessairement de la poche de telle autre catégorie... d'électeurs relève apparemment d'une mystérieuse alchimie monétaire. Au fond, Alfred Sauvy a raison : quand les Français auront pris l'habitude linguistique de remplacer le mot « Etat » par le pronom « nous », les comportements des consommateurs évolueront très vite. Deux exemples. Jeudi 16 octobre, à l'Assemblée nationale, alléger la charge fiscale des célibataires dont les revenus sont modestes ? Mais, bien sûr ! Tout le monde est d'accord. Encore faut-il trouver des ressources nouvelles pour compenser la dépense envisagée. M. Icart (U.D.F.), auteur de cette proposition, a imaginé un « gage » qui consiste à augmenter le taux de T.V.A. sur les nourritures pour chiens, chats et animaux d'agrément. Quel tollé !

M. Fabius (P.S.) : Les gens modestes devront payer plus cher les aliments pour leurs animaux... M. Le Tac (R.P.R.) : Cette proposition surprend toutes les associations de protection des animaux... M. Girard (R.P.R.) : Elle frapperait une industrie agro-alimentaire très importante... M. Combrinon (P.C.) : Augmenter le taux de l'impôt sur les sociétés fabriquait des aliments... M. Schwartz (R.P.R.) : Ce portait préjudice à la production de fer-blanc et à la région lorraine... 400 000 tonnes de produits mis en boîte, cela représente quelque 100 000 tonnes de métal... cela n'est pas négligeable pour une entreprise sidérurgique... M. Madelin (U.D.F.) : Cette industrie agro-alimentaire est dynamique et prospère, et c'est une bonne chose... M. Maretti (R.P.R.) : Le R.P.R. ne veut pas favoriser le coubinage des amendements... M. Icart au « Canard enchaîné » : On va

Avant l'article 2 (fixation du barème de l'impôt sur le revenu), l'Assemblée adopte, contre l'avis du gouvernement et de la commission des finances, un amendement du groupe communiste qui stipule : « Il est prévu une taxe forfaitaire sur les banques et établissements financiers dont le montant sera fixé par le Parlement... »

Le député de la Nièvre dans un scrutin présidentiel ferait le lit du député des Yvelines. Ces derniers s'accrochent donc de la démarche attentiste du premier secrétaire.

Cet attentisme peut, toutefois, profiter à M. Rocard. C'est bien pourquoi les amis du premier secrétaire s'efforcent d'occuper le terrain. Le député des Yvelines a pu enregistrer tel ou tel glissement en sa faveur à mesure que s'éclaircissait la perspective d'une candidature de M. Mitterrand.

Une façon significative, et récente, dans l'éclat : dans cette fédération « mitterrandiste », M. Sauvadé, président du conseil général, reproche à M. Mitterrand précisément d'avoir trop attendu ; il lui demande de se prononcer au plus tôt et affirme que M. Rocard est le candidat le plus efficace, sans pour autant rallier la minorité. Cette position est révélatrice d'un état d'esprit qui se répand chez les élus.

C'est précisément sur le réalisme de ses élus que compte M. Rocard pour obtenir gain de cause. Car il sait que le rôle de s'interroger sur l'opportunité d'une candidature, dans une conjoncture politique marquée par la remise en cause de la discipline républicaine et par une situation interne au P.S. qui peut être préjudiciable à tout candidat ; mais il est d'autant plus réticent à l'heure d'aborder la phase finale d'un scrutin présidentiel d'avoir gagné la bataille de l'opinion publique et la sympathie de nombre d'élus. Même si l'appui du parti lui est hostile, il peut considérer que la sagesse prévaudra et que les remous précédant la désignation s'apaiseront, pour peu qu'il sache lui-même apaiser les craintes qu'il suscite chez ses adversaires. C'est à ces craintes que M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, s'efforce d'ores et déjà de répondre en affirmant que les amis du député des Yvelines souhaitent certes que leur chef de file soit désigné comme candidat du P.S., mais aussi que le premier secrétaire puisse être le premier secrétaire. Vaut-il mieux pour M. Rocard qu'il attende que M. Mitterrand se prononce définitivement ? Il semble que la situation, sinon humilante, du moins incertaine, qu'il attende pour quel'un qui brigue l'Elysée, doive le conduire à s'adresser directement aux socialistes et à l'opinion publique.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

mécontenter neuf millions de propriétaires d'animaux pour satisfaire des gens qui ne s'en rendent même pas compte !

L'amendement de M. Icart est repoussé. Octroier un demi-part supplémentaire de quotient familial aux familles de trois enfants ? Tout le monde est d'accord. Là encore, il faut payer. Le « gage », cette fois, est constitué par une surtaxe sur les alcools. Au nom de la cohérence, le groupe socialiste demande la discussion de cette mesure après celle de l'article 4 qui prévoit une augmentation des droits indirects sur... les alcools et qui a également pour but d'adapter la législation à un arrêt de la Cour de justice européenne de Luxembourg. Sujet sensible par excellence. M. Vivien (R.P.R.), coauteur de l'amendement, ne cache pas son émotion : exaspéré par l'article 4, l'Assemblée ne risque-t-elle pas de refuser son « gage », et donc l'amendement ? M. Lagarde (P.S.), président de séance, accède à la demande des socialistes.

La discussion s'engage sur l'article 4. M. Cellard (P.S.) : Peut-on vraiment établir un lien entre l'absence de taxation des alcools et l'alcoolisme ? M. Hardy (R.P.R.) : Il s'agit de la survie ou de la mort de très nombreuses petites entreprises... M. Millet (P.C.) : L'alcoolisme ne trouve-t-il pas son origine dans un mal-être imputable à la politique gouvernementale ? M. de Lipkowski (R.P.R.) : Scandaleux... stupéfiant... déraisonnable... si cet article est maintenu, je ne voterai pas le budget ! M. Grusenmeyer (R.P.R.) : Il est aberrant d'imputer la responsabilité de l'alcoolisme aux petits récoltants de fruits... Mme Leblanc (P.C.) : Il faut rétablir les droits des ouvriers de cru.

M. Papon a décidé de prendre le suit pour réfléchir... la France viticole attend.

LAURENT ZECCHINI.

L'Assemblée écarte un amendement de M. Icart tendant à atténuer la charge fiscale des contribuables ne disposant que d'une part de quotient familial (célibataires essentiellement) et soumettant en conséquence les nourritures pour chiens et animaux d'agrément au taux de 17,6 % de la T.V.A.

L'Assemblée adopte ensuite un amendement de MM. DESHAINE (R.P.R.) et ICART relevant la limite d'adhésion aux centres de gestion et associations agréées. A l'initiative du gouvernement, cette mesure est financée par une majoration du droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les casinos. Elle adopte également un amendement de MM. ALPHANDERY et DUBRANCHE (U.D.F.) portant à 17 000 F la limite des déductions fiscales attachées au salaire du conjoint pour les entreprises adhérentes à un centre de gestion agréé. Cette mesure sera financée par une majoration du droit de timbre sur certaines formules de chèques.

En séance de nuit, sous la présidence de M. LAGORCE (P.S.), les députés repoussent, par 273 voix contre 196, un amendement du groupe socialiste plaçant l'avantage tiré du quotient familial à deux fois l'allocation familiale et créant une allocation dès le premier enfant. Par 273 voix contre 197, l'Assemblée repousse un amendement socialiste portant de 55 000 F à 75 000 F le plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire de 30 % applicable aux représentants de commerce. Elle adopte ensuite l'ensemble de l'article 2 (voir le Monde du 10 septembre).

L'amendement qui prévoit l'octroi, à partir de 1981, d'un demi-part supplémentaire de quotient familial pour les familles ayant à charge trois enfants ou plus est ensuite réservé, ainsi que l'article 3 relatif à la fiscalité pétrolière. La séance est levée à 23 h. 40, la suite de la discussion étant renvoyée à vendredi 17 octobre.

L'éventualité de représailles à l'encontre du P.C. divise le P.S.

Le bureau exécutif du P.S. réuni mercredi 15 octobre à Paris, a décidé de saisir les conseils municipaux d'union de la gauche, dirigés par des socialistes, d'un texte dénonçant l'attitude du P.C. lors des élections sénatoriales. La résolution du bureau exécutif, qui n'avait pas été rendue publique vendredi matin, a été adoptée avec les seules voix des représentants de la majorité du parti (c'est-à-dire Mitterrand et CERES), les amis de MM. Mauroy et Rocard s'abstenant.

La vivacité des débats du bureau exécutif augure mal du déroulement de la campagne interne pour la désignation du candidat socialiste. Ces débats ont rapidement pris, mercredi, l'allure d'un affrontement entre majoritaires et minoritaires. A l'origine de la discussion se trouve la proposition faite par M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, de dénoncer l'attitude du P.C. Certes, l'analyse de cette attitude convient à tous les responsables socialistes ; on le retrouve d'ailleurs dans l'Unité, publiée vendredi 17 octobre, sous la plume de M. Claude Estier, qui explique que le P.S. est « la cible privilégiée » du P.C. et qui dénonce le caractère « mensonger » du « slogan » sur le changement utilisé par M. Marchais. Mais les membres du bureau exécutif ne sont pas d'accord sur la manière dont le P.S. peut riposter au P.C. Selon la proposition de M. Poperen, finalement adoptée, une protestation assortie d'une menace

de représailles lors des élections municipales de 1983 sera par les responsables des groupes socialistes dans les municipalités d'union. A la distinction faite par le P.C. entre le niveau local, où il est possible de gérer avec le P.S., et le niveau du pouvoir central, où cela semble actuellement insaisissable — selon les propos tenus par M. Robert Ballanger dans les éditions du 10 octobre — les socialistes, a estimé M. Poperen, doivent répliquer que les « manœuvres » du P.C. à l'union en 1981 (élection présidentielle) auront des suites en 1983 (élections municipales).

Les amis de MM. Mauroy et Rocard ont contesté la nécessité de « porter la guerre » dans les municipalités, c'est-à-dire dans des secteurs qui sont relativement préservés. Les représentants du « courant Rocard » ont, sur ce sujet, défendu une ligne de conduite qui avait été définie dès le congrès de Metz et réaffirmée depuis, selon laquelle, la rupture étant durable, la solution n'est ni dans l'incantation en faveur de l'union ni dans la polémique, mais dans l'affirmation autonome des propositions du seul P.S. Ils ont expliqué qu'ils se refusent à utiliser les mêmes armes que le P.C. : celui-ci a fait un choix, il revient aux électeurs de sanctionner ce choix, ont-ils indiqué.

Le fait que les socialistes soient ainsi divisés par le comportement du P.C. n'est pas, à proprement parler, une surprise : c'est très précisément l'objectif de la direction communiste. La surprise vient plutôt de ce que les socialistes semblent peu enclins à éviter le piège qui leur est ainsi tendu.

ERRATUM. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos précédentes éditions (le Monde du 17 octobre, page 8), le maire de Tourcoing n'est pas M. Guy Chailley, mais M. Maurice Devloo, qui lui a succédé en septembre 1979.

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES
TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente :
37 Av. de la République - PARIS 11
Métro Parmentier - Parking assuré
Tél. 357.46.35
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

Louez de la neige 4 étoiles.

Chamonix.
Ex : 1 appartement
2/3 pièces pour 6 personnes
semaine du 6/12 :
1050 F.
(toutes charges comprises).
Ex : 1 appartement
4 pièces pour 8 personnes
semaine du 13/12 :
1275 F.
(toutes charges comprises).

Val Thorens.
Ex : 1 studio 2 personnes
pour la semaine
du 6/12 :
695 F.
(toutes charges comprises).

Tignes le lac.
Ex : 1 studio 2/4 personnes
pour la semaine
du 22/11 :
1170 F.
(toutes charges comprises).

CLUBHOTEL Maeva
Des vacances mi-club mi-hôtel.
Réservations : 745.17.21.

Pour en savoir plus, remoyez ce bon à Clubhotel Maeva, 30, r. d'Orléans. 92200 Neuilly.
Nom : _____
Adresse : _____
LM1

POLITIQUE

Selon M. Barre, M. Poniatowski bénéficierait d'une immunité parlementaire permanente

M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur, bénéficie-t-il, comme tous les représentants français à l'Assemblée des communautés européennes, d'une immunité permanente pendant toute la durée de son mandat ? Le mercredi 8 octobre, à l'Assemblée nationale, le gouvernement n'avait pas été en mesure de répondre à cette question, posée par M. Filloud, député socialiste de la Drôme (« Le Monde » du 10 octobre).

Celui-ci avait fait état d'une décision du juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, en date du 11 juillet 1980, qui concluait à l'irrecevabilité d'une plainte en diffamation déposée, le 6 juin 1980, par M. Georges Filloud contre, notamment, M. Poniatowski. Dans son ordonnance, M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction, fondait sa décision sur une « inter-

prétation » donnée par « le ministre des affaires étrangères », selon laquelle l'ancien ministre de l'intérieur ne pouvait être poursuivi pendant la durée des sessions à l'Assemblée de Strasbourg.

Le premier ministre, M. Raymond Barre, a répondu par écrit, mercredi 15 octobre, au député socialiste. Comme on pouvait s'y attendre, cette réponse confirme la décision déjà intervenue. L'interprétation du premier ministre a deux conséquences : d'une part, elle aboutit à mettre l'ancien ministre à l'abri des diverses actions en justice dont il pourrait être l'objet; d'autre part, si, par hypothèse, la commission parlementaire d'enquête décidait de traduire l'ancien député du Val-d'Oise devant la Haute Cour de justice, celui-ci serait protégé par son

immunité de parlementaire européen, qui ne pourrait être levée que par un vote de l'Assemblée de Strasbourg.

Au-delà du « cas Poniatowski », la réponse du premier ministre crée une situation tout à fait exorbitante par rapport au droit français : les élus européens seraient protégés durant les cinq années de leur mandat, tandis que députés et sénateurs ne le seraient que pendant trois mois consécutifs (la durée d'une session du Parlement français). En outre, l'immunité des parlementaires siégeant à Strasbourg, qui seraient poursuivis pour des actes commis sur le territoire national, ne pourrait être levée que par une décision d'une assemblée internationale. Une Assemblée que le parti communiste et certains gaullistes n'hésitent pas à qualifier de « supranationale ». Cette interprétation est combattue par plusieurs juristes.

Dans ces attendus, le juge d'instruction indique notamment : « Il ressort de l'interprétation donnée par M. le ministre des affaires étrangères que le Parlement européen tient une session annuelle d'un an pendant laquelle ses membres, y compris pendant la durée des interruptions, selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (arrêt du 12 mai 1964 — Affaire 101/63 Albert Wagner contre Jean Fourmanoir et Antoine Kier), bénéficient de l'immunité de juridiction prévue par l'article 10 du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes ». M. Filloud s'était étonné de cette décision et de l'avis qu'aurait donné à cette occasion M. François-Poncet.

Le problème posé est complexe. Dans sa forme même, l'ordonnance du juge d'instruction comporte des « zones d'ombre ». M. Lecante fait état d'une « interprétation » donnée par le « ministre » des affaires étrangères. Pour qu'une telle interprétation soit valable, il faut qu'elle ait été consignée dans une note écrite. Celle-ci, à partir du moment où le juge d'instruction fonde sa décision sur ce seul élément, doit figurer au dossier et être publiée au Journal officiel pour s'imposer au tribunal. Or, ni M. Ribes, avocat de M. Filloud, ni même M. Robert, avocat général à la chambre d'accusation — chargée de par ses fonctions de défendre le point de vue du gouvernement — n'ont eu connaissance d'une telle note.

Préparée par la direction juridique du ministère des affaires étrangères, modifiée par M. Raymond Barre lui-même, la réponse du premier ministre est pratiquement identique à l'interprétation dont avait eu pouvoir faire état le juge d'instruction : elle signifie que M. Poniatowski,

comme tous les représentants français à l'Assemblée parlementaire européenne, bénéficie d'une immunité permanente, qui vaut pendant toute la durée des sessions de l'Assemblée de Strasbourg (1) ; elle repose essentiellement sur l'arrêt rendu en 1964 par la Cour de justice européenne.

M. Barre cite tout d'abord l'article 10 du « protocole intergouvernemental sur les immunités et privilèges des Communautés européennes » qui, entré en vigueur en 1957, prévoit que, « pendant la durée des sessions de l'Assemblée, les membres de celle-ci bénéficient sur leur territoire national des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays (...). L'immunité ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'immunité d'un de ses membres ».

Le premier ministre indique ensuite quels ministres des affaires étrangères, interrogé par la chancellerie, avait rappelé, en janvier 1980 (s'agit-il de l'interprétation émise par M. Lecante et qui ne figure pas au dossier ?), les dispositions de l'arrêt de la Cour de justice. « Cet arrêt, poursuit M. Barre, qui s'impose aux juridictions nationales, a motivé l'abandon des diverses actions pénales intentées contre des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes : poursuite en violation du monopole de la radiodiffusion contre M. Georges Sutra ; plainte en diffamation déposée par M. Bouchet, conseiller général du Val-de-Marne, contre les membres du bureau politique du parti communiste français et, en particulier, contre MM. Ansari, Grémels, Marchais et Piquet ; pour-

suite en violation du monopole de la radiodiffusion contre Mme François Gaspard... » M. Barre joint à sa lettre une copie de l'arrêt de 1964 et conclut en indiquant que ce document « montre également l'ordonnance de non-lieu rendue le 11 juillet 1980 ».

L'acte de 1976...

L'acte de 1976 portant élection au suffrage universel direct de l'Assemblée de Strasbourg est muet en ce qui concerne le statut des parlementaires européens. Il renvoie, pour l'essentiel, aux traités originaux, notamment pour le problème de l'immunité. Ainsi, l'article 10 dont fait état M. Barre, est en fait la réplique exacte de l'article 9 du protocole régissant les trois traités de 1951 et 1957 (CECA, CEE, Euratom). Ce texte, estime M. Guy Isaac, professeur de droit européen à l'université des sciences sociales de Toulouse, peut, sur le problème des immunités, s'identifier aux dispositions applicables aux députés et sénateurs (2). M. Isaac souligne cependant la disparité de traitement entre parlementaires nationaux et parlementaires européens (cent soixante-dix jours d'immunité d'un côté, cinq ans de l'autre) et ajoute que celle-ci est susceptible de conduire à des inégalités choquantes, comme, par exemple, les poursuites engagées contre des élus socialistes pour participation à une émission radiophonique non autorisée. La procédure se poursuit contre un député à l'Assemblée nationale, mais a été annulée pour un député européen.

En vérité, tout le débat repose sur la notion de session, ainsi que le fait remarquer M. Jacques Robert (3), professeur de droit public à l'université de Paris-II, président de cette université. En

effet, c'est la précision des dates de la durée de la session (ouverture et clôture) qui va conditionner la régularité ou non d'une poursuite éventuelle contre le parlementaire. « En organisant un système prévoyant des « interruptions » de session, estime M. Jacques Robert, le Parlement européen a clairement montré qu'il entendait exclure un régime de « permanence » de la session, c'est-à-dire un régime dans lequel l'Assemblée séjournait sans discontinuer ». Il conteste que ces « interruptions » ne soient que des « interruptions de séance » puisque le président de l'Assemblée européenne parle lui-même de « session », de « reprise de session » et d'« interruption de session ». « C'est la session elle-même qui est interrompue, ajoute-t-il ; donc, pendant toute la durée des interruptions, l'Assemblée ne siège plus ». Selon lui, l'interprétation du juge d'instruction — et, par extension, celle du premier ministre — repose sur deux appréciations erronées : d'une part, l'expression « session annuelle » ne signifie pas « session d'une durée d'un an » ; d'autre part, des réunions extraordinaires de l'Assemblée étant prévues, « on ne peut pas se réunir extraordinairement quand on se trouve toute l'année en session ordinaire permanente... ».

...et le traité de la CECA

La seconde erreur, poursuit M. Robert, porte sur la notion même d'interruption. « Considérer que l'interruption de la session n'a aucune influence sur sa tenue, assure-t-il, c'est dévoyer le sens même des mots (interrompre veut dire : arrêter, rompre quelque chose dans sa continuité), opérer volontairement des confusions insoutenables (entre

interruptions de séance et interruptions de session) et méconnaître délibérément tout l'esprit du système mis sur pied par le Parlement européen ».

M. Robert assure que l'arrêt de la Cour de justice ne saurait avoir aucune valeur d'exemple. Pour lui, cet arrêt s'appuie en effet sur l'article 23 du traité CECA, qui prévoit très précisément des dates d'ouverture et de clôture de la session annuelle. Il ne s'applique donc pas au cas d'une session annuelle unique, dont les interruptions sont précisément laissées à la discrétion de l'Assemblée. « Il n'est pas soutenable, explique M. Jacques Robert, que les interruptions de session soient considérées comme sans aucune influence sur la tenue même de la session ». M. Robert rappelle en outre que le Conseil constitutionnel a précisé (décision des 20-21 décembre 1976) qu'aucune disposition de nature constitutionnelle n'autorise des transferts de tout ou partie de la souveraineté nationale à quelque organisation internationale que ce soit. La haute juridiction, ajoute-t-il, proclame sans ambiguïté que « l'Assemblée européenne n'appartient pas à l'ordre constitutionnel de la République française et ne participe pas à l'exercice de la souveraineté nationale ».

S'élevant lui aussi contre la discrimination dont seraient victimes les parlementaires français si la thèse du premier ministre s'imposait, M. Jacques Robert nous a précisé : « Ne plus distinguer dans le temps les moments où une assemblée siège et ceux où elle a interrompu ou suspendu officiellement ses travaux, c'est conférer — ou planifier — une situation juridique exorbitante aux parlementaires européens. C'est ne plus

permettre aucune poursuite, de quelque ordre que ce soit, sans l'autorisation de l'Assemblée européenne. C'est donc saisir nécessairement, chaque fois qu'un parlementaire sera l'objet d'une poursuite, une assemblée qui n'appartient pas à l'ordre constitutionnel de la République et ne participe pas à l'exercice de la souveraineté nationale, d'une action judiciaire, quelle qu'elle soit, introduite en France, sur la base d'un crime, d'un délit ou d'un agissement dommageable, commis par lui en France contre un parlementaire européen de nationalité française... cela ne nous paraît conforme ni à la lettre des textes ni aux principes fondamentaux du droit public français ».

Reste le problème de la plainte en diffamation déposée par M. Filloud. Si l'interprétation du premier ministre devait prévaloir, indique M. Ribes, il faudrait qu'elle soit publiée au Journal officiel pour avoir quelque valeur juridique. Si l'arrêt qui doit rendre, le 27 novembre, la chambre d'accusation ne fait que confirmer l'ordonnance du 11 juillet 1980, la partie civile a la possibilité de se pourvoir en cassation. En l'état actuel du dossier, M. Filloud s'y déclare prêt.

LAURENT ZECCHINI

(1) L'Assemblée de Strasbourg ne siège effectivement qu'une fois par mois durant une session.
(2) L'article 26 de la Constitution dispose notamment : « Aucun membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit ».
(3) M. Jacques Robert nous a fait part de son avis sans avoir pris connaissance de la réponse du premier ministre. Il est vrai que celui-ci n'est pas dénué de l'interprétation du juge d'instruction.

HÔTELS, RESTAURANTS, CAFÉS, COLLECTIVITÉS. Rendez-vous du 19 au 27 OCTOBRE à PARIS, PORTE DE VERSAILLES AU 27^e SALON

ÉQUIP'HÔTEL / COLLECTIVITÉ

Des Conférences :

MARDI 21 OCTOBRE

— 9 h 30 : Première réunion plénière des conseillers de l'enseignement technologique hôtellerie, organisée par l'UNATECH, Union Nationale des Enseignements Technologiques Hôtelières.

— 14 h 30 : Colloque « Industries alimentaires et restauration collective », organisé par l'APRIA, Association pour la Promotion Industrie Agriculture.

MERCREDI 22 OCTOBRE

— 9 h 15 : Colloque « Investissement et modernisation dans l'hôtellerie — bilan et perspective ».

Organisé par le Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel.

JEUDI 23 OCTOBRE

— 9 h 00 : Symposium des Restaurants Collectifs Européens (R.C.E.) : « Les unités de restauration sociale — problèmes humains — problèmes techniques ».

— 9 h 00 : Table ronde « l'hygiène dans l'hôtellerie » organisée par le GECCO (Groupe d'Etude de la Consommation hors foyer).

— 15 h 00 : Réunion d'information : « Les méthodes de formation au management hôtelier », suivie d'un débat : « Les besoins en formation de l'hôtellerie collective ».

Organisés par l'ESSEC et dirigés par Monsieur Robert A. BECK, directeur de l'Ecole Hôtelière de CORNELL.

— 16 h 00 : « Le défi informatique à l'hôtellerie » réunion organisée par le Fonds National d'Assurance — Formation de l'Industrie Hôtelière (FAFIH).

VENDREDI 24 OCTOBRE

— 14 h 30 : Réunion d'information Syndicat National des Chaînes d'Hôtels et de Restaurants / Syndicat Général de l'Industrie Hôtelière.

« Gestion des économies d'énergie dans l'hôtellerie et la restauration ».

LUNDI 27 OCTOBRE

— 14 h 30 : Table Ronde « Plaisir de manger — bonne santé : 2 principes de la Diététique moderne ».

Des Études Techniques :

1978 — Les Problèmes de l'Eau en restauration (n° 1)
— Guide Pratique de la Maintenance dans les Hôtels et Restaurants (n° 2)

1979 — Hygiène en Restauration Collective (répertoire de la réglementation et des pratiques de restauration) (n° 3)

1980 — La Cuisine Professionnelle et les nouveaux appareils de cuisson (n° 4)
— La Maintenance en Restauration Collective (n° 5)

1981 — L'Informatisation en hôtellerie et restauration (à paraître)
— La Sécurité en Restauration Collective (à paraître)

A l'occasion du Salon 1980, Equip'Hôtel a édité un guide de 110 restaurants sélectionnés (n° 6)

Une Revue Mensuelle :

Pour être informé régulièrement de ce marché en pleine expansion, lisez la Revue Technique des Hôtels et Restaurants.

Équip'hôtel collectivité international 80

13, rue de Liège - 75009 PARIS -
Tél. : (1) 280.64.00 - Téléc. : 640.572 F

Bon

Si vous ne pouvez vous rendre à ÉQUIPHÔTEL, découpez ce bon et joignez un chèque de 100 Francs pour recevoir :

- le catalogue du salon,
- le dernier numéro de la Revue Technique des Hôtels,
- une étude technique, cochez la case de votre choix :

n° 1 ☐ n° 2 ☐ n° 3 ☐ n° 4 ☐ n° 5 ☐ n° 6 ☐

Nom _____

Établissement _____

Adresse _____

Tél. _____

مكتبة الأصيل

ÉDUCATION

Mme Saunier-Seïté critique l'enseignement artistique donné actuellement par les universités françaises

À l'Académie des beaux-arts, Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, a lu mercredi 11 octobre une longue critique de l'enseignement artistique actuellement dispensé dans les universités françaises. Après avoir expliqué comment « gèrent » les universités les disciplines artistiques, elle a souligné que les professeurs d'art ont la mission « d'exceptionnelles qualités », le ministre s'est livré à une attaque du système de formation des maîtres des disciplines artistiques.

Selon le ministre, « les universités disposent d'un personnel compétent et d'enseignements de qualité ». Mais, d'autre part, les bâtiments universitaires n'ont pas été conçus pour l'enseignement de la musique et des arts plastiques. Les aménagements, qu'ils soient d'origine ou ajoutés, ne permettent pas de satisfaire les besoins de l'enseignement artistique. Soulignant que les enseignants universitaires de premier et second cycles « la théorie à la part belle », Mme Saunier-Seïté a regretté que ces études se déroulent dans « un milieu didactique » et non dans un environnement « résolument expérimental ».

M. Raymond Barre avait déclaré, le 11 septembre, en ouvrant la conférence des présidents d'université : « Je souhaite que le ministre des universités et le ministre de l'éducation se soumettent à un plan de formation

POUR « RENFORCER LA QUALITÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF » Les trois projets de M. Beullac en 1981

- La lutte contre l'échec scolaire
- La formation des professeurs du second degré
- Le développement de la participation des parents

« Renforcer, toujours, la qualité de l'efficacité du système éducatif français. » A l'occasion d'une conférence réunie le 11 octobre sur le thème, M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a présenté les dossiers qu'il compte ouvrir en 1981 : les

enfants en difficulté scolaire, la formation des professeurs du second degré et les relations entre les parents et les enseignants. Les trois thèmes ont dominé l'exposé du ministre compte tenu, a-t-il précisé, de leur « importance pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement et donc la réalisation de l'égalité des chances ».

« Réussir à l'école ».

« Nous pouvons accepter, déclare M. Beullac, qu'une partie importante de nos jeunes n'accède pas à la réussite scolaire. C'est doublement inadmissible parce que, dans un contexte de compétition internationale, la France ne peut pas se permettre de perdre la maîtrise de son savoir plus que jamais. C'est aussi, et surtout, parce que l'essence de notre démocratie est la recherche ininterrompue de la plus grande égalité de savoir et de réussite à l'école. »

Après avoir rappelé les engagements de l'État en matière de réussite scolaire, M. Beullac a souligné que le ministre a ajouté qu'il ne faut pas se contenter de constater l'échec scolaire, mais qu'il faut chercher à en comprendre les causes et à y remédier. C'est pourquoi il a demandé à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) d'organiser au cours du colloque de l'année 1981 un colloque international sur le thème « Réussir à l'école : l'apport des sciences de l'éducation pour comprendre et aider les élèves en difficulté ». Ce colloque sera consacré à la démocratisation de l'école.

Il faut donc perfectionner l'enseignement, a-t-il ajouté, ce n'est pas un mythe incantatoire, c'est un objectif politique concret et permanent. La réussite scolaire est un objectif politique concret et permanent. La réussite scolaire est un objectif politique concret et permanent.

La formation continue des professeurs de lycées et collèges.

La formation des enseignants est « le cœur de tout progrès de notre système éducatif ». Or, pendant longtemps, les besoins les plus urgents n'ont pas été satisfaits. Il n'existe pas de véritable dispositif de formation continue des professeurs de lycées et collèges. C'est pourquoi M. Beullac a demandé à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) d'organiser au cours du colloque de l'année 1981 un colloque international sur le thème « Réussir à l'école : l'apport des sciences de l'éducation pour comprendre et aider les élèves en difficulté ».

Il faut donc perfectionner l'enseignement, a-t-il ajouté, ce n'est pas un mythe incantatoire, c'est un objectif politique concret et permanent. La réussite scolaire est un objectif politique concret et permanent. La réussite scolaire est un objectif politique concret et permanent.

Changement de vocabulaire

« Que ferait-on pas en 1981, dit-il, à l'occasion de la fête de la présidence de la République ? » M. Beullac a souligné que le ministre a ajouté qu'il ne faut pas se contenter de constater l'échec scolaire, mais qu'il faut chercher à en comprendre les causes et à y remédier. C'est pourquoi il a demandé à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) d'organiser au cours du colloque de l'année 1981 un colloque international sur le thème « Réussir à l'école : l'apport des sciences de l'éducation pour comprendre et aider les élèves en difficulté ».

« Je n'aime pas le mot d'échec, dit-il, car il est trop négatif. Je préfère le mot de réussite, car il est plus positif. Je n'aime pas le mot d'échec, dit-il, car il est trop négatif. Je préfère le mot de réussite, car il est plus positif.

« Je n'aime pas le mot d'échec, dit-il, car il est trop négatif. Je préfère le mot de réussite, car il est plus positif. Je n'aime pas le mot d'échec, dit-il, car il est trop négatif. Je préfère le mot de réussite, car il est plus positif.

Les parents d'élèves.

La participation des parents d'élèves est, a-t-il déclaré, un facteur d'ouverture de l'école sur l'extérieur. Des tables rondes entre parents et enseignants ont été organisées pour éventuellement modifier les règlements qui instituent cette participation. D'autre part, le ministre a demandé à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) d'organiser au cours du colloque de l'année 1981 un colloque international sur le thème « Réussir à l'école : l'apport des sciences de l'éducation pour comprendre et aider les élèves en difficulté ».

les BAHAMAS
avec *Camino*

1 semaine à partir de 490 F.

documentation et brochure chez votre Agent de Voyages
21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris - tél. 755-77-90

Nom :

CAMINO le Spécialiste des Bahamas

soif de soleil ?

AIR BAHAMA

voil direct de Paris
à compter du 16 novembre 1980
avec le concours des Spécialistes des Bahamas
Alant's Tours - Camino - Plein Soleil - Zénith

AIR BAHAMA
32, rue du 4-Septembre.
75002 Paris - tél. 742.52.26

Batailles d'Églises ?

Le problème de l'école est, a-t-il déclaré, un problème politique. C'est pourquoi il a demandé à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) d'organiser au cours du colloque de l'année 1981 un colloque international sur le thème « Réussir à l'école : l'apport des sciences de l'éducation pour comprendre et aider les élèves en difficulté ».

« Je n'aime pas le mot d'échec, dit-il, car il est trop négatif. Je préfère le mot de réussite, car il est plus positif. Je n'aime pas le mot d'échec, dit-il, car il est trop négatif. Je préfère le mot de réussite, car il est plus positif.

la plus légère

Peter Stuyvesant

ULTRA MILD

NICOTINE 0.18mg GOUDRONS 1.8mg

Fr. 5.10

Passeport ou nouvelle arme ?

(Suite de la page 17.)
Le travail en tourisme devait redresser la barre. Tel était l'avis des délégués, au premier desquels M. Edouard Lacroix, directeur français du tourisme, mais aussi des membres associés au mouvement français : la compagnie Air France, le C.A.T.R.A.L. (aménagement du temps), le Club Méditerranée, l'Institut du transport aérien, la filiale du Crédit lyonnais Promocour, Tourisme et Travail, la Compagnie U.T.A. et V.V.F.
Pour M. André Guinand, président de V.V.F., « l'apport principal de cette conférence est d'avoir permis de parler d'un sujet qui est entré dans les consciences. En 1963, la conférence de Rome, organisée par l'Union internationale des organismes officiels de tourisme, a été l'O.M.T., l'Union mondiale des organismes économiques, techniques, financiers et juridiques. Ici, à Marseille, on a enfin parlé de tourisme intérieur et de tourisme social, du néotourisme, de la protection des paysages ».

En effet, le tourisme, un objet d'intérêt. En 1980, 1970, pour les pays récepteurs, a été d'un poids décisif. Mais, pour le pays d'origine, le tourisme est peu perceptible en chiffres. On a pu dire que le tourisme est une activité économique, c'est-à-dire une activité qui génère des richesses. Or, à Marseille, le tourisme est une activité qui génère des richesses. Or, à Marseille, le tourisme est une activité qui génère des richesses.

à défendre et à illustrer le tourisme social. M. Edouard Lacroix a décrit les missions en France. M. André Guinand, président de Tourisme et Travail, a rappelé que le droit aux vacances était un droit de tous. Symptomatique fut l'affrontement qui a opposé les pays pauvres aux pays riches. Avec l'appui du mouvement général de l'O.M.T., plusieurs pays ont développé des programmes de développement ont permis de développer un tourisme international spécifique destiné à leur venir en aide en, notamment, finançant les infrastructures touristiques qui leur manquent. La perspective de « services touristiques » a été très développée. Ceux-ci ont trouvé une parade à ce projet en proposant de développer la Banque mondiale ainsi qu'à travers les organisations internationales. Les projets de développement touristique au même titre qu'aux entreprises agricoles ou industrielles.

La conférence mondiale a été soulevée par des appels à la paix, à la protection de l'environnement et à la baisse du prix des transports aériens. L'Assemblée de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie. Elle a surtout permis de réunir en une seule « table ronde » les représentants des pays développés et des pays en développement. Ce catalogue de projets est en cours de publication. La publication de ces projets permettra de mieux connaître les besoins et les attentes des pays en développement. Exemple : « Le tourisme des femmes requiert l'attention la plus soignée dans la mesure où cette catégorie de la population dispose par nature de ressources qui lui permettent pas de faire des voyages et de prendre des vacances. Une politique positive dans ce domaine devrait se fonder sur l'octroi du maximum d'autonomie et de facilités. Une attention identique devrait être accordée aux handicapés. » En revanche, l'O.M.T. est une des institutions les plus précieuses : harmonisation des statistiques, création d'un système mondial d'information, développement d'une formation professionnelle adaptée aux besoins, élaboration d'un code des droits et des devoirs du touriste, application de l'électronique au tourisme des transports, etc.

C'est ainsi que, dans une conférence mondiale organisée à Marseille pour étudier les effets du tourisme, il a été constaté que le tourisme est une activité qui génère des richesses. Or, à Marseille, le tourisme est une activité qui génère des richesses. Or, à Marseille, le tourisme est une activité qui génère des richesses.

UN SOCIOLOGUE S'INTERROGE

Voyager de nos jours, c'est quoi ?

par MARC LAPLANTE (*)

qui sont à la recherche de nouveaux horizons.

A ce compte-là, nous, Français, sommes nés du voyage au sens plein de ce mot : les Colomb, Cartier, Champlain ou Maisonneuve. Mais, à la recherche de nouveaux horizons, autant intérieurs que géographiques.

Il y a eu, en effet, une façon de voyager qui a été une aventure de l'esprit. Autrement, il n'y a qu'une fuite de soi, un perpétuel refus de soi-même, une « déshumanisation » permanente au sein de Paris, Boulogne, ou d'un autre lieu où l'on se sent en exil.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

qui sont à la recherche de nouveaux horizons.

A ce compte-là, nous, Français, sommes nés du voyage au sens plein de ce mot : les Colomb, Cartier, Champlain ou Maisonneuve. Mais, à la recherche de nouveaux horizons, autant intérieurs que géographiques.

Il y a eu, en effet, une façon de voyager qui a été une aventure de l'esprit. Autrement, il n'y a qu'une fuite de soi, un perpétuel refus de soi-même, une « déshumanisation » permanente au sein de Paris, Boulogne, ou d'un autre lieu où l'on se sent en exil.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le voyage, c'est-à-dire la recherche de soi-même, est une aventure de l'esprit.

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'ANNÉE DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de novembre (122 pages)

LA « MARIANNE » DE DECARIS

La littérature philatélique (suite)

L'illustration des timbres français de 1980...
... et les nouveautés du monde entier

En plus : des kiosques :
11 rue de la République, 13000 Marseille
Tél. : (1) 219-25-25

Pour l'Asie comparez nos prix

Bangkok	3770 F
Hong Kong	4090 F
Tokyo	5530 F
Delhi	3995 F
Colombo	3760 F
Singapour	4000 F
Manille	4195 F
Djakarta	4210 F
Pékin	5740 F

Prix A/R départs de Paris.

Réduction de 5% pour inscription et paiement à plus de 30 jours du départ.

DEL CONDOR
28, rue Delambre, 75014 Paris
Tél. : 322.30.26

Je souhaite recevoir votre documentation "Asie"

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____

UNE SEMAINE DE VACANCES A LA NEIGE.
EN HOTEL* PENSION COMPLÈTE, PAR PERSONNE:

6700 F

*Prix haute saison : 905 F. Consultez le catalogue Havas Voyages "Vacances à la neige".

HAVAS VOYAGES

Licence 97

25 av. de l'Opéra, Paris 1^{er}, Tél. : 261.80.56 et 240 agences à Paris, banlieue et province.

LE KENYA MOINS CHER...
En 8 jours/7 nuits, circuit brousse et séjour-plage à Mombasa.

5.580 F

Demandez la brochure
Visit AFRICA Service
dans toutes les agences
ou retournez ce coupon à
Visit AFRICA Service
3, rue Meyerbeer 75442 PARIS Cédex 09
Tél. : 824.73.22
en coopération avec

Kenya Airways

Lié à 345
Je désire recevoir sans engagement la brochure KENYA 1980/1981

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____

DU TOURISME
CARTE VOYAGES

Le **TRENTINO** Italie le monde mais a toi

مكتبة الأصيل

CHATEAUX FANTASTIQUES

Koenigsbourg sous un autre angle

A l'occasion de l'Année du patrimoine, le Centre national des monuments historiques va ainsi donner d'inaugurer, en présence de nombreuses personnalités, le nouveau circuit de visite du château du Haut-Koenigsbourg, situé le long du Rhin.

Admirablement situé sur une
rue commerçante de Vienne, le
Hôtel de Sélestat, qui s'élevait
fort domine la plaine de la ville
et, du grand balcon qui le cou-
ronne, la vue s'étend sur un
splendide panorama qui va de
Frankembourg et d'Ortenbourg au du-
pitan d'où l'on voit la plaine
s'étendre de la plaine de la plaine
d'Ortenbourg au camp d'ex-
termination de Struthof. L'écou-
lé du Rhin où l'on devine la
mer. Cette vue magnifique qu'on
peut apercevoir d'Hohneck et
le Grand Balcon d'Alsace.

L'histoire du Haut-Koenigsbourg remonte à l'an 1190, peu après la mort de Frédéric Barberousse, apparaît le nom de Koenigsbourg, c'est-à-dire le château royal, ouvrage fortifié, l'un d'une puissante dynastie royale. Détruit au quinzième siècle, après un siège de trois jours, il est complètement rasé de ses ruines au milieu 1862. Après avoir

appartenu aux Habsbourg, qui en augmentent les possessions. Il passe entre d'autres mains pour devenir la propriété de Jean d'Augsbourg; mais le duc de Trente Ans, qui va ravager l'Alsace, n'épargne pas le Haut-Koenigsbourg et après un violent incendie, en 1633, il n'en restait que des ruines romantiques d'une étonnante beauté.

Après la guerre de 1870 et l'annexion de l'Alsace, le village de **Witzelshausen**, devenu propriétaire du château, ne pouvant se vanter de la fin d'entretiens, l'étrange idée d'en faire don en 1899 à l'empereur Guillaume II. Celui-ci, dit la mégalomanie, avait l'égalité de la monarchie, résolu de faire du Haut-Koenigsbourg un **château** personnel sur les pierres proclamaient une fois de plus la féodalité au temps **romain**.

Mais revenu pour les terribles ruines, Guillaume de Harnonville, fils de Alain, appelle à son architecture un nom de bon artisan qui exécute, au cours de travaux qui dureront plus près de six ans, une remarquable dont on peut dire qu'elle n'a qu'un lointain parent avec la célèbre forteresse de la au temps de Frédéric Barberousse.

Moins d'embouteillages pour les visiteurs

C'est **Henri** qui fut également chargé de la décoration intérieure du château, marquant ce style gothico-médiéval si en faveur au **XV^e** siècle. Les **salles** de **la** **chapelle** des chevaliers, **la** **grande** **haute** **époque** (en **partie** **antique**) auxquels on ajouta les **trophées** de **la** **chasse** de **Gil-**
laume II qui se voulait grand **chasseur** devant les dieux **ger-**
maniques, et **une** **collection** **de** **monnaies** **antiques** qui **font**
aujourd'hui **un** **ensemble** **assez**
complet.

teillages, ~~par~~ inextricables
les jours de grande affluence,
sans parler des ~~autres~~ problèmes
de sécurité qui pouvaient
poser. C'est pourquoi le direc-
teur du patrimoine de la Casse
nationale des monuments histo-
riques et les sites, dont dépend
le Haut-Koenigsbourg, ont ~~l'inten-~~
tion de créer un nouveau circuit
à sens unique qui permet-
tra maintenant, les ~~visites~~ par
un autre itinéraire.

qu'il est, le château du
Haut-Rougembourg, avec ses so-
s-
machouilles, chaussegrottes, son
s-
puits, sa grotte,
fortifiée et surtout, l'admirable
qu'on découvre tri-
haut le grand bastion, attire
toujours la vue des visiteurs.
En en décembre sept cent mille
en 1979 et durant le mois de
derrier, ont quinze mille tou-
ont gravi les pentes qui
en vieux bourg alsacien.
qui se place en deuxième posi-
don que la fréquentation de
de la province, de
de la province, de

[illegible]

Bonaquail, forteresse de dissuasion

Qui, milieu du ~~siècle~~ ~~siècle~~,
vième siècle, ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~
du château ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~
Bonaguil ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ quelques
kilomètres ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ nord-est ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ Fumel,
à la ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ du Lot-et-Garonne ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~
Lot, sur un éperon ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~
séparant deux profondes vallées,
dans leur débâlement, elles
paraissaient abandonnées. Seuls,
quelques promeneurs et quelques
archéologues s'y intéressaient,
aussi, heureusement, Viollet-
le-~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ qui ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ considérait comme
un ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ plus remarquables monu-
ments ~~du~~ ~~du~~ ~~du~~ du patrimoine architectural
de la France.

anglaise ■■ quatorzième ■■
le ■■ ■■ ■■ ruine, ■■
■■ ■■ ■■ ■■ archi-
vées ■■ Bonaguidi disparaîtront ■■
■■ ■■ ■■ ■■ ■■ peut voir
encore ■■ ■■ ■■ les pierres
profondément rouges ravageront
le château. Au ■■ du règne
de Louis XI, l'ouvrage
■■ ■■ ■■ abandon, ■■
seigneurs ■■ (leu, ■■ famille
noble de ■■ Tour, l'avaient
rentré ■■ le domaine ■■
■■ ■■ de Fumel.

En 1469, il devint ■■ propriété
■■ Jean ■■ Roquesfeuil, suppra-

dans le Rouergue,
 on ignore d'ailleurs
 quelles conditions.
 En 1871, le mort de Jean,
 revint à son frère
 ou Béranger, qui possédait
 plus de seigneu-
 ries et avait épousé
 la gouvernante
 du dauphin, le futur Charles VIII.
 Béranger
 guil en une puissante
 militaire, un progrès
 l'épo-
 en 1871 du quinzième

remplacé [] barbacane,
par la porte [] sans son
pont-levis [] trouvait [] laté-
ralement [] en []. La rampe
[] au [] ainsi []
[] tous []

Nous [] qu'à l'in-
térieur de la première []
le dépôt [] renfermait quantité
d'objets et un débris qui ont
permis [] une [] de
quotidienne dans le []

[] plus
autour []
Béranger [] Roquefeuil n'y
qu'en tre []
[] il se mourir []

Contre les paysans ■ le roi de France

c'est-à-dire du village construit sur les bords de la mer, par lequel le roi de France en prenait possession. Le premier château renfermait des vestiges importants : des constructions postérieures, mais aussi le donjon du Tour-Bédout, en forme de poutre de navire dont le plan s'épousait exactement le contour du rocher, mais qui aussi, on l'a fait, servait à renforcer la défense en amorçant ou déviant les projectiles envoyés par l'assiégé. Cette tour, inhabitable, était un symbole de l'autorité seigneuriale ; elle renfermait le trésor et les archives.

Le seigneur ou famille habitant le logis, un bâtiment rectangulaire, était sur deux niveaux, situé à l'ouest non loin des puits creusés dans la cour et qui atteignait à quarante-huit mètres de profondeur. Ce logis subit, par la suite, de nombreuses transformations.

Les premières étaient les tours ou tours enroulées du premier étage sur les pentes de la colline, et des cultures en progression sur la colline.

Durant la période franco-

On a longuement épilogué sur la construction. ■■■■■
même pensé que ■■■■■
folie, une satisfaction gratuite, ■■■■■
sans aucun rapport ■■■■■
réalité; ■■■■■ effet, ■■■■■ vivant ■■■■■
■■■■■ propriétaire, ■■■■■
jamais attaquée; ■■■■■
fois qu'elle surgir ■■■■■
on l'a, ■■■■■ quelque raison, ■■■■■
qualifiés ■■■■■
dissolution. Elle ■■■■■ prouve ■■■■■
■■■■■ plaisir ■■■■■ bien ■■■■■ conflits ■■■■■
avec ■■■■■ voisins, qu'à ■■■■■
■■■■■ révoltes possibles ■■■■■
communautés ■■■■■
■■■■■ lesquelles ■■■■■ relations ■■■■■
parfois difficiles; ■■■■■
peut-être ■■■■■ roi de ■■■■■ lui-même, car on a remarqué que ■■■■■
Béranger ■■■■■ Roquefeuil, ■■■■■
qu'ayant vécu sous ■■■■■ règnes ■■■■■
Charles VIII, Louis XII ■■■■■
François 1^{er} ne prit personnellement, ■■■■■
aucune part ■■■■■ guerres d'Italie ■■■■■
De toute façon, il ■■■■■ de Bonagui ■■■■■
parfaite pour l'époque. Il adopta le plan en ■■■■■
au ■■■■■ siècle, ■■■■■ la fin ■■■■■
quinzième siècle, ■■■■■ une construction ■■■■■
quadrangulaire ■■■■■ quatre ■■■■■
tours et trois ailes réunies ■■■■■
■■■■■ cour, mais ■■■■■ exigences ■■■■■
imposées ■■■■■ le ■■■■■ la conservation ■■■■■
des anciens ■■■■■
de placer ■■■■■ centre ■■■■■

Les tours du pentagone régulier.
 Le donjon symbolique et monumental garni machicolais, il se surmonte d'une guette. A l'angle nord-est fut bâti le « Tour », quatorze mètres de haut, vingt-huit mètres de large avec des murs épais de quatre mètres, qui s'inspirent des tours bretons, avec ses mâchicoulis renversés, sa tour bretonne, sa guette, la question de l'origine.
 Le système défensif le plus perfectionné : le donjon fut armé de l'artillerie légère, les tours étaient plus ou moins certaines tirant en flancement, d'autres à vue directe ; la diversité de leurs formes correspondait à la multiplicité des types d'armes employées.
 L'entrée du donjon au nord était le point le plus fort car c'était là que l'aperon rocher se trouvait, les collines avoisinantes ; elle se faisait par le boulevard qui avait

Les monuments démantelés par leurs visiteurs

(Suite de la page 17.)

trains de la protection. En tant qu'un espace école, empêchant les instructions, on a créé un espace où la ferme toiles de valeur demeure, et les cours des villes échappent les compagnes qui est de disparaître », rap- M. Viard, est celui une réforme est sur la cause d'un « électoralisme », mais les abandonnés, qu'ils pé- les faits de la ab- la lente. Comme les es- le record sur la France bat- temps, celui d'avoir une réali-

habitants... pour vingt-
neuf ans. Le moment
de lutter contre la déce-
ption de ce phénomène »,
selon M. Lesage, chargé mi-
nistère de la direction touristique.
appelant les efforts particuliers
à la construction de lieux
accueillables le plus long-
temps possible par des ma-
tières différentes, plutôt que des ma-
tières trop coûteuses. Mais M. Lesage
ajoute aussi qu'il fallait, pour
éviter le camping sauvage, pré-
voir l'accueil dans les caravanes (« les
campings et les caravanes »)
et même motus, selon lui, «
pour éviter les constructions au
hasard » et que « la politique de
conservation était bonne mais
un peu sensible ». Curieuse
conclusion à l'inquiétude du maître

Les marchands de souvenirs et de cartes postales feraient le même bouffon. Les touristes étaient, tous, à l'écart du site, et pas un plein million, ni un demi-million, à Mont-Saint-Michel ou à la pointe du Raz. De nombreux exemples existent aux Etats-Unis où sur les sites appartenant à l'Etat, et l'industrie du souvenir ne s'en porte pas plus mal.

Les grands centres touristiques ont subi des aménagements qui démentent, là restent, en général, fréquentables, hors saison, par ceux qui ont le goût ou le privilège d'une relative solitude au cœur d'où, il n'y a pas foule, à heures,

l'automne, et où les habitants
ont du mal à s'approvisionner
normalement. La municipalité
m'a demandé de rappeler
M. Grandchamp, d'intervenir
sur la nature des commerces. Je
suis allé à la mairie, quand on
me dit que les locaux n'avaient
pas été prévus pour y installer
des commerces (normaux). Les
commerces, en partie,

« Je ne suis pas un homme politique
pendant vingt ans pour éviter les
destructions. Maintenant, nous
avons des commerces, mais
ce sont des commerces de moins,
c'est une épave qui disparaît
avec les lettres de la ville qui meurt.
Bien sûr, nous avons quelques
habitations, quelques
maisons, mais les plantes, dans
nos quartiers ne sont plus de

75 mn. POUR FAIRE LA MANCHE EN VOITURE.

50 % de réduction pour 60 h en Angleterre.

Tout l'année Townsend Thoresen vous propose une sympathique manière de découvrir l'Angleterre : les minimes, 50 % de réduction sur tous les séjours de 60 h maximum, 20 % sur ceux de 120 h, Calais-Douvres, Le Havre et Cherbourg vers Southampton et Portsmouth. Quand vous embarquez sur un bateau Townsend Thoresen, vous êtes déjà en Angleterre. L'accueil est chaleureux. Les salons confortables et spacieux. Le personnel, réputé pour son amabilité. Bar, restaurant, pont solarium, boutiques hors taxes sont à votre disposition.

Avec Townsend Thoresen, offrez-vous un week-end prolongé en Angleterre.

- Calais-Douvres en 75 mn : la traversée la plus rapide en car-ferry.
- 3 bords aux ultra-modernes.
- 4 routes au départ de 3 ports français : Calais, Cherbourg et Le Havre.
- Jusqu'à 48 traversées par jour.
- Tarif préférentiel basse saison.

TOWNSEND THORESEN
European Ferries

Consultez votre agence de voyages ou votre automobile club ou renvoyez ce coupon pour recevoir notre brochure couleur contenant le détail de nos tarifs et horaires

NOM _____
ADRESSE _____

At. Bd des Capucines - 75002 Paris - Tél : (1) 261.51.75

GSC/STP

... familles, qui ~~ont~~ résidences secondaires en doit affronter, au milieu des touristes, certains jours d'été, qu'il y a. « Nous n'avons plus de forces pour nous défendre », se plaint le maire.

Une politique de reconquête

... toutes, éloigner voitures. C'est ce qu'a tenté le plus haute d'Europe. Saint-Véran dans les Hautes-Alpes, qui réussit à tenir à distance les automobilistes qui prétendaient traverser le kilomètre long de village alpin de caractère et, à raison de deux cinquante par jour, plus loin la chapelle de Claude.

Pour la quinzaine des grands recensés le ministre de l'environnement politique « reconquête » est en Lucien Chabasson, responsable du paysage protégés en a indiqué les grandes lignes : désigner les zones de stationnement et organiser la découverte pédestre ; répondre à l'augmentation du trafic ; aménagements de la voirie ; veiller à l'aménagement mobilier ; négocier avec les commerçants installés sur place.

... commerces, qui y mènent, à travers bois, les piétons.

Mais le tourisme et son équipement laissent des traces profondes dans le paysage. C'est ce que le maire de 1962 a l'évolution des paysages et tenté à désigner « monuments ». Parmi le meilleur il y a le pire.

Même si, la saison, les cercees « ludiques » (restaurants, boîtes à nuit, boutiques de décoration) et de cadeaux, fringues (brocante) n'ont pas personnellement pris dans le paysage, l'image de ces commerces reste loin de la banalité quotidienne souffrant. Et les habitants en souffrent.

« Nous sommes les animaux du zoo, les Indiens de la réserve », raconte Régis Neyret, ancien président de la Renaissance du vieux Lyon, et qui s'avoue partiellement responsable de ce qui s'est passé. « Nous sommes à l'installation la première nuit. Maintenant, il y en a trente, c'est un peu trop. Mais cela rend service à la police d'avoir un ou deux quartiers où on peut surveiller les gens ».

Les quinze ans, le nombre de commerces qu'on a diminués de moitié. C'est les mœurs des pizzerias, les boutiques d'artisanat, ont tendance à fermer à

CHEXBRES altitude 600 m.
LAC LÉMAN

HOTEL DU SIGNAL

— Tranquillité — 3 restaurants.
Piscine couv. 25 x 5 m. Grand parc. Tennis.
7 km demi-pension 427 F.S.

CHEXBRES (S.A.)

**Un Monde
en un
Seul
Pays**

L'AFRIQUE DU SUD


**Authentiquement
EXOTIQUE
Bionnement
VARIÉE
Remarquablement
AVANTAGEUSE
Profondément
HOSPITALIÈRE
et si
ENRICHISSANTE**

Prestations touristes* 7 jours
à partir de

F1750

par personne au départ de
Paris accompagnée avec un
léger supplément.
Renseignez-vous auprès de
votre agent de voyages.
Documentation complète en
consultant votre guide de voyage.

**Bureau du
Tourisme
Sud-Africain**



9 Boulevard de la Madeleine,
75000 Paris.
Tél. 261-6290.
N° 01 230090

هكذا من الأصل

Hippisme

MÉSENTENTE(S) CORDIALE(S)

Traiteurs et livraisons à domicile

GUY, plats brésiliens auth. à em-
porter, 6, r. Mabillon, ☎ 354-87-61.

هكذا من الأهل

Vendredi 17 octobre

Vendredi 17 oct

Samedi 1

8 octobre Di

dimanche 19 octobre

MADE IN JAPAN - PARIS

		ANNONCES ENCADRÉES	
	Le m/m col.	Le m/m col.	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	8,00	8,00
IMMOBILIER	59,00	25,00	29,40
AUTOMOBILES	59,00	25,00	29,40
AGENDA	105,00	25,00	29,40
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00		

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,00
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

fonctions commerciales. fonctions commerciales

Jeunes Commerciaux

Aidez les chefs d'entreprise à financer leurs investissements

L'UFB-LOCABAIL est un établissement financier spécialisé dans le financement à court et moyen terme des investissements des petites et moyennes entreprises.

De niveau BAC + 2 années d'études supérieures (commerciales, comptables, juridiques) les JEUNES COMMERCIAUX que nous recrutons ont en outre une bonne disponibilité géographique, une bonne maîtrise de l'esprit d'analyse.

Après une période de formation technique et pratique de 3 mois (produits - méthodes - gestion du risque), ils feront partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des MISSIONS DE REMPLACEMENT OU DE RENFORCEMENT auprès de nos clients.

Leur rôle sera de CONSEILLER ou de VENDRE la meilleure formule de financement (en crédit ou leasing) aux responsables d'entreprises.

Pour ces postes formateurs et évolutifs, l'UFB-LOCABAIL offre un salaire motivant + primes + intéressement, de sécurité sociale et le remboursement des frais.



Merci d'adresser (avec C.V. et photo) vos réactions à :

compagnie bancaire
Service Orientation - 100 rue de la République
F, 75001 PARIS

Importante société construction électrique - Paris Directeur commercial adjoint

En relation avec une société de Directeur Commercial avec lequel il partagera la responsabilité de l'administration et de la gestion des services commerciaux, il lui sera plus particulièrement confié l'animation de la force de vente d'ingénieurs et techniciens et le suivi ponctuel de la clientèle.

Après avoir obtenu un diplôme de formation supérieure, expérimenté, ayant le goût du terrain et de bonnes qualités d'administrateur, il devra justifier d'une expérience préalable de « commercial » d'au moins cinq ans, acquise de préférence dans le secteur industriel.

Pour informations et envoi de candidature, adresser à :
claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cedex 15
Réponse et discrétion absolue assurées.

Filiale Régie Renault

RECHERCHE

INGÉNIEURS TECHNO-COMMERCIAUX

PARIS, L'EST ET LE NORD

Les candidats rencontreront des hommes de terrain dynamiques, organisés, expérimentés et à l'écoute de la clientèle. Ils devront être capables de prendre la responsabilité du développement commercial et géographique ou professionnel.

Ils devront être capables de guider nos agents.

Adresser C.V. détaillé et photo à : J.F. 27, Hameau Godlette 91650 Breuilleville

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

pour une de ses filiales dans la Région Parisienne

1 COLLABORATEUR COMMERCIAL

Formation Ecole de Commerce

POUR LA VENTE DE PRESTATIONS DE SERVICES CONCERNANT LE CHAUFFAGE DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT COLLECTIF

Qualités d'organisation et d'autonomie sont nécessaires.

Situation stable pouvant dans l'avenir offrir des possibilités variées d'évolution pour un homme ambitieux et dynamique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et 3 photos à : CONTESSÉ
Publicité 20, av. d'Alsace 75001 Paris 01, qui tr.

BANQUE PRIVÉE

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE BANCAIRE

recherche

UN CADRE

POUR SON DÉPARTEMENT « PARTICULIER »

SON TRAVAIL :

- Agir et contrôler les équipes des départements ;
- Acquiescer des nouveaux produits ;
- Affiner des techniques de vente.

Il collaborera à la politique générale de la banque et des particuliers.

SA FORMATION :

- La candidate a fait une école supérieure ou universitaire ;
- Il a de préférence une connaissance des problèmes de la vente ;
- Il est dynamique et actif et veut être jugé sur ses résultats.

Adresser : manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
REGIE PRESSE
N° 2 022.836 M. 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

International

N° 1 MONDIAL SUR LE MARCHÉ DE L'OFFSET (300.000 millions dans le monde) et spécialiste des systèmes de reproduction à haut rendement C.A. 110 millions - 11 succursales 120 employés S.A.V.

recrute dans le cadre de son expansion (+ 20% par an)

2 Ingénieurs Commerciaux

PARIS - AMIENS - NANCY - METZ ET LYON

Les candidats doivent : avoir une expérience dans le domaine de matériel d'offset ou la reprographie ; être âgés de 25 à 35 ans environ.

Si vous désirez une mission précise sur le terrain, le poste et le plan de carrière proposés, faites simplement parvenir votre carte de visite en précisant référence à E. 8012 - sans aucun autre courrier ou téléphonez vos coordonnées à Colette BERNARD

EXPERIENCE

100 rue d'Anjou 75008 Paris Tél. 286.30.47

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

TECHNO-COMMERCIAL

pour vente de matériel médical et optique à l'étranger.

Le candidat doit être : dynamique, expérimenté, capable de déplacements, avoir une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer C.V. et photo à :
M. DREVET, 14-16, rue de la Baume, 75008 Paris.

NATIONAL SEMI-CONDUCTEUR

Fontenay-aux-Roses recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

connaissances et systèmes concrets et réalistes. Diplômes grandes écoles, BTS, AT, électroniques.

+ Intéressement + fonction + position

Env. candidature manuscrite + C.V. + photo + prétentions. Ne pas téléphoner.

pour commercialisation projet de construct. exclus.

ÉLÉMENT

connaissant bien l'immobilier. Ecr. à T. 022.224 M. Rég. Prépa 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

demandes d'emploi

Homme, 27 ans, cherche emploi commercial. Bénévoles et volontaires. Voyages rég. Bén. Ouest. Etude toutes propositions. Ecr. H.B., B.P. 79, 46003 CAHORS.

IMPLANTER ou DÉVELOPPER VOS VENTES à l'ÉTRANGER

PARIS - REG. PAR. FRANCE par commercial 32 ans. 9 ans de références au plus haut niveau industriel. Ecr. à LTP, 31, boul. Seine-Nouvelle, 75203 Paris, s/réf. RJ.

ANNONCES TELEPHONÉES

296-15-01

GFC

Groupement Français des Conseils - 350, rue de Vaugrand 75015 Paris

direction des ventes

produits industriels

160/200.000 Fan

Importante filiale industrielle d'un groupe international, leader européen dans notre domaine, nous recherchons le responsable commercial qui prendra en charge le développement de nos activités sur un territoire comprenant l'île de France et plusieurs départements voisins. Il animera et coordonnera nos technico-commerciaux en rapport avec une clientèle technique et d'importance prescriptive. Il devra, de plus, lui-même, assurer les relations avec la clientèle.

Ce poste conviendrait à un ingénieur (diplômé ou maître autodidacte) ayant une expérience confirmée dans le secteur de produits industriels et l'animation d'équipe technico-commerciale.

La maîtrise de l'Allemand est souhaitable, celle de l'Anglais pourrait suffire.

Siège : Paris

Envoyez votre CV avec réf. à M. AK avec demande de DTG chargée de la sélection. Écrivez sans timbre et répondez s'il vous plaît.

diplômés d'études supérieures commerciales débutants HF

GERVAIS DANONE FRANCE, 470 personnes, 1,8 MD de C.A., est leader en France du marché des produits laitiers frais (fromages frais, yaourts, desserts), marché qui progresse de près de 10% par an. Par son professionnalisme reconnu, sa politique de développement, la richesse de ses ressources humaines, cette société est un vivier de compétences utiles au développement international du Groupe BSN-Gervais Danone.

Afin de préparer l'avenir, Gervais Danone France recherche plusieurs diplômés d'études supérieures commerciales ou de gestion (Bac + 4 minimum) ayant déjà effectué des stages commerciaux.

Ils acquerront une expérience sur le terrain dans l'une des premières écoles de vente en France. Après quelques mois de formation, nommés dans les villes de province, ils animeront une équipe de vente de 4 ou 5 personnes. Dans un contexte très concurrentiel, ils auront eux-mêmes à promouvoir avec le soutien du long terme les produits Gervais Danone auprès de la grande distribution.

Ces postes offrent des possibilités d'évolution tant dans la fonction commerciale que dans d'autres fonctions.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sans réf. JC 20 MV, à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone.

les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs. Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés. Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.

Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues dans un format identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « nouveaux vendeurs ». C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le « niveau Monde ». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ? **FONCTIONS COMMERCIALES**

Ses annonceurs ? Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde (daté samedi)

DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

مكاتب التوظيف

Le son

هكذا من الأصل

AFFAIRES

MARCHÉ COMMUN

Le sort de Manufrance

Lyon. — Est-ce le bout du tunnel ? La Société nouvelle Manufrance sera-t-elle sauvée « in extremis » par l'arrivée providentielle de capitaux privés suisses ? Les prochaines heures, permettront aux observateurs de se faire une idée plus précise d'un dossier aux mille facettes. Une fois levée l'hypothèque de l'engagement financier des investisseurs « suisses », il

De notre correspondant régional

restera à découvrir les véritables intentions de ces financiers anonymes.

S'agit-il uniquement d'une opération immobilière fructueuse à partir d'une possible modification du plan d'occupation des sols de Saint-Etienne ? Le maire, M. Sanguedolce, ne le pense pas. De son

côté, tout comme du côté des syndicats de l'entreprise, le sentiment dominant reste la méfiance.

La C.G.T. lance, pour sa part, un mot d'ordre national : Saint-Etienne devrait être, samedi 18 octobre, un des points marquants de la rentrée sociale. Non sans interférences politiques. M. Marchais sera présent, les socialistes de la région ont également été invités à se déplacer.

L'heure de vérité

Le président du tribunal de commerce de Saint-Etienne M. Boutrand, ne cache pas son « impatience ». Il avait fixé une date limite : le vendredi 17 octobre. C'est ce jour-là que l'« argent suisse » devait être sur la table. En fait, cet ultime délai sera peut-être prolongé jusqu'au lundi 20, jour de la réunion d'une nouvelle assemblée générale des actionnaires de la S.N.M. Ces derniers (Macif, Equitas, Comité d'expansion de la Loire, Fabis) sauront qui leur succédera. Une nouvelle assemblée constituée par M. Claude Dutilleul, administrateur provisoire, entraînerait à coup sûr le dépôt de bilan.

Au cours d'une réunion qui s'est tenue mardi 14 octobre à Paris, on a beaucoup parlé sur le terrain juridique. Avec les mêmes personnages ou leurs représentants : les syndics de l'ancienne société, MM. Bernard Tapie et Jean-Claude Dumas et M. Marius Boutrand. Les banquiers suisses et leur mystérieux commanditaire ne veulent pas être « piégés » après leur engagement financier par des interprétations restrictives du contrat de location-gérance qui régit les rapports entre l'ancienne et la nouvelle société Manufrance. Ils veulent être assurés que la cession des actifs sera bien opérée au prix fixé de 100 millions de francs en juin 1980, que les hypothèques de l'ancienne société seront bien levées au même moment, que cette même société disparaîtra puisque ne disposant plus d'actifs. Les investisseurs suisses veulent opposer à leur exigence la volonté ferme du tribunal de commerce d'obtenir au plus tôt le blocage de 70 millions de francs sur un compte bloqué en France. Ce premier apport devrait être présenté comme un « acompte » sur les 300 millions de francs promis. Quelles que soient les acrobaties juridiques-financières, Manufrance n'a plus beaucoup de temps pour se mettre à l'heure suisse. Les manœuvres dilatoires de MM. Tapie ou Dumas arrivent à leur terme.

On a pu croire, d'autre part, que la bataille des deux « sauveurs » pourrait cacher une simple manœuvre de financiers avant tout intéressés par la réalisation d'une opération immobilière sur les 5 hectares du cours Fauriel. « Pas si simple », répond M. Sanguedolce, le maire communiste de la ville. La zone n'est pas constructible dans l'état actuel du plan d'occupation des sols. De plus, aucune démarche officielle n'a été entreprise auprès de notre municipalité pour obtenir sa modification. Il est cependant exact de dire que nous sommes prêts à étudier la question, si deux conditions sont impérativement réunies : la poursuite des activités industrielles de Manufrance sur le territoire de la commune et notamment sur le terrain de Molins ; le maintien de l'emploi.

Dans l'hypothèse où, à moyen terme, la modification du POS interviendrait, il n'apparaît cependant pas que son rapport financier corresponde aux 300 millions de francs investis dans l'entreprise Manufrance : « 50 millions au plus », estime le maire, qui calcule que les terrains dégagés ne permettraient la construction que de mille logements de luxe. M. Bruno Venin, adjoint socialiste et ancien administrateur de Manufrance, précise, pour sa part, que « le marché de l'immobilier de luxe n'est, à Saint-Etienne, que de l'ordre d'une centaine d'appartements

VERS UN SOMMET EUROPEEN DES CONSTRUCTEURS D'AUTOMOBILES

Les constructeurs d'automobiles japonais ont accepté une invitation des constructeurs de la Communauté européenne à participer à une conférence au sommet sur l'augmentation des exportations de voitures japonaises vers la C.E.E. a indiqué, le 16 octobre à Tokyo, un porte-parole de l'Association nipponne des constructeurs d'automobiles.

Participeraient à cette réunion : du côté européen, Volkswagen, Renault, Peugeot, British Leyland, Fiat et Alfa Romeo et, du côté japonais, Toyota, Nissan et Honda. Aucune date n'aurait encore été arrêtée, mais on pense à Tokyo que la réunion aurait lieu avant la fin de l'année. — (A.F.P., A.P.)

● La société indienne Maruti, fondée par Sanjay Gandhi (ils du premier ministre indien) buté dans un accident d'avion, pour réaliser une petite voiture populaire, va être placée sous contrôle de l'Etat, a annoncé, le 14 octobre, une ordonnance présidentielle. La société Maruti avait été mise en liquidation en raison d'un endettement. — (U.P.I.)



Daniel Janssen, Président du Comité Exécutif d'UCB, Bruxelles.

UCB a actuellement plus de 50 centres de production et de distribution à travers l'Europe, Monsieur Janssen, où voyez-vous l'expansion à l'avenir ?

Pour beaucoup de nos produits, certains pays en dehors de l'Europe occidentale présentent aussi des marchés potentiels importants : l'Amérique du Nord et du Sud, le Sud-Est Asiatique, en particulier.

Comment vous tenez-vous au courant des situations économiques locales et de l'état des marchés potentiels dans ces parties du monde ?

Ma source principale d'information quotidienne ? Je lis le Financial Times.

FINANCIAL TIMES

Europe's Business Newspaper

Le Financial Times est imprimé en facsimilé à Francfort depuis janvier 1979. Cette édition internationale est maintenant disponible en kiosque en France depuis le 2 juin 1980.

LES ALLEMANDS RÉAFFIRMENT LEUR OPPOSITION A UNE LIMITATION AUTORITAIRE DE LA PRODUCTION EUROPÉENNE D'AGIER

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le comité consultatif de la C.E.C.A., qui rassemble les représentants des sidérurgies, des utilisateurs, des syndicats et de la Commission, s'est prononcé le jeudi 16 octobre en faveur de la proposition de la Commission de déclencher « l'état de crise manifeste », c'est-à-dire, en particulier, de continuer la production. L'avis favorable a été acquis par 47 voix pour, 19 contre (l'ensemble Allemand) et 3 abstentions (les représentants des travailleurs français).

Ainsi, l'hostilité des Allemands au « plan anti-crise » autoritaire se renforce et hypothèque les chances de réussite de l'opération. Outre le fait que, d'ici le 22 octobre, Bonn peut opposer à celle-ci un veto en invoquant ses « intérêts essentiels », l'absence de collaboration des autorités fédérales et des producteurs rendrait très problématique l'application du plan.

Une telle politique ne correspond pas à notre conception de l'économie. Jusqu'ici, la gestion de la crise reposait sur la coopération volontaire des entreprises et permettait de solder de six à dix jours de la Commission constitue un

normal du marché. La proposition d'un changement radical, qui libère les producteurs de leurs responsabilités et vise à remplacer le mécanisme volontaire en vigueur par un dirigisme bureaucratique et dangereux, a déclaré un porte-parole des producteurs allemands.

M. Davidson, commissaire chargé de la politique industrielle, s'est élevé contre ces propos, reprochant implicitement aux industriels allemands d'avoir modifié leur position après que Bonn ait réagi très négativement à l'égard de l'initiative de la Commission. La proposition de celle-ci, a-t-il souligné, ne constitue en aucune manière un changement radical par rapport à la politique antérieurement suivie. — (A.F.P.)

Veuillez m'adresser à titre gracieux quelques exemplaires du Financial Times ainsi que vos conditions d'abonnement

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____

Tél. _____ Télex _____
Activité de votre société _____ CODE LM7

Financial Times (Europe) Limited,
Centre d'Affaires le Louvre, 168 rue de Rivoli -
75044 Paris Cedex 01.

LA GOUTTE-D'OR AU PLUS OFFRANT...

TRANSPORTS

● **O.A.C.I. :** M. Kotait réélu président. — Le conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a réélu

JEAN PERRIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**HOMMES
FORTS**
BIEN MARIÉS
A DES PRIX
RAISONNABLES, CHEZ
RAFAL3
15, place du Havre
face gare St-Lazare



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 30 SEPTEMBRE 1980

	C.I.P.	A.G.P.I.M.O.	A.G.P. 8000 80 % minimum en actions françaises (1)	A.G.P. Interfonds
Nombres d'actions au 30 septembre 1980 (actions de 100 F nominal)	688 283	1 583 302	584 936	353 272
Actif net par action	544,47	303,32	195,97	
Actif net total	374 746 236,22	478 063 738,29	114 626 633,29	79 098 012,92
Répartition de l'actif (en pourcentage)):				
— Disponible	3,97	1,78	0,02	1,28
— Obligations françaises	36,93	34,80	33,97	40,82
— Obligations étrangères	4,82	—	—	48,34
— Actions françaises	18,16	59,37	62,71	1,66
— Actions étrangères	36,13	4,13	4,00	—
Rappel :				
— Actif par action au 1 ^{er} janv. 1979	319,34	319,00	124,40	
— Dividende par action de 100 F complet				Ouverture au public
— Montant net et avoir fiscal	19,64 + 2,75	16 + 0,82	8,99 + 1,98	16 18 juv 1980
— Date de paiement	10 avril 1980	10 avril 1980	10 avril 1980	

Souscriptions. — Services administratifs : 87, rue de Richelieu, 75002 Paris, ou :
Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS.

(1) Loi du 14 juillet 1978.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
17 OCTOBRE

Tassement

Après trois séances consécutives de hausse, la semaine s'achève sur une note hésitante. L'indicateur de tendance termine à environ - 0.20 %.

Le marché a été égayé par les résultats de la balance commerciale pour le mois de septembre, qui ne traduisent pas d'amélioration de la situation des comptes extérieurs de la France. Cette note pessimiste, conjuguée avec la baisse de Wall-Street, a entraîné certaines ventes bénéficiaires.

Les valeurs pétrolières, qui avaient le plus monté ces derniers temps, sont les plus touchées. Esso perd 2.93 %, Elf-Aquitaine 0.66 %, C.F.P. 0.70 %, Norik Hydro 1.32 %, Elf-Gabon subit un nouveau recul de 4.67 %.

Parmi les autres baisses sensibles, on note D.M.C. (— 4.5 %), qui casse son plus bas de l'année, Laboratoire Oger (— 3.11 %), (— 3.5 %), Sidic (— 2.5 %), Générale de fonderie (— 2.5 %), Guyenne-Cascogne (— 2.5 %), Rhône-Poulenc (— 1.9 %).

Les écarts à la hausse les plus importants sont enregistrés sur Alsthom-Atlantique (+ 7,7 %), qui devrait bénéficier des importants contrats signés avec la Chine, Fives-Lille (+ 7,2 %). SCOA (+ 5,3 %), Alsacienne de Supermarchés (+ 5 %), Primagas (+ 4,8 %), Auxiliaire d'entreprise (+ 4,7 %).

Aux étrangers, on remarque la baisse de Hoechst (— 426 %). A Londres, les cours de l'or fléchissent (667,75 dollars contre 674 dollars), tandis qu'à Paris le napoléon gagne 4,80 francs à 799,90 francs et le lingot 1 500 francs à 92 495 francs. L'emprunt % 1973 progresse légèrement à 10 150 francs.

A noter la suspension de cotisation de l'omnium de participation internationale (ex-Prénatal). Paribas, principal actionnaire de la société, entend la faire absorber par sa holding.

Taux du marché monétaire
Effets privés du 17/10 11 ... %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUS-
SON — Sous le patronage

de l'exercice en cours, le bénéfice avant impôt, provisions et amortissements de la société mère s'est élevé à 388 millions de francs (contre 360 millions en 1979). Le résultat comprend 248 millions de francs de revenus de portefeuille (contre 153 millions en 1979).

MATRA. — Le résultat net semestriel de la maison mère (qui ne prend en compte l'activité de son immobilisée filiale depuis le 1^{er} janvier 1980) se monte à 82,8 millions de francs, en progrès de 11 %.

Le bilan de la société assésible générale extraordinaire va être convoquée pour approuver l'apport à Matra de quatre-vingt-dix mille actions de capital à 100 francs par action, mentionnées de capital à payer de

NORSK HYDRO. — Les dirigeants de la société espèrent maintenir les bénéfices au niveau de ceux dégagés durant l'exercice 1979-1980. Les perspectives de développement de l'activité pétrolière au large du Nord s'annoncent favorablement. En revanche, les investissements ont subi de sérieux retards dans le secteur de la pétrochimie, qui connaît des difficultés (à l'exception de l'ammoniac) depuis le milieu du dernier exercice.

S.K.F. — Le groupe suédois s'apprête à acquérir la totalité du capital de sa filiale française S.K.F.CAM, dont la cotation a été

SIMCO. — Le montant des loyers encaissés par la société au cours du troisième trimestre de l'année 1980 s'élève à 29,2 millions de francs (contre 25,6 millions au troisième trimestre).

SOCIÉTÉ D'APPLICATIONS HYDRAULIQUES. — Pour l'exercice clos le 30 juin 1980, le résultat net ressort à 20,469 millions de francs, en

MANUEHIN. — Pour le premier semestre, les résultats avant amortissements, provisions et impôts se montent à 38,4 millions de francs (contre 47,5 millions).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)
15 oct. 16 oct.

Valeurs françaises ..	112,5	113,1
Valeurs étrangères ..	123,3	124,1
Cis des AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	115	116

COURS DU DOLLAR A TOKYO

NEW-YORK

Abstract

Reflux

Après trois séances consécutives de hausse, le marché s'est redressé. L'indice Dow Jones a gagné 10 points, les obligations terminent à 178 (- 13,74).

Wall Street avait pourtant entamé la journée en hausse. Dans l'atmosphère très active, le sentiment optimiste était alors alimenté par la publication de statistiques positives pour le mois de septembre. Les ventes bénéficiaires ont fortement pesé pendant la dernière heure de cotation après qu'un économiste du premier plan, Henry Kaufman, ait déclaré que les taux d'intérêt augmenteraient pendant la fin de l'année et que la lutte contre l'in-

ne démontre que des résultats
se repli a affecté principalement
secteurs de l'automobile,
leaux précieux, de l'informati-
la haute technologie et
proles.

Parallèlement les valeurs les plus
on, note Union Oil, de
nia (- 3 1/4 à 47 1/4), Ro-
3 3/8 à 37 1/2). Hommes
(- 4 & 52).

En revanche, Pullman, égale
de 100 à 100, et Teleprompter, l'une
des plus actives de la séance
1/8 à 34 1/2.

Sur total, les baisses (1 025 ont

VALEURS	COURS (5/10)	CO 16.
.....	76 ..	72

.....	50 1/8	51
.....	51 1/8	51
.....	48 7/8	27
.....	43 3/4	43
.....	44 1/2	43
.....	71 3/8	70
.....	79 3/8	78
.....	70 3/8	

.....	27 3/8	25
ral Electric.....	54	54
ral Foods.....	29 3/8	20
ral Motors.....	61 1/4	60
tyear.....	16 3/8	16
.....	70 1/4	68

.....	70 1/4	81
.....	31 3/4	31
Securti	32 5/8	32
Oil	80 1/2	76
.....	47 1/8	46
.....	108 5/8	108
.....	39 1/8	39
.....	17 7/8	17
.....	43 3/8	45

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)		
	15 oct.	18 oct.
Valeurs françaises ..	112,5	113,1
Valeurs étrangères ..	123,2	124,1
C/o DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	115	116

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	16/10	17/10
1 dollar (cu yens)...	207 30	208 20

General Electric.....	27 3/8	28
General Foods.....	54	64
General Foods.....	39 3/8	39

General Motors	51 1/4	58
Hyundai	16 3/8	16
Jeep	70 1/4	66
Kia	31 3/4	31
Lincoln	22 5/8	22
Mercedes	88 1/2	70
Oil	47 1/8	45
Pontiac	185 5/8	185
Subaru	39 1/8	39
Tacoma	17 7/8	17
Toyota	43 3/8	45
Volkswagen	39 1/8	39
Volvo	43 3/8	45

1. Inc.	17 7/8	17
2 Carbide	42 3/8	46

Steel	22 3/4	22
Highway	28 3/8	28
1	55 5/8	55

BOURSE DE PARIS - 17 OCTOBRE - COMPTANT

Source	Number	Source	Number	Source	Number

VALEURS		VALEURS		VALEURS	
%	du cent	précéd.	cours	précéd.	cours
%	%				
41 80	8 140				
10 50	3 950				
20 40	3 720				
30 30	3 590				
40 20	3 460				
50 10	3 330				
60 00	3 200				
70 00	3 070				
80 00	2 940				
90 00	2 810				
100 00	2 680				
110 00	2 550				
120 00	2 420				
130 00	2 290				
140 00	2 160				
150 00	2 030				
160 00	1 900				
170 00	1 770				
180 00	1 640				
190 00	1 510				
200 00	1 380				
210 00	1 250				
220 00	1 120				
230 00	990				
240 00	860				
250 00	730				
260 00	600				
270 00	470				
280 00	340				
290 00	210				
300 00	80				
310 00	0				
320 00	0				
330 00	0				
340 00	0				
350 00	0				
360 00	0				
370 00	0				
380 00	0				
390 00	0				
400 00	0				
410 00	0				
420 00	0				
430 00	0				
440 00	0				
450 00	0				
460 00	0				
470 00	0				
480 00	0				
490 00	0				
500 00	0				
510 00	0				
520 00	0				
530 00	0				
540 00	0				
550 00	0				
560 00	0				
570 00	0				
580 00	0				
590 00	0				
600 00	0				
610 00	0				
620 00	0				
630 00	0				
640 00	0				
650 00	0				
660 00	0				
670 00	0				
680 00	0				
690 00	0				
700 00	0				
710 00	0				
720 00	0				
730 00	0				
740 00	0				
750 00	0				
760 00	0				
770 00	0				
780 00	0				
790 00	0				
800 00	0				
810 00	0				
820 00	0				
830 00	0				
840 00	0				
850 00	0				
860 00	0				
870 00	0				
880 00	0				
890 00	0				
900 00	0				
910 00	0				
920 00	0				
930 00	0				
940 00	0				
950 00	0				
960 00	0				
970 00	0				
980 00	0				
990 00	0				
1000 00	0				

MARCHÉ A TERME

Les valeurs. Elles sont corrigées des le weekend, dans la première édition.						Cette liste, mise de nouvelles fois par jour, résume les derniers cours de l'après-midi.											
Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2683	4.4. 1973.	2530	2524	2525	2526	1124	El-Agoutine	1368	1365	1357	1358	196	Bank. Mex.	210	205	200	210 98
2470	A.C.R.E. 3 %	3354	3349	3344	3346	1125	— (nord-est)	1368	1365	1357	1358	197	— (nord-est)	210	205	200	210 98
2684	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1126	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	198	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2685	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1127	E. S. S. S. S.	1368	1365	1357	1358	199	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2686	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1128	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	200	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2687	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1129	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	201	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2688	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1130	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	202	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2689	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1131	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	203	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2690	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1132	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	204	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2691	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1133	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	205	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2692	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1134	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	206	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2693	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1135	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	207	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2694	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1136	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	208	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2695	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1137	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	209	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2696	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1138	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	210	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2697	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1139	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	211	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2698	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1140	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	212	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2699	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1141	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	213	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2700	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1142	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	214	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2701	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1143	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	215	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2702	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1144	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	216	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2703	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1145	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	217	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2704	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1146	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	218	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2705	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1147	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	219	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2706	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1148	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	220	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2707	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1149	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	221	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2708	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1150	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	222	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2709	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1151	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	223	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2710	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1152	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	224	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2711	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1153	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	225	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2712	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1154	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	226	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2713	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1155	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	227	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2714	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1156	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	228	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2715	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1157	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	229	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2716	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1158	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	230	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2717	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1159	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	231	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2718	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1160	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	232	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2719	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1161	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	233	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2720	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1162	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	234	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2721	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1163	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	235	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2722	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1164	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	236	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2723	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1165	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	237	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2724	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1166	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	238	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2725	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1167	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	239	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2726	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1168	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	240	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2727	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1169	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	241	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2728	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1170	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	242	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2729	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1171	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	243	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2730	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1172	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	244	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2731	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1173	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	245	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2732	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1174	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	246	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2733	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1175	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	247	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2734	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1176	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	248	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2735	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1177	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	249	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2736	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1178	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	250	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2737	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1179	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	251	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2738	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1180	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	252	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2739	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1181	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	253	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2740	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1182	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	254	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2741	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1183	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	255	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2742	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1184	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	256	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2743	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1185	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	257	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2744	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1186	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	258	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2745	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1187	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	259	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2746	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1188	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	260	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2747	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1189	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	261	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2748	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1190	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	262	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2749	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1191	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	263	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2750	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1192	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	264	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2751	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1193	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	265	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2752	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1194	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	266	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2753	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1195	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	267	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2754	Ch. de Fer	3349	3345	3340	3342	1196	— (sud-est)	1368	1365	1357	1358	268	— (sud-est)	210	205	200	210 98
2755	Ch. de Fer	3349	3345														

2	20	201	200	10	15	50	Sacaton	13	20	13	20	13	30	13	45
3	-	203	200	..	174		Sade	168		168		168		168	
4	-	606	603	-	1000		Sagum	1010		1010		1010		1010	

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. UNE CIVILISATION À CIVILISER : « Les degrés de la douceur », par Yves Florenne; « La tendresse et l'objection », par Gabriel Matzneff; « Les revirements », par Élie Gubey; « Vous avez dit analphabètes? », par Claude Carpentier.
- ÉTRANGER**
3. PROCHE-ORIENT : LE CONFLIT IRANO-IRAKIEN.
- 4-5. EUROPE : LA SITUATION EN POLOGNE; 6-8. DIPLOMATIE : LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING EN CHINE.
- POLITIQUE**
9. La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
10. Selon M. Barre, M. Poniatowski bénéficierait d'une immunité parlementaire permanente.
- SOCIÉTÉ**
- 11-12. LES SUITES DE L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC.
14. CATASTROPHES : après le séisme en Algérie.
15. EDUCATION : les projets de M. Baillou pour 1981.
20. SPORTS
- LOISIRS ET TOURISME**
17. CHOCS D'AUJOURD'HUI : à la conférence de Manille, le tourisme, passeport pour la paix ou nouvelle arme économique? Voyages organisés dans les ksars tunisiens : village violé.
18. Un sociologue s'interroge : « Voyager, de nos jours, c'est quoi? », par Marc Laplanche.
19. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, les artisans sortent de l'isolement.
- 21 à 24. Philatélie : Hippisme; Plaisirs de la table; Jeux.
- CULTURE**
25. MUSIQUE : CINÉMA : les Chemins de la mort et la Conquête de Zanzibar.
26. THÉÂTRE : le Cœur sur la main.
- ÉCONOMIE**
34. EMPLOI : « Le chômage au quotidien » (III), par Michel Castaigne.
35. AFFAIRES : le sort de Manufrance.
36. RÉGIONS : Ile-de-France : la Goutte d'Or ou plus souvent.

RADIO-TELEVISION (28)

INFORMATIONS - SERVICES - (16)

Documentation; Météorologie; « Journal officiel »; Loto.

Mots croisés (24); Annonces classées (30 à 32); Carnet (29); Programmes spectacles (27-28); Bourses (37).

Le numéro du « Monde » daté 17 octobre 1980 a été tiré à 547 945 exemplaires.

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

HALOGENES
LAMPES ABAT-JOUR
ÉCLAIRAGES POUR
TABLEAUX
SPOTS

READY-MADE LUMIÈRE

35-40, rue Jacob, 75006 PARIS
260-09-01

Votre bibliothèque à colonnades

170 combinaisons différentes
Demandez notre documentation LM gratuite
modèles déposés

Restaurée d'urgence
RÉNOUVOY
accroche murale
et table

200 modèles
de colonnades

paringer

PARIS : 121, rue du Commerce-Midi
(angle rue de Montmartre)
75006 Paris tél. (1) 222-22 08

PARIS : 12, rue de la Chaise 75007 • 6, rue de Varenne 75007 Paris
LYON : 89, rue Bellecombe 69003 Lyon Tél. (7) 354 68 16

ÉLECTION CANTONALE DANS LE VAL-DE-MARNE

Le porte-parole de l'Élysée affronte un candidat unique de la gauche

Les électeurs du canton de Boissy-Saint-Leger-Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) sont appelés à élire, dimanche 19 octobre, le successeur de Francis Campusan (P.S.), décédé. Le préfet, M. Louis Lalanne, ayant annoncé les dates du scrutin le 1^{er} octobre, soit cinq jours seulement après la mort de M. Campusan, la majorité de gauche du conseil général a vu dans cette « précipitation » une manœuvre électorale. À la préfecture, on fait remarquer, outre la parfaite légalité de la décision, que le calendrier n'aurait aucune possibilité avant le 7 décembre, alors que les travaux du conseil général sur le budget commencent le 20 octobre. Enfin, après l'affaire de Fontenay, et bien que la situation soit moins « explosive », cette célérité est censée éviter tout envenimement de la campagne.

Six candidats sont en lice : Mme Catherine Bonnet (Val-de-Marne Ecologie), M. Jean-Michel Polier, maire de Sucy-en-Brie, porte-parole de l'Élysée (U.D.F.); Jean-Pierre Girault, conseiller municipal de Boissy-Saint-Leger (Fédération des élus autogestionnaires); Roger Guil-

lemard, maire de Boissy, P.S., soutenu par le P.C. et le M.R.G.; Gérard Broussais (R.P.R.) et Roger Houdry (Front de police). Le P.C. qui détient la présidence du conseil général en la personne de M. Michel Germa, a décidé de faire du maire socialiste de Boissy-Saint-Leger, un candidat d'union des le premier tour. Les socialistes ont approuvé cette décision dans l'Humanité. Certains auraient préféré la présence d'un candidat du P.C. au premier tour pour mobiliser l'électorat. Quoi qu'il en soit, le P.S. reconnaît que le P.C. « joue le jeu » : tracts affichés, participation de M. Germa et Maxime Kalmay, député de la circonscription, à un meeting unitaire, le jeudi 16 octobre.

Tentant de retrouver le siège qu'il avait perdu aux élections cantonales de mars 1976 par 5 770 voix contre 5 831 à Francis Campusan, M. Polier doit faire face à un R.P.R. Le parti de M. Chirac semble vouloir évaluer ses chances de reprendre le contrôle de la municipalité de Boissy-Saint-Leger et voit dans ce scrutin l'occasion de faire un sondage « grandeur nature ». — P. G.

Ancien directeur du service de presse du Quai d'Orsay

M. PIERRE BARADUC EST MORT

M. Pierre Baraduc, ministre plénipotentiaire, commandeur de la Légion d'honneur, est décédé, le 16 octobre, à l'âge de soixante-cinq ans.

Après avoir été en poste à Prague, à Varsovie, à Lisbonne, à l'administration centrale des affaires étrangères, tant à Alger, pendant la guerre, qu'à Paris, à Rabat, il avait été secrétaire général du protectorat, et à l'OTAN, Pierre Baraduc était devenu, en 1955, directeur du service d'information et de presse du Quai d'Orsay. Il devait conserver ce poste pendant sept ans, avant d'être nommé conseiller diplomatique du gouvernement.

Candidat malheureux à la députation en 1957, sous l'étiquette M.R.P., il était, depuis 1971, maire adjoint de Châtellain-Guyon. De toutes les directions du ministère des affaires étrangères, celle de l'information et de la presse est l'une des plus épuisantes, et il est exceptionnel qu'elle garde le même titulaire aussi longtemps. La période où Pierre Baraduc fut à la tête des services de presse du Quai d'Orsay fut une période de grande confiance et de confiance qu'il avait leur fait. Il ne manquait, de surcroît, ni de courage ni de sincérité; il fut est arrivé de nous confier, en sortant d'une rencontre avec le ministre du moment et quelques correspondants de presse, que tout ce que venait de dire notre illustre interlocuteur était faux. Les relations de la presse française et étrangère étaient pourtant, avec la relance de l'Europe, l'Algérie, le retour de de Gaulle et ses démêlés avec les Américains, particulièrement agitées. Il sut parfaitement faire face, à son sens de l'Etat, à sa connaissance parfaite des dossiers, à la compréhension qu'il avait des besoins des journalistes et à la confiance qu'il avait leur fait. Il ne manquait, de surcroît, ni de courage ni de sincérité; il fut est arrivé de nous confier, en sortant d'une rencontre avec le ministre du moment et quelques correspondants de presse, que tout ce que venait de dire notre illustre interlocuteur était faux. Les relations de la presse française et étrangère étaient pourtant, avec la relance de l'Europe, l'Algérie, le retour de de Gaulle et ses démêlés avec les Américains, particulièrement agitées. Il sut parfaitement faire face, à son sens de l'Etat, à sa connaissance parfaite des dossiers, à la compréhension qu'il avait des besoins des journalistes et à la confiance qu'il avait leur fait. — A. F.

UNE FUSILLADE FAIT TROIS MORTS AU PALAIS DE JUSTICE DE BARCELONE

Barcelone (A.F.P.). — Trois personnes — un garde civil, un membre de la police nationale et un civil — ont été tuées, ce vendredi, au cours d'un échange de coups de feu dans le bureau d'un juge au palais de justice de Barcelone. Deux autres personnes ont été grièvement blessées. Selon des témoins, deux inconnus ont pénétré dans le bureau du juge, et, après avoir échangé quelques mots avec deux gardes civils de service, ont sorti leur revolver et ouvert le feu, provoquant la riposte des gardes civils.

Alors que la controverse se développe sur l'attitude de la police

M. Christian Bonnet a assisté aux obsèques du gardien de la paix tué à Saint-Ouen

C'est devant près de deux mille personnes et en présence de M. Pierre Sonveille, préfet de police, Jean Amet, préfet de la Seine-Saint-Denis, et Maurice Lambert, directeur général de la police, que M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a pris la parole devant la préfecture de Bobigny, au cours de la cérémonie, organisée ce vendredi 17 octobre, avant les obsèques de M. Jean-Claude Gatungu, le policier tué en Seine-Saint-Denis, le 14 octobre, par un détenu permissionnaire. « Pour la cinquième fois depuis le début de cette année, a-t-il notamment déclaré, un fonctionnaire de police a été froidement assassiné. Au cours de la même période, cinq fonctionnaires de la gendarmerie l'ont été aussi (...). Le ministre, a-t-il ajouté, et ceux qui sous ses ordres dirigent les services de police, se voient renforcés dans leur détermination d'acquiescer les moyens dont disposent les fonctionnaires de police. »

Le Syndicat de police C.G.T. de Paris a affirmé, jeudi 16 octobre, que « des inspecteurs de la onzième brigade territoriale ont été tués depuis plusieurs jours par des policiers ». Le syndicat a également déclaré que le malfracteur qui a tué M. Gatungu et blessé deux gardiens de la paix, selon les policiers C.G.T., « cette facilité de guérison due à un hasard malheureux mais constituerait un nouvel épisode de la guerre des policiers ». Plusieurs inspecteurs de la onzième brigade territoriale se seraient, en effet, trouvés à l'extérieur du bar, en surveillance, quand les gardiens de la paix.

NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR

Le dollar a poursuivi, ce vendredi matin 17 octobre, son avance, tandis que les taux d'intérêt américains ont monté d'un bon quart de point depuis la veille. Il était coté 4,350 F (après avoir atteint 4,25 F) à Paris et 1,84 DM à Francfort. Le franc s'est encore raffermi vis-à-vis des autres monnaies du S.M.E. (Système monétaire européen), et notamment du deutschemark, dont le cours est passé au-dessous de 2,31 F (2,3085 F exactement). La livre sterling a continué de se valoriser. Elle était cotée 2,4160 dollars et, à Paris, 10,7550 F.

L'or s'est encore replié à Londres où le cours a été fixé par opposition, vendredi matin, à 867,75 dollars l'once (contre 874 dollars jeudi après-midi).

laissés dans l'ignorance de la présence de Jean-Michel Le Commandeur, y étaient entrés pour une inspection de routine. Ces déclarations ont été formellement démenties vendredi 17 par M. Michel Guyot, directeur de la police judiciaire. D'autre part, les déclarations du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France jugeant, après le meurtre de Saint-Ouen, les autorités aux libertés publiques les vérifications d'identité « de routine » (le Monde du 17 octobre), sont qualifiées de « scandaleuses » par M. Roger Chibaud, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée qui ajoute : « La vocation de la magistrature ne consiste pas à injurier la police ni à favoriser les délinquants par rapport aux victimes. »

MORT DU CINÉASTE JEAN-FRANÇOIS ADAM

Le cinéaste Jean-François Adam s'est donné la mort dans la nuit du 14 au 15 octobre, à Paris, d'un coup de revolver. Il était âgé de quarante-quatre ans.

[De 1961 à 1970, Jean-François Adam est assistant-réalisateur, notamment de François Truffaut, d'Agnes Varda, Claude Chabrol, Jean-Pierre Meville. La fin des années 60, il monte une première pièce de Roman Polański, « Le Tâche », suivront comme la pièce, puis la Mandarine, en 1973. C'est en 1973 que l'on voit son premier long métrage, le roman de Mathias, film romantique, nostalgique, comme le seront le Jeu du solitaire (1976) et Retour à la bien-aimée (1978). Metteur en scène exigeant, sensible, Jean-François Adam appartenait à cette catégorie d'auteurs qui le cinéma français a su encadrer sans toujours leur conserver les moyens de travailler. — Cl. D.]

Leader de l'ex-FANE

M. MARC FREDRIKSEN EST CONDAMNÉ A DIX-HUIT MOIS DE PRISON DONT DOUZE AVEC SURSIS

M. Marc Fredriksen, leader de l'ex-Fédération nationale européenne (F.N.E.), a été condamné, vendredi 17 octobre, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, et trois mille francs d'amende.

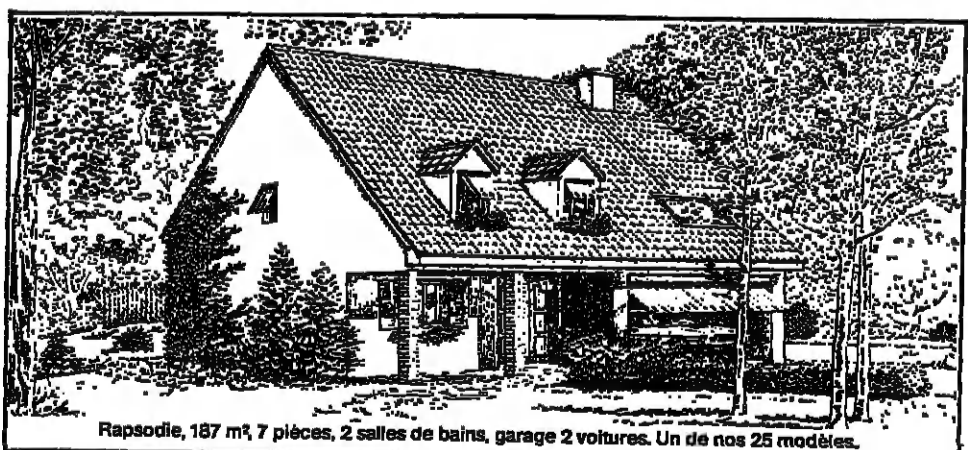
M. Fredriksen n'a pas assisté au prononcé du jugement le condamnant. Il était, en effet, hospitalisé à Rambouillet où il est soigné après l'agression dont il a été l'objet dimanche 12 octobre. Aucun de ses défenseurs n'était présent. En revanche, la salle d'audience, très sévèrement gardée, était pleine, et quelques échauffourées ont eu lieu à l'extérieur du palais de justice.

Le leader du groupuscule néo-nazi français avait été inculpé, avant la dissolution de la FANE, de la dissolution de la FANE décidée le 3 septembre, pour la publication dans « Notre Europe », organe de son mouvement, de plusieurs dizaines d'articles entre septembre 1979 et juin 1980.

Le tribunal, que présidait M. Jean Schewin, a reconnu M. Fredriksen coupable des délits suivants : diffamation raciale; provocation à la discrimination raciale; à la haine ou à la violence raciale; apologie des crimes de meurtre, incendie, crimes de guerre et collaboration avec l'ennemi. Les organisations qui s'étaient constituées parties civiles obtiennent chacune 5 000 F de dommages-intérêts. Il s'agit des organisations suivantes : Comité d'action de la Résistance, Comité pour l'égalité de la Résistance, Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, et Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

En outre, chacune de ces organisations pourra faire publier, aux frais du condamné, à concurrence de 3 300 F par insertion, des extraits du jugement dans la presse.

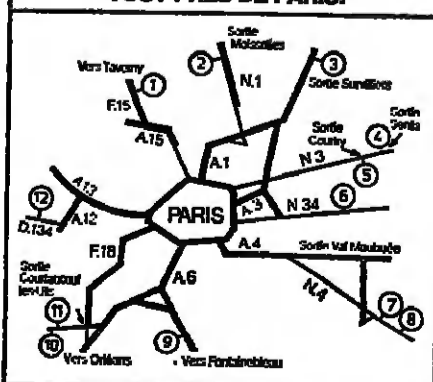
DONNEZ DE L'ESPACE A VOTRE VIE.



Le vrai confort d'une maison individuelle c'est avant tout l'espace : la dimension générale des pièces de séjour, des chambres, des cuisines, des portes-fenêtres; des placards-penderies judicieusement distribués; une chambre des parents conçue comme un appartement privé, plusieurs salles de bains ou salles d'eau; un grand jardin.

L'espace, vous le trouverez dans chacune des gammes de maisons actuellement proposées dans les Domaines Breguet proches de Paris : 107 m² pour la plus petite maison de 5 pièces, 275 m² pour une 8 pièces. En réalisant ces vastes et confortables maisons, Breguet a tout mis en œuvre pour être à la hauteur de sa réputation de grand constructeur national de maisons individuelles : construction traditionnelle, effort constant dans la recherche technique, maîtrise architecturale, choix de terrains exceptionnels.

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON TOUT PRES DE PARIS.



Breguet vous propose de visiter dès ce week-end un de ses 12 domaines choisis pour leur proximité de Paris, leur facilité d'accès, leur beauté naturelle. Partout, halls d'entrée ou salons-témoins décorés sont ouverts tous les jours de 10h à 19h (sauf mardi et mercredi non fériés). Prix à partir de 520.000 F.

- 1 - Domaine de la Forêt, St-Leu-la-Forêt. Tél. 950.92.73 - 2 - Domaine des Longs-Prés, Bouffémont. Tél. 991.35.59 - 3 - Domaine de Montmélian, St-Witz. Tél. 471.58.55 - 4 - Domaine de Gressy, Gressy. Tél. 026.30.09 - 5 - Domaine des Coudercs, Courty. Tél. 020.75.72 - 6 - Domaine du Mont-Chalets, Chelles. Tél. 020.14.00 - 7 et 8 - Domaines d'Arminvilliers et de La Ferrière, Ozoir-la-Ferrière. Tél. 029.22.82 et 029.43.63 - 9 - Domaine de l'Yvette, Epainay-sur-Orge. Tél. 445.18.29 - 10 et 11 - Domaines de Montville, Gomet-la-Ville, et de Montjoly, Bures-sur-Yvette. Tél. 012.26.99 - 12 - Domaine de la Boissière, Plaisir. Tél. 639.20.81.

Breguet

LE VRAI CONFORT

مكنا من التجميل